

**Michel Beaud
(1989)**

**L'économie mondiale
dans les années quatre-vingt**
Première partie

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
Courriel : [mailto: mabergeron@videotron.ca](mailto:mabergeron@videotron.ca)

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

MICHEL BEAUD

L'économie mondiale dans les années quatre-vingt. (Première partie, pp. 1-160).
Paris : Les Éditions La Découverte, 1989, 336 pp. Collection : Cahiers libres.

[Autorisation formelle accordée le 1^{er} août 2007 par l'auteur et son éditeur, Les Éditions La Découverte et de son directeur, M. François Gèze, de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriels :

Michel BEAUD : m.beaud@wanadoo.fr
M. François Gèze : f.geze@editionsladecouverte.com
La Découverte : <http://www.editionsladecouverte.fr/>

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times New Roman, 12 points.
Pour les citations : Times New Roman 10 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 27 décembre 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Je voudrais remercier chaleureusement le directeur de la maison d'éditions. [La Découverte](#), M. François Gèze, de nous avoir donné sa



permission de publier, dans *Les Classiques des sciences sociales*, ce livre de M. Michel BEAUD, économiste, professeur à l'Université de Paris VII-Denis Diderot, de même que tous les livres de Michel Beaud, qu'ils soient ou non épuisés.

Merci à Monsieur BEAUD pour sa confiance en nous et son précieux soutien à notre initiative de diffusion de notre patrimoine intellectuel en sciences sociales, en nous autorisant, conjointement avec son éditeur, à diffuser ses publications.



Courriels :

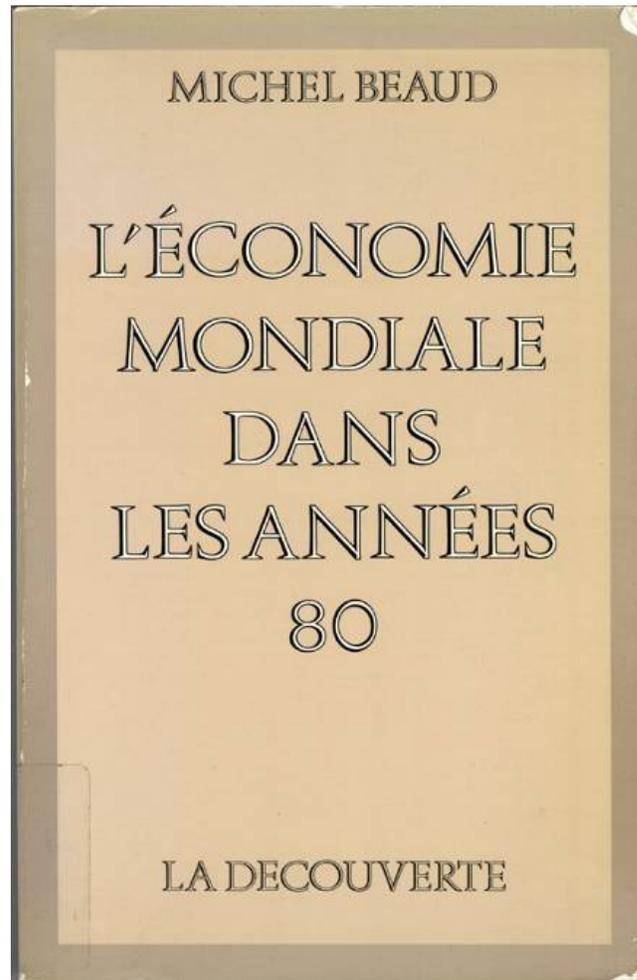
Michel BEAUD : m.beaud@wanadoo.fr

M. François Gèze : f.geze@editionsladecouverte.com

La Découverte : <http://www.editionsladecouverte.fr/>

Jean-Marie Tremblay,
Sociologue,
Fondateur, Les Classiques des sciences sociales.

Michel Beaud
(1989)



PREMIÈRE PARTIE

DU MÊME AUTEUR

- Le Commerce extérieur du Maroc*, Éd. Médicis, 1960.
- La Croissance économique de l'Allemagne de l'Ouest*, Cujas, 1966.
- Une multinationale française : Pechiney Ugine Kuhlmann*, en collaboration avec P. DANJOU et J. DAVID, Seuil, 1975. Traduit en grec.
- Lire le capitalisme. Sur le capitalisme mondial et sa crise*, en collaboration avec B. BELLON et P. FRANÇOIS, Anthropos, 1976.
- Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France*, en collaboration avec P. ALLARD, B. BELLON, A.-M. LÉVY, S. LIÉNART, Seuil, 1978.
- La France et le tiers monde*, textes d'un colloque tenu à l'université Paris VIII, édités avec G. de BERNIS et Jean MASINI, PUG, 1979.
- Histoire du capitalisme*, Seuil, 1981 ; nouvelles éditions Point-Seuil, 1984, 1987 et 1990. Traduit en anglais (Monthly Review Press, 1983 et MacMillan, 1984) ; en espagnol (Ariel, 1984) ; en italien (Éd. Del Lavoro, 1984) ; en chinois (Institut des langues étrangères de Pékin n° 2, 1986) ; en grec (Malliaris, 1987) ; en brésilien (Ed. Brasiliense, 1987) ; en coréen (Changbi publ., 1987) ; en portugais (Teorema, 1992). Traduit, avec un nouveau chapitre 7, en hollandais (Aula, 1994) et en japonais (Fujiwara Schotten, 1996). Traductions en cours en bengali et en turc.
- Le Socialisme à l'épreuve de l'histoire*, Seuil, 1982 ; nouvelle édition 1985. Traduit en grec (Malliaris, 1985) et en anglais (Humanities Press, 1993).
- La Politique économique de la gauche*, tome 1, *Le Mirage de la croissance*, Syros, 1983 ; tome 2, *Le Grand Écart*, Syros, 1985.
- Au cœur du IX^e plan, l'emploi*, rapport de l'intergroupe Emploi de la Commission nationale de Planification, in *Annexes au rapport de la Commission nationale de Planification*, La Documentation française, 1983.
- L'Art de la thèse (Comment rédiger une thèse de doctorat... ou tout autre travail universitaire)*, La Découverte, 1985 ; nouvelles éditions 1988, 1990, 1991, 1993 et, dans la collection « Guides-Repères » 1994, 1997. Édition augmentée, avec Daniel LATOUCHE (Éd. Boréal, Montréal 1988). Traduit en portugais (Bertrand Brasil, 1996).
- Le Système national/mondial hiérarchisé (Une nouvelle lecture du capitalisme mondial)*, La Découverte, 1987. Traduction en cours en hollandais.
- L'Économie mondiale dans les années 1980*, La Découverte, 1989.
- Old and New Trends in Francophone Development Research*, dir. avec E. LE ROY et Michel VERNIÈRES, numéro de *l'European Journal of Development Research*, Frank Cass, Londres, vol. III, n° 2, 1991.
- L'État de l'environnement dans le monde*, dir. avec C. BEAUD et L. BOUGUERRA, La Découverte, 1993. Traduit en portugais (Instituto Piaget, 1996).
- La Pensée économique depuis Keynes. Historique et dictionnaire des principaux auteurs*, avec G. DOSTALER, Seuil, 1993 ; édition abrégée, Points-Seuil, 1996. Traduit en anglais (Edward Elgar, 1995 et, en édition « Paperback », Routledge, 1997). Traductions en cours en portugais et en arabe.

Table

Avertissement

INTRODUCTION

Le kaléidoscope de l'économie mondiale

Un système national/mondial hiérarchisé

I/UNE ÉCONOMIE INTERNATIONALE/ MULTINATIONALE/MONDIALE

1. LES POLARISATIONS DU COMMERCE MONDIAL

Figures

Des pôles plurinationaux ?

« Commerce intra » compris ?

Polarisations nationales ?

Quatre pôles

Propos d'étape 1

2. FIRMES MULTINATIONALES ET CAPITALISMES NATIONAUX DOMINANTS

Firmes multinationales

Polarisations nationales des espaces multinationaux (implantations des firmes
multinationales)

Polarisations nationales des espaces multinationaux (investissements à
l'étranger)

Structuration multinationale de l'économie mondiale

Firmes multinationales et échanges internationaux

Propos d'étape 2

3. POLARISATIONS STRUCTURANTES, SPÉCIALISATIONS ET DÉPENDANCES

Produits manufacturés et produits primaires

Une nouvelle division internationale du travail ?

L'imbrication des spécialisations et des dépendances

Spécialisations et polarisations principales
Multiplicité et diversité des imbrications

Propos d'étape 3

4. SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL ET MONNAIES
NATIONALES DOMINANTES

Une avalanche de déséquilibres
Multinationalisation des banques et des organismes financiers
Complexification de la gestion financière et spéculation internationale
Monnaies nationales et système monétaire international
Un « mobile » monétaire national/mondial

Propos d'étape 4 (avec reprise théorique)

II/L'ÉCONOMIE MONDIALE EN SES NATIONS
(Voir 2^e fichier)

5. LES ÉCONOMIES NATIONALES/MONDIALES DOMINANTES

Déclin américain ?
Prendre en compte l'économie nationale/mondiale
Stratégies nationales/mondiales
Les trois économies nationales/mondiales dominantes Compétitions, alliances,
interdépendances

Propos d'étape 5

6. L'URSS ET SON EMPIRE

Socialiste, capitaliste ou... étatiste
Un ensemble plurinational non autarcique
L'ensemble soviétique dans l'économie mondiale
Un ensemble plurinational hiérarchisé étatiste
La faiblesse des relations Est-Sud

Propos d'étape 6

7. LES TIERS-NATIONS SOUS L'EMPRISE DU SYSTÈME MONDIAL

Mode d'insertion dans l'économie mondiale
Degrés et types de spécialisation
L'enchaînement de la dette

Dépendance et marges de manœuvre

Propos d'étape 7

8. ENJEUX ET PERSPECTIVES AU TOURNANT DES ANNÉES 1980-1990

Nouvelle reprise théorique

Le sens de la « crise » ou la « longue transformation » des années 1970-1990

Chocs et contre-chocs : l'importance des interdépendances

Développement : échecs, impasses et avancées

Des sources de la pauvreté dans un monde opulent

Propos d'étape 8

Quelle fin ?

Quelle limite ?

Quel sens ?

[Table des sigles](#)

[Table des tableaux](#)

[Table des schémas](#)

Bibliographie générale (*Voir 2^e fichier*)

Table des sigles

[Retour à la table](#)

AELE : Association européenne de libre-échange.
ANZAS : Australie/Nouvelle-Zélande/Afrique du Sud.
BIT : Bureau international du travail.
BMN : banques multinationales.
BRI : Banque des règlements internationaux.
CAD : Comité d'aide au développement de l'OCDE.
CAEM : Conseil d'assistance économique mutuelle (Comecon).
CEE : Communauté économique européenne.
CEPII : Centre d'études prospectives et d'informations internationales.
CEREM : Centre d'études et de recherches sur l'entreprise multinationale (université de Paris-X).
CNRS : Centre national de la recherche scientifique.
CNUCED : Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement.
COMECON : voir CAEM.
DTS : droits de tirage spéciaux.
ECU : unité monétaire européenne (European Currency Unit).
EPNH : « ensemble pluri-national hiérarchisé » (étatiste).
FMI : Fonds monétaire international.
FMN : firmes multinationales.
FOB : free on board.
GATT : General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).
IDE : investissement direct à l'étranger.
IFRI : Institut français des relations internationales.
IMF : International Monetary Fund (FMI).
INED : Institut national d'études démographiques.
IPSHU : Institute for Peace Science, Hiroshima University.
(M) MMT : (moteurs) machines, matériels de transport.
MOFA(s) : Majority Owned Foreign Affiliate(s).
NPI : nouveaux pays industriels.
OCDE : Organisation de coopération et de développement économique.
OFCE : Office français du commerce extérieur.
ONU : Organisation des Nations-Unies.
OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole.
OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord.
PIB : produit intérieur brut.
PNB : produit national brut.
PVD : pays en voie de développement.

RAMSES : Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies (IFRI).

SME : système monétaire européen.

SNMH : « système national/mondial hiérarchisé ».

TEP : tonne équivalent pétrole.

UEBL : Union économique belgo-luxembourgeoise.

UNCTAD : United Nations Conference on Trade and Development (CNUCED).

VAM valeur ajoutée manufacturière.

VPE valeur de la production à l'étranger.

Table des tableaux

[Retour à la table](#)

Introduction

[Les trois mondes en quelques chiffres.](#)

I/UNE ÉCONOMIE INTERNATIONALE/MULTINATIONALE/MONDIALE

1. Les polarisations du commerce mondial

[Matrice du commerce mondial — total — en 1984-1985.](#)

[Commerce mondial total en 1984-1985 \(part de chaque pays ou zone\).](#)

[Matrice du commerce mondial « hors intra » en 1984-1985.](#)

[Commerce mondial « hors intra » en 1984-1985 \(part de chaque pays ou zone\).](#)

[Répartition du commerce mondial en 1985.](#)

[Les dix principaux pays du commerce mondial en 1985.](#)

[Commerce international en 1986 \(les trois principaux pays\).](#)

[Nombre de pays à exportations concentrées sur un pôle.](#)

[Pays à commerce polarisé sur la Communauté européenne.](#)

[Pays à commerce polarisé sur un autre pôle.](#)

[Pays à exportations peu polarisées.](#)

[Pays à exportations diversifiées.](#)

2. Firmes multinationales et capitalismes nationaux dominants

[Les deux cents premières firmes privées en 1984.](#)

[Les cinq cents premières multinationales en 1986.](#)

[Origine des investissements entre pays dans le secteur manufacturier fin 1983.](#)

[Nombre de filiales étrangères des sociétés transnationales des pays industrialisés \(par pays d'origine et zone d'implantation\).](#)

[Poids des principaux pôles dans l'implantation des filiales de FMN en 1980 pour certains pays en développement.](#)

[Répartition des investissements entre pays dans le secteur manufacturier fin 1983.](#)

[Répartition des investissements entre pays, hors intra, dans le secteur manufacturier fin 1983.](#)

[Importance des entreprises étrangères dans l'industrie manufacturière de quelques pays \(1970-1980\).](#)

[Évaluation et importance relative de la valeur de la production à l'étranger pour quelques pays \(1976\).](#)

[Part des firmes d'origine américaine dans les trois vecteurs de pénétration du pays concerné \(3 tableaux\).](#)

3. Polarisations structurantes, spécialisations et dépendances

[Le commerce mondial en 1984 par grandes régions du monde.](#)
[Grands soldes du commerce mondial en 1984 entre grandes régions.](#)
[Principaux exportateurs mondiaux de produits manufacturés en 1984.](#)
[Soldes commerciaux des trois mondes par grands groupes de produits en 1984.](#)
[Principales spécialisations et dépendances au début des années 1980.](#)
[Répartition des exportations par grandes catégories \(2 tableaux\).](#)
[Commerce mondial : nombre de fois où le pays ou le groupe de pays apparaît parmi les cinq premiers mondiaux.](#)
[Solde du commerce pour chaque catégorie de marchandises en 1984.](#)
[Nationalité des principales firmes mondiales de chaque secteur.](#)

4. Système monétaire international et monnaies nationales dominantes

[Somme des déficits et excédents commerciaux nationaux regroupés par grandes zones en 1984.](#)
[Le financement extérieur des États-Unis \(1982-1986\).](#)
[Les cinq cents plus grandes banques mondiales en 1987.](#)
[Les principales bourses mondiales en 1986-1987.](#)

II/L'ÉCONOMIE MONDIALE EN SES NATIONS

(Voir 2^e fichier)

Pays développés, pays en développement : part dans la consommation mondiale en 1980-1982.

Échanges de produits manufacturés des pays développés avec les pays en développement en 1983.

Part en % de chaque zone dans le commerce mondial en 1986

5. Les économies nationales/mondiales dominantes

Indice de spécialisation/dépendance des trois pôles capitalistes en 1982-1983.

Avoirs totaux des États-Unis à l'étranger (1985-1986).

Filiales à l'étranger des multinationales des États-Unis en 1985.

Nombre de salariés dans le secteur manufacturier, en 1985, des multinationales des États-Unis.

Exportations états-unisiennes en % des exportations mondiales.

Exportations états-unisiennes de produits manufacturés (1977 et 1985).

Commerce total des États-Unis et ventes des filiales industrielles des firmes multinationales (1977 et 1985).

— équipement électrique et non électrique.

— chimie.

Avoirs étrangers totaux aux États-Unis (1985 et 1986).

Filiales des multinationales étrangères aux États-Unis en 1985.

Commerce total des États-Unis (1977 et 1985).

Répartition des ventes mondiales des plus grandes entreprises du monde en 1977.
Indicateurs de stratégie des groupes.
Un indicateur synthétique de stratégie des trois pôles.
Matrice des investissements nets cumulés dans le secteur manufacturier à la fin de 1983.
Part des dépenses de R&D dans le total mondial (1980 et 1983).
Les trois (ou quatre) premières firmes du monde capitaliste de quelques secteurs modernes en 1987.

6. L'URSS et son empire

L'économie officielle et son économie-ombre.
Structure, par grandes zones, des échanges extérieurs du CAEM en 1984-1985.
Part relative du CAEM et de l'URSS dans le commerce total de chaque pays de l'Europe de l'Est (1970, 1980 et 1984).
Dépendance extérieure des pays du CAEM.
Dépendance extérieure et degré de centralisation de l'économie.
Structure, par grandes zones, des échanges extérieurs de la Chine en 1984-1985.
Échanges des pays étatistes avec les pôles capitalistes en 1985.
Composition, par catégories de produits, des importations de l'URSS, de l'Europe de l'Est et de la Chine en 1984.
Composition, par catégories de produits, des exportations de l'URSS, de l'Europe de l'Est et de la Chine en 1984.
Composition, par catégories de produits, du commerce extérieur des six pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS avec l'Ouest en 1982.
Balance commerciale de l'Union soviétique en 1985.
Principales sources d'approvisionnement de l'URSS en 1985 et 1986.
Endettement brut en devises des six pays de l'Europe de l'Est en 1984 et 1987.
Composition, par catégories de produits, du commerce extérieur des six pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS entre eux en 1982.
Exportations et importations soviétiques de machines et équipements (échanges avec les pays socialistes) en 1986.
Échanges commerciaux des pays de l'Est avec le tiers monde en 1984-1985.
Composition, par catégories de produits, du commerce extérieur des six pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS avec le Sud en 1982.
Pays du tiers monde faisant une part conséquente de leur commerce avec l'URSS et l'Europe de l'Est.

7. Les tiers-nations sous l'emprise du système mondial

Part des tiers-nations dans l'ensemble des pays à économie de marché en 1983.
Part des entreprises étrangères dans l'industrie manufacturière de quelques pays en développement.
Investissements étrangers par pays en 1981 et 1983.

Répartition des stocks d'investissements étrangers dans les pays en développement en 1980 et 1983.

Répartition, par pôle d'origine, du nombre des filiales des FMN implantées dans le tiers monde en 1980.

Répartition, par destination, des exportations des grandes régions du tiers monde en 1984.

Pays classés selon l'importance relative des exportations par rapport au PIB en 1985.

Pays classés selon la nature et le degré de spécialisation.

Productions et exportations manufacturières dans trois catégories de pays du tiers monde.

Productions et exportations informatiques dans trois catégories de pays du tiers monde dans la première moitié des années 1980.

Emplois dans l'industrie électronique de quelques tiers-nations.

Indicateurs de la dette des pays en développement (1980-1986).

Structure de la dette totale du tiers monde (1981-1987).

Les grandes dettes extérieures nationales en 1984 et 1985.

Le fardeau des dettes extérieures des autres tiers-nations en 1985.

Service de la dette et financement du tiers monde (1980-1985).

Montant des obligations extérieures des tiers-nations en fonction des différents types de financement (1971, 1983 et 1986).

Financements et charges financières du tiers monde (1970-1984).

Dettes extérieures et fuites de capitaux en Amérique latine (1978-1983).

Types et degré de dépendance des différents pays du tiers monde.

Production sous licence d'armement des pays du tiers monde.

8. Enjeux et perspectives au tournant des années 1980-1990

Comparaison des deux « longues transformations » de la fin du XIX^e et de la fin du XX^e siècle.

Table des schémas

[Retour à la table](#)

Introduction

[Les économies nationales selon leur part dans le PNB mondial en 1983.](#)

[Le Nord et le Sud.](#)

[Une représentation de l'« économie mondiale ».](#)

1. Les polarisations du commerce mondial

[Un schéma des relations économiques internationales.](#)

[Échanges mondiaux entre grandes zones.](#)

2. Firmes multinationales et capitalismes nationaux dominants

[Répartition des tâches par fonction entre le siège central, l'état-major régional et la direction locale.](#)

[Les réseaux mondiaux dans l'industrie manufacturière : les pièces de la Ford Escort \(Europe\).](#)

[Radioscopie du commerce extérieur des États-Unis en 1977 \(tous produits\).](#)

[Radioscopie du commerce extérieur des États-Unis en 1985 \(tous produits\).](#)

3. Polarisations structurantes, spécialisations et dépendances

[Commerce mondial des produits manufacturés par grandes régions du monde en 1984.](#)

[Commerce mondial des produits primaires par grandes régions du monde en 1984.](#)

[Schéma de la « nouvelle division du travail » entre les trois mondes au milieu des années 1980.](#)

[Tableau synthétique des spécialisations et des dépendances au début des années 1980.](#)

[Schéma du commerce mondial de l'énergie en 1984.](#)

[Schéma du commerce mondial de produits alimentaires en 1984.](#)

[Schéma du commerce mondial de produits chimiques en 1984.](#)

[Schéma du commerce mondial de machines et matériels de transport en 1984.](#)

[Schéma du commerce mondial d'articles manufacturés en 1984.](#)

[Schéma du commerce mondial de textiles et habillement en 1984.](#)

[Schéma des flux principaux par catégories de produits en 1984.](#)

4. Système monétaire international et monnaies nationales dominantes

[La croissance des déficits courants 1970-1986.](#)

[Balances des paiements courants de sept pays capitalistes.](#)

[Les balances courantes des États-Unis, du Japon et de la RFA.](#)

[Prêts bancaires internationaux \(1964-1984\).](#)

[Les réserves en devises 1967-1977-1987.](#)

[Le « système » monétaire international des années 1980.](#)

[Taux des bons du Trésor à 10 ans aux États-Unis \(1970-1987\).](#)

[Cours du dollar 1980-1988.](#)

[Indices boursiers aux États-Unis et au Japon 1982-1988.](#)

5. Les économies nationales/mondiales dominantes (Voir 2^e fichier)

Radioscopie du commerce extérieur des États-Unis en 1977 (produits manufacturés).

Radioscopie du commerce extérieur des États-Unis en 1985 (produits manufacturés).

Schéma des investissements nets cumulés dans le secteur manufacturier à la fin de 1983.

Un schéma de l'économie mondiale (sans le sous-ensemble étatiste).

Part de la triade dans le marché mondial.

6. L'URSS et son empire

Économie et société en pays étatistes.

Organisation des échanges extérieurs d'une économie étatiste. Les composants de la voiture Jigouli.

7. Les tiers-nations sous l'emprise du système mondial

Répartition géographique du nombre des investissements directs japonais industriels (1980-1987).

Part des produits industriels exportés dans l'exportation totale (1963-1983).

Schéma des flux financiers affectant les tiers-nations.

8. Enjeux et perspectives au tournant des années 1980-1990

Schéma de la crise nationale/mondiale des années 1970-1990.

Quatrième de couverture

L'économie mondiale dans les années quatre-vingt

par Michel Beaud

Qu'est-ce que l'économie mondiale ? L'ensemble des économies nationales de la planète ? L'ensemble des relations économiques internationales ? L'ensemble structuré par les activités planétaires des firmes et banques multinationales ?... Toutes ces définitions ne rendent compte que partiellement de la réalité que désigne le terme "économie mondiale". Pour concevoir une approche globale qui permette de la comprendre dans toute sa complexité, Michel Beaud a relevé une double gageure : celle de présenter d'une manière synthétique l'énorme matériau statistique disponible sur l'économie mondiale ; et celle de formaliser une grille d'analyse théorique qui soit un guide efficace.

On trouvera donc d'abord dans ce livre un exposé extrêmement clair des grandes tendances qui ont marqué au cours des années quatre-vingt les structures de l'économie mondiale, dans ses différentes facettes : échanges commerciaux, rôle des firmes multinationales, division internationale du travail, système monétaire international ; mais aussi analyse des structures des économies dominantes (États-Unis, Japon, RFA), des pays de l'Est et de l'ensemble si diversifié des "tiers-nations" du Sud. Chaque étape de cet exposé est ponctuée par un propos théorique, qui permettra au lecteur de construire progressivement une vision du monde moderne dégagée des œillères et des partis-pris.

Le regard de Michel Beaud est bien celui de la rigueur et de la raison. Mais il n'est pas pour autant celui de l'économiste froid, oubliant les hommes derrière les concepts : bien au contraire, son livre s'achève sur un vibrant plaidoyer pour la vie — aujourd'hui menacée aussi bien par la pauvreté que par les atteintes à l'environnement —, pour la démocratie, pour l'Europe. Une démarche originale et convaincante, qui intéressera aussi bien les spécialistes que les profanes de l'économie.

Michel Beaud est professeur au département d'économie politique de l'Université de Paris VIII. Il a publié Histoire du capitalisme (Le Seuil, nouvelle édition 1987), Le socialisme à l'épreuve de l'histoire (Le Seuil, nouvelle édition 1985), La politique économique de la gauche (Syros, 2 volumes, 1983 et 1985), L'art de la thèse (1985) et Le système national mondial hiérarchisé (1987) aux Éditions La Découverte. Il est président du GEMDEV (Groupement d'intérêt scientifique "Économie mondiale, tiers monde, développement").

Aux quelques hommes de conviction et d'exigence qu'il m'a été donné de rencontrer et dont je ne nommerai ici que deux, qui nous ont quittés :

Jean Bouvier et Casamayor.

La préparation et la rédaction de ce livre ont bénéficié d'une « année de recherche » qui m'a été accordée, après vingt-trois années d'enseignement, par le ministère de l'Éducation nationale. Que soient remerciés ici tous ceux qui ont concouru à cette décision, ainsi que mes collègues du département d'économie politique de l'université de Paris-VIII et de la formation doctorale « Structures productives et système mondial » des universités de Paris-VII et Paris-VIII, dont l'amitié m'a aidé dans la rédaction de ce livre.

Que soient également remerciés tous ceux qui ont accepté de relire tout ou partie des textes que j'ai rédigés avant de parvenir au texte ici publié : Nicole Azoulay (université de Paris-VIII), Bernard Chavance (université de Paris-VII), Catherine Choquet (GEMDEV), Jean Lempérière (CNRS), Imre Marton (université de Budapest), Marc Ménard (université du Québec à Montréal), Alain de Tolédo (université de Paris-VIII) et tout particulièrement François Gèze, dont la confiance, les suggestions et les conseils m'ont été précieux.

Enfin, que soit remerciée Calliope, pour le soutien qu'elle m'a une nouvelle fois apporté pendant la préparation et la rédaction d'un livre...

« Ce qui distingue l'économiste "scientifique" de tous ceux qui réfléchissent, parlent et écrivent sur des sujets économiques, c'est une maîtrise des techniques que nous classons sous trois rubriques : histoire, statistique et "théorie". »

Joseph A. SCHUMPETER *

* Joseph A. SCHUMPETER, *Histoire de l'analyse économique*, tome I. *L'Âge des fondateurs* (Allen et Unwin, Londres, 1954), traduction française Gallimard, 1983, p. 36.

Avertissement

[Retour à la table](#)

Ce livre n'est pas seulement la présentation raisonnée de matériaux empiriques et statistiques permettant d'éclairer et de mieux connaître ce que le langage courant nomme l'« économie mondiale ».

Il est une nouvelle étape dans l'effort d'analyse rigoureuse, c'est-à-dire impliquant à la fois l'effort conceptuel ou théorique et l'observation du concret, des réalités économiques contemporaines.

Portant sur les années 1980, utilisant des informations datées, qui pour l'essentiel correspondent à des années ou des phases se situant entre 1980 et 1988, il donne une « photographie » des principales structures et relations structurelles de cette période : comme certaines évolutions sont très rapides, et comme les sources statistiques ou analytiques ne permettent pas toujours d'avoir, pour chaque année, les chiffres nécessaires, il y a là une source d'approximation, que nous ne pouvons, à ce stade, que regretter. Mais pour l'essentiel, le tableau nous paraît donner une représentation adéquate de la réalité, dont il fait ressortir les traits principaux.

Il est clair que ce livre s'attache à dégager les structures, les relations structurantes ; un autre livre reste à faire sur les transformations de l'économie mondiale dans ce qu'il est convenu d'appeler la crise, c'est-à-dire dans la « longue transformation » — comparable par beaucoup de points à la « grande dépression » de la fin du XIX^e siècle — qui a débuté dans la première moitié des années 1970.

*Michel Beaud,
Vézelay, 1^{er} janvier 1989.*

INTRODUCTION

[Retour à la table](#)

Ce livre est consacré à l'économie mondiale dans les années 1980.

Économie mondiale, la formule appartient au langage courant. Homme politique, chef d'entreprise, journaliste, agriculteur, transporteur, salarié, chômeur, étudiant ou économiste : chacun l'emploie ; pas toujours avec la même précision ; pas forcément dans le même sens, ni avec le même contenu ; mais, en gros, on sait de quoi l'on parle. Et à une époque où, comme on faisait de la prose du temps de Molière, chacun fait de l'économie, n'est-ce pas suffisant ?

Bref, « économie mondiale » est une *notion*, une notion pratique, usuelle ; une notion qui recouvre, nous le découvrirons progressivement, une réalité complexe, à la fois multiple et structurante, contradictoire et cohérente.

Cette *réalité*, nous en avons esquissé le processus historique de formation à travers l'histoire du capitalisme [Beaud 1981, nouvelle éd., 1987] * ; en vue de son étude, nous avons mis en place, dans un précédent ouvrage, une grille d'analyse en termes de « système national/mondial hiérarchisé » — SNMH [Beaud 1987]. Et nous aurons, en approfondissant son examen, à préciser les *concepts* nécessaires, tout en réfléchissant sur la démarche de connaissance elle-même.

Mais, puisque la notion existe, et que chacun en use, partons d'elle. Ou plutôt, partons de ses différentes significations. Car, selon les cas, l'expression « économie mondiale » peut signifier :

1. l'ensemble des activités productives des sociétés humaines ;
2. l'ensemble des économies nationales de la planète ;
3. l'ensemble des relations économiques internationales ;
4. l'ensemble structuré par les activités planétaires des firmes et banques multinationales ;
5. un système structuré en grands blocs (Centre/Périphérie, Ouest/Est/tiers monde, Nord/Sud) ;
6. un système mondial constitué par le mode capitaliste de développement ;

* Les références entre crochets renvoient à la bibliographie générale, en fin d'ouvrage.

7. une « réalité mondiale », dont on constate le poids croissant sans forcément en expliquer la genèse ;
8. les activités économiques de l'humanité (prises notamment dans leurs relations avec l'environnement et les ressources terrestres) ;
9. des mixtes non élaborés de plusieurs, ou de l'ensemble, des acceptions recensées ci-dessus.

Ainsi, plutôt qu'une lunette permettant de mieux saisir, de mieux voir la réalité, la notion d'« économie mondiale » constitue un véritable kaléidoscope : un imperceptible déplacement..., et l'image se transforme.

Puisque, qu'on le veuille ou non, elles sont dans nos têtes, partons de ces différentes images, en regardant... ce kaléidoscope.

Le kaléidoscope de l'économie mondiale

[Retour à la table](#)

Première image...

1. L'ensemble des activités productives de l'économie mondiale

Quelques chiffres essentiels résument cette vision :

- Population mondiale au milieu de 1987 : 5 milliards ¹.
- Production mondiale brute en 1985 : près de 15 000 milliards de dollars ².
- Production moyenne par habitant : un peu moins de 3 000 dollars en 1985 ³.

De même, peut-on parler de la consommation mondiale, de l'investissement mondial, etc.

S'inscrivent également dans cette vision les statistiques traditionnelles des grandes productions mondiales ; ainsi, pour 1986 ou 1987 ⁴ :

- | | |
|-------------------|---------------------------|
| • Céréales (1986) | 1 870 millions de tonnes. |
| • Sucre (1986) | 100 millions de tonnes. |
| • Coton (1986) | 15 millions de tonnes. |

¹ INED, *Population et sociétés*, septembre 1987, p. 2.

² Plus précisément : – selon une évaluation « Banque mondiale » : 14 487 milliards de dollars ; – selon une évaluation « CEPII » : 14 680 milliards de dollars (INED, *op. cit.*, p. 5).

³ La population mondiale était de 4,8 milliards en 1985 [Banque mondiale, 1987, p. 232-233].

⁴ Les chiffres présentés sont tirés de *L'état du monde 1988-1989*, La Découverte, 1988, p. 589 et s.

• Houille	3 420 millions de tonnes.
• Pétrole	2 918 millions de tonnes.
• Minerai de fer	936 millions de tonnes.
• Phosphate naturel	146 millions de tonnes.
• Bauxite	94 millions de tonnes.
• Acier	733 millions de tonnes.
• Ciment	1 041 millions de tonnes.
• Électricité hydraulique	524 millions de TEP ¹ .
• Électricité nucléaire	602 millions de TEP.
• Automobiles	33,5 millions de véhicules...

Inutile de multiplier les exemples ; chacun a présent à l'esprit les tableaux, les ouvrages, notamment ceux de géographie économique, sur les grandes productions mondiales. C'est un regard, utile parfois (par exemple pour situer des ordres de grandeur, évaluer des frets transportés), mais limité.

Tournons donc la bague du kaléidoscope...

2. L'ensemble des économies nationales de la planète

« L'économie mondiale peut se définir comme l'ensemble des économies nationales », écrit Pierre Bauchet (*Le transport international*, Economica, 1988, p. 15).

C'est probablement une des représentations les plus usitées : surtout depuis un ou deux siècles — c'est-à-dire depuis que l'État-nation s'est imposé comme figure majeure d'organisation des sociétés humaines ; et plus encore depuis la fin des années 1930 — période à partir de laquelle, avec la macroéconomie keynésienne et les comptabilités nationales, le cadre national s'est généralisé pour le recueil statistique et les études économiques concrètes.

Est-il besoin d'insister, tant est ancrée en nous cette vision ? Ne parle-t-on pas quotidiennement de l'économie française (afghane, albanaise, algérienne, allemande — de l'Ouest ou de l'Est —, etc.) ? N'en parle-t-on pas pour évoquer à la fois des grandeurs (production, importations, exportations, etc.) et pour nommer l'ensemble des activités économiques d'un pays ?

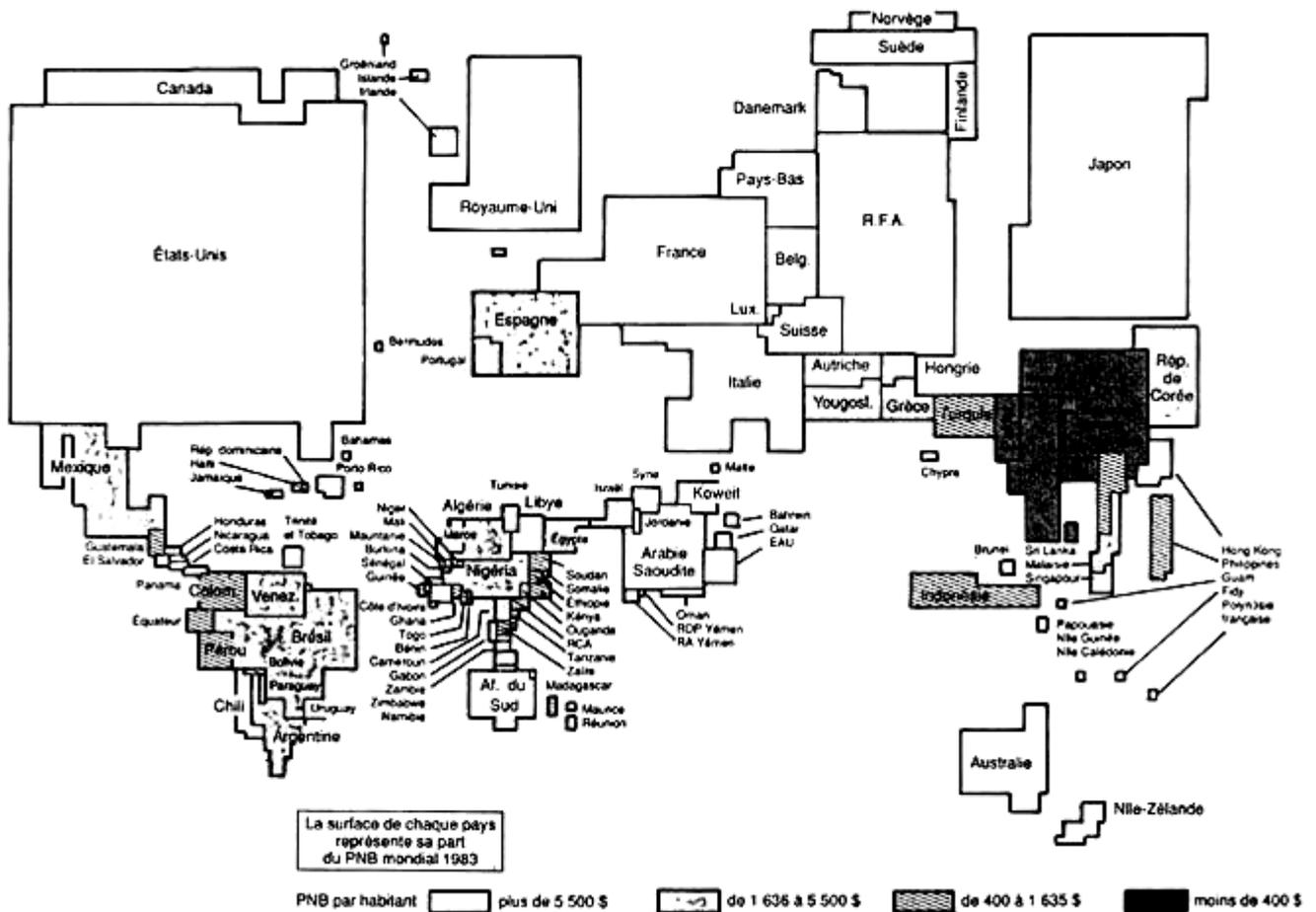
D'épais annuaires (nationaux ou internationaux) nous informent sur ces économies nationales. Contentons-nous d'une carte ².

¹ TEP : tonnes d'équivalent-pétrole.

² Voir page suivante.

LES ÉCONOMIES NATIONALES SELON LEUR PART DANS LE PNB MONDIAL EN 1983

[Retour à la table des schémas](#)



Source : Atlas, Banque mondiale, 1986.
in *L'Événement du Jeudi*, du 15 janvier 1987.

Cette carte évoque bien la double inégalité entre les nations, quant au poids du produit intérieur et quant au produit par tête ; elle symbolise aussi la conception — courante — de l'économie mondiale comme collection, addition des économies nationales. Mais l'économie mondiale, c'est évidemment bien plus que cela...

Nouveau déplacement du kaléidoscope, nouvelle image.

3. L'ensemble des relations économiques internationales

C'est, avec la précédente, la vision la plus courante ; elle est nécessairement liée à la prise en compte de l'économie nationale, sans laquelle il ne peut y avoir relation internationale. En outre, depuis les mercantilistes et les premiers classiques, c'est un champ d'étude privilégié des économistes ; à tel point que « l'économie internationale » est devenue un domaine particulier — largement autonome — de la « science économique ».

Les relations économiques et financières sont diverses :

- flux commerciaux ;
- échanges de services, de savoirs et de connaissances ;
- paiements courants ;
- flux de capitaux et crédit international ;
- mouvements de populations ;
- tourisme international ;
- circulation des idées, des images, des représentations...

Parmi elles, certaines sont relativement bien saisies et mesurées ; d'autres approximativement ; sur d'autres, on ne dispose pas d'informations systématiques. D'où un biais qui conduit à privilégier les types de relations sur lesquelles l'information est disponible, et, en tout premier plan, les flux commerciaux de marchandises matérielles.

À côté de la littérature théorique sur l'échange international, d'innombrables travaux, descriptifs ou analytiques, sont consacrés aux échanges commerciaux ; la matière est abondante : car il s'agit d'un domaine où les informations sont le plus facilement collationnées au niveau national (grâce à l'administration douanière) et où elles sont le plus largement publiées tant par les autorités nationales que par les différents organismes internationaux, GATT, FMI, Nations unies, CNUCED, OCDE, Communautés européennes et autres ensembles régionaux, statistiques nationales : de très nombreux et volumineux annuaires — et autres publications régulières — fournissent une masse écrasante d'informations systématiques, mais d'intérêt inégal.

Tableaux, matrices ou cartes : un livre entier pourrait être consacré uniquement à la présentation réfléchie d'une partie sélectionnée de ces données.

En 1985, le commerce mondial a été de l'ordre de 2 000 milliards de dollars ¹, soit 13 % environ du produit mondial. Les flux de paiements internationaux peuvent être évalués à 100 000 milliards de dollars ².

Ces relations économiques internationales constituent un réseau multiforme, mouvant, entre les économies nationales saisies dans leurs dimensions territoriales, dans le cadre de leurs frontières ; mais elles forment aussi une trame essentielle dont l'analyse doit permettre de mieux comprendre comment s'articulent ces « économies nationales/territoriales » et cette « économie mondiale », dont nous pressentons l'importance et dont nous voulons mener l'étude.

Tournons la bague du kaléidoscope : une autre image apparaît.

4. Les activités planétaires des firmes et banques multinationales

Ces firmes et banques ont nourri toute une littérature depuis trois ou quatre décennies ; elles semblent, aujourd'hui, inspirer moins d'auteurs qu'il y a quinze ou vingt ans ; peut-être se sont-elles faites plus discrètes...

Leur puissance n'a en rien diminué ; bien au contraire : en 1984, les deux cents plus grandes firmes privées mondiales — toutes multinationales — font ensemble environ 3 000 milliards de dollars de chiffre d'affaires ³, ordre de grandeur correspondant au quart environ du produit mondial.

La première de ces firmes, General Motors, fait en 1986 un peu plus de cent milliards de dollars de chiffre d'affaires ⁴. Cent milliards de dollars : la presque totalité des pays de la planète ont un PIB inférieur à ce chiffre ; une quinzaine de pays seulement ont un PIB plus important. Ces deux grandeurs — produit intérieur brut et chiffre d'affaires — ne sont pas strictement comparables ? Certes. Mais le rapprochement de leurs ordres de grandeur est significatif.

Le tiers, la moitié, les deux cinquièmes ou les deux tiers ? Quelle est la part des firmes multinationales dans la production manufacturière mondiale ? Dans le commerce mondial ? Des évaluations sont avancées, presque toujours à partir de sources anciennes. Seule certitude : leur poids est décisif.

Tout un courant de pensée en est arrivé à voir dans les firmes multinationales la quintessence de l'économie mondiale. Ainsi, pour S. Hymer, « les FMN organisent le monde », et, selon R. Murray, « l'avenir du système de l'économie mondiale est

¹ Exactement 1 922 milliards de dollars, selon les chiffres du GATT [GATT, 1986, p. 156].

² Voir *infra*, chapitre 4.

³ Frédéric F. CLAIRMONTE et John CAVANAGH, « Le club des deux cents, ou les vertus de la concentration », *Le Monde diplomatique*, décembre 1985.

⁴ « Bilan économique et social 1987 » du *Monde*, janvier 1988, p. 39.

tout entier soumis à la domination sans partage des FMN »¹. Nouvelles visions d'un ultra-impérialisme où les FMN sont présentées comme «des agents autonomes libres de toute détermination de caractère économique et politique »².

L'erreur n'est pas de souligner le rôle des firmes et des banques multinationales : il est fondamental. L'erreur d'un certain nombre d'auteurs est de les prendre en elles-mêmes ; de les couper de leurs bases nationales, des capitalismes nationaux dans lesquels elles s'enracinent, des États nationaux avec lesquels elles ont des relations privilégiées. L'erreur est de ne pas articuler l'étude des firmes multinationales et celle des relations économiques internationales. L'erreur finalement est d'en faire des entités à part, simplement porteuses d'une logique de mondialisation, d'homogénéisation des sociétés de la planète, voire de rapprochement entre les peuples...

5. Un ensemble structuré en grands blocs

On connaît ces découpages planétaires :

— Ouest/Est/Sud ou, ce qui revient au même : pays capitalistes/URSS et Europe de l'Est/tiers monde, ou encore selon les formulations des organisations internationales : pays à économie de marché/pays à économie planifiée/pays en voie de développement ;

— Nord/Sud, ou : pays industrialisés/pays en voie de développement, ou encore : Centre/Périphérie, pour reprendre des termes récemment remis en vogue par André Gunder Frank, Samir Amin et Immanuel Wallerstein.

Nous utilisons chaque jour ces notions. Elles organisent nos représentations, nos schémas, nos tableaux. Elles nous aident à parler d'une manière ramassée d'une réalité complexe et diversifiée.

Encore ne faut-il pas se laisser enfermer dans les simplismes de ces regroupements, surtout dans une période où la complexité s'accroît.

La coupure Est/Ouest était forte au moment de la guerre froide ou de la guerre de Corée ; mais, à l'Ouest, l'hégémonie américaine s'est affaiblie ; à l'Est, la Yougoslavie, l'Albanie, la Chine ont choisi leurs propres voies depuis longtemps, et, en Europe de l'Est, divers cours nouveaux semblent engagés ; en outre, entre l'Est et l'Ouest, échanges et relations se sont multipliés.

¹ [MICHALET, 1976, nouv. éd. 1985], p. 283, 286 et 287.

² *Ibid.*, p. 287.

LES TROIS MONDES EN QUELQUES CHIFFRES

[Retour à la table des tableaux](#)

	Produit intérieur brut * en milliards de dollars en 1984 (A)	Produit intérieur brut* par tête en dollars, en 1984 (B)	Taux de croissance annuel <i>moyen</i> en 1980-1984, en %	
			de (A)	de (B)
Pays développés à économie de marché	8 235	10 400	1,8	1,1
Pays en développement à économie de marché	2 169	860	1,7	- 0,7
Pays à planification centralisée **	1 243	800	4,8	3,6

* Pour les pays à planification centralisée : produit matériel net.

** Y compris la Chine et quelques pays du tiers monde : Cuba, l'Afghanistan, la Corée du Nord, le Vietnam.

N.B. Ces évaluations conduisent à un produit mondial d'un peu moins de 12000 milliards de dollars pour 1984, chiffre non homogène avec les estimations citées plus haut d'un produit mondial d'un peu moins de 15 000 milliards de dollars en 1985. Périlleuse incertitude de l'évaluation statistique...

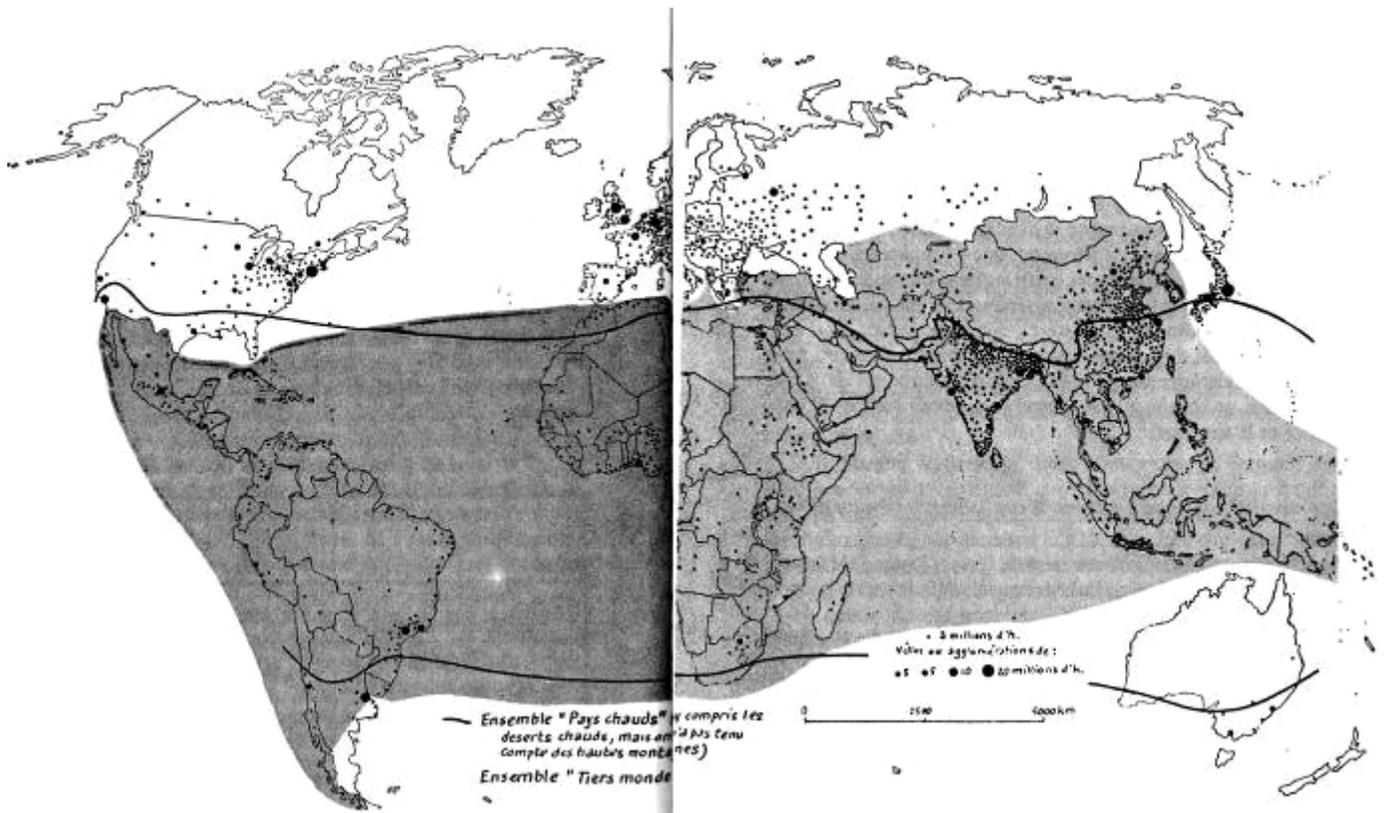
Source : [United Nations, 1987], p. 3, 205 et 212.

De même, le tiers monde avait une cohérence forte — surtout idéologique et politique — au moment de Bandoeng (1955), et dans les temps majeurs des luttes pour la décolonisation et l'indépendance ; mais le Nord s'est découvert un Sud ; et dans le tiers monde, que de rapides diversifications en trente ans, et que de différences entre les pays de toutes les misères (pays pudiquement nommés « moins avancés ») et les opulents pays pétroliers à faible population...

Bien sûr, rien n'interdit de penser encore en termes de deux ou trois « mondes » ; mais, pour rendre compte de la réalité des années 1980 d'une manière satisfaisante, ce sont huit, dix, douze groupes de pays qu'il convient d'identifier et d'analyser.

LE NORD ET LE SUD

[Retour à la table des schémas](#)



6. Un système mondial constitué par le mode capitaliste de développement

Premier à avoir « lu », dans le foisonnement du réel, la logique et la dynamique structurantes du capitalisme, Karl Marx avait déjà constaté la constitution d'un marché mondial.

Avec et après la « grande dépression » de la fin du XIX^e siècle, la dimension mondiale du capitalisme s'accroît : Rudolf Hilferding, Otto Bauer, Karl Kautsky, Rosa Luxemburg, Nicolas Boukharine, Lénine..., les analyses foisonnent ; un mot se dégage : « impérialisme ».

La définition qu'en donne Lénine va s'imposer pour les décennies au sein du mouvement communiste international et donc dans les courants dominants de la pensée marxiste : « L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les grands pays capitalistes ¹. »

Après la Seconde Guerre mondiale, une nouvelle accentuation de l'internationalisation et de la multinationalisation se produit sous l'impulsion de nouveaux centres capitalistes ; marxistes des obédiences traditionnelles, radicaux américains, théoriciens latino-américains de la dépendance, marxistes réveillés de la génération 1968, militants de l'émancipation du tiers monde : d'innombrables ouvrages sont publiés qui mettent en scène et analysent le capitalisme dans la dimension mondiale.

Certains auteurs en arrivent, au moins dans certains passages de leurs œuvres, à affirmer le caractère prédominant, déterminant de ce « capitalisme mondial ».

Ainsi, Samir Amin : « Notre monde n'est pas constitué de systèmes nationaux juxtaposés, qui entretiendraient entre eux des relations "extérieures", fussent-elles importantes, comme il l'a été jusqu'à une époque qui n'est peut-être pas si lointaine. Il constitue une unité, un tout, le système capitaliste mondial » ². « L'économie "sous-développée" est une pièce d'une machine unique : l'économie capitaliste mondiale [...]. La théorie du sous-développement et du développement ne peut être que celle de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale » ³.

¹ LÉNINE, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1917. Trad. fr., Éd. du Progrès, Moscou, 1969, p. 114.

² Samir AMIN, *L'échange inégal et la loi de la valeur, la fin d'un débat*, Anthropos-IDEF, Paris-Dakar, 1973, p. 7.

³ Samir AMIN, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, IFAN-Anthropos, Dakar-Paris, 1970, p. 30.

André Gunder Frank formule lui-même l'« argument central » de ses études : « Le sous-développement en Amérique latine (et ailleurs) s'est développé en tant que produit de la structure coloniale du développement capitaliste mondial » ¹.

Et Immanuel Wallerstein, disciple américain de Fernand Braudel, systématise la notion d'« économie-monde » jusqu'à écrire : « Le développement de l'économie-monde capitaliste a entraîné la création de toutes les grandes institutions du monde moderne : classes, groupes ethniques/nationaux, ménages, ainsi que les "États". Toutes ces structures sont postérieures, non antérieures, au capitalisme ; elles en sont la conséquence, non la cause » ².

Au centre de ces analyses, donc, le capitalisme, dans sa dimension mondiale.

7. Une « réalité mondiale », dont on constate le poids croissant sans forcément en expliquer la genèse

Des lecteurs hâtifs ou superficiels des précédents auteurs, ou des esprits trop systématiques, ont souvent franchi le pas et sauté de l'analyse du développement à l'échelle mondiale du capitalisme à la mise en avant d'un système capitalisme mondial, qui organise tout, détermine tout, structure chaque chose d'une manière unilatérale : un « système capitaliste constitué », pris sans tenir compte de sa genèse et qui devient alors une sorte de *deus ex machina* de l'économie mondiale : cause de chaque événement, mais n'expliquant finalement plus rien.

Ils rejoignent alors ceux qui, sans prendre en compte l'analyse du capitalisme, soulignent l'importance primordiale de « quelque chose de mondial », d'une « réalité mondiale », d'un processus de mondialisation, que, souvent, ils se bornent à constater ou dont ils décrivent parfois les manifestations qu'ils considèrent comme majeures. Particulièrement suggestif — comme peut l'être une bonne caricature — le schéma que l'on trouve vers la fin d'un ouvrage, par ailleurs bien documenté, sur la phase contemporaine de la crise ³.

Symboliquement, l'« économie mondiale » y apparaît distincte, séparée et au-dessus des économies nationales.

Et ceci illustre bien le message central actuel des gouvernants et dirigeants d'entreprise : « Attention, nous n'avons plus de choix, plus de marge de manœuvre : nous sommes soumis aux évolutions de l'"économie mondiale" » ; ou encore : « Tout ce qui nous arrive de mal — inflation, chômage, perte de pouvoir

¹ André GUNDER FRANK, *Le développement du sous-développement, l'Amérique latine*, Maspero, Paris, 1970, p. 8.

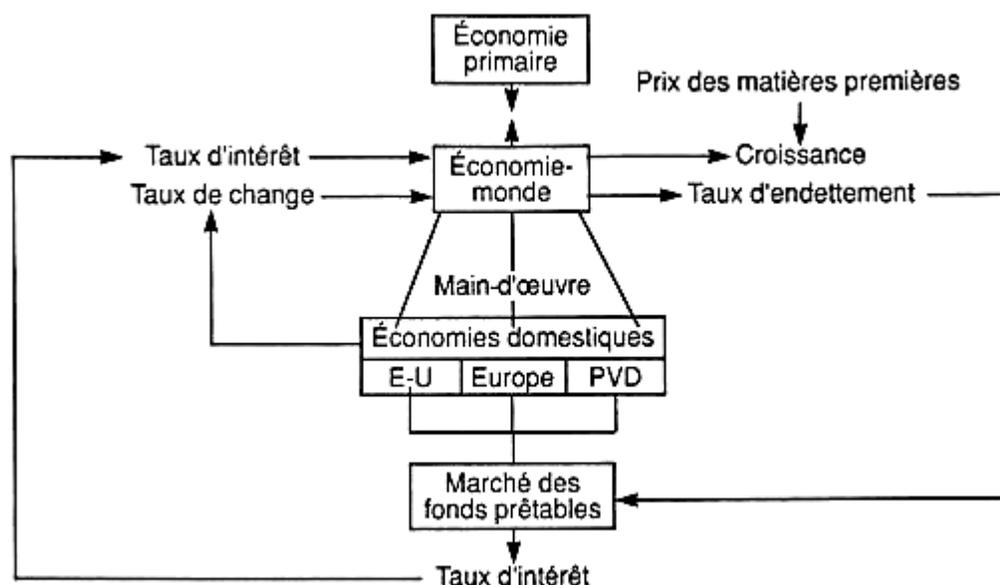
² Immanuel WALLERSTEIN. « Les États dans le vortex institutionnel de l'économie-monde capitaliste », *Revue internationale de sciences sociales*, vol. XXXII (1980), n° 4, p. 799.

³ Vivien LÉVY-GARDOUA, Gérard MAAREK, *La dette, le boom, la crise*, Atlas/Economica, 1985, p. 257.

d'achat, déflation, et bien sûr, pertes de marchés extérieurs et concurrence étrangère — cela vient de l'extérieur, de l'"économie mondiale". »

Une représentation de l'« économie mondiale ».

[Retour à la table des schémas](#)



L'économie mondiale, fatalité des temps modernes, non réellement articulée ni avec les économies nationales prédominantes, ni avec les firmes multinationales.

8. Les activités économiques de l'humanité (prises notamment dans leurs relations avec l'environnement et les ressources terrestres)

Our Common Future, tel est le titre du récent rapport de la Commission des Nations unies sur l'environnement et le développement ¹.

Notre avenir commun : pour l'ensemble de l'humanité, pour l'ensemble du monde vivant et finalement, pour l'ensemble de la planète :

- chaque année, six millions d'hectares de terres arables sont transformés en désert ;

¹ World Commission on Environment and Development, *Our Common Future*, Oxford University Press, Oxford, 1987, p. 2 et s. Voir aussi les travaux du Groupe de Vézelay sur les « risques technologiques majeurs », 1987.

- chaque année, plus de 11 millions d'hectares de forêts sont détruits — soit, en trois décennies, à peu près la superficie de l'Inde ;
- les rejets chimiques des différentes activités modernes entraînent des précipitations acides qui tuent les forêts, les lacs et mettent en péril, aussi bien le vivant que des monuments irremplaçables du patrimoine humain ;
- la combustion de combustibles fossiles entraîne le rejet massif de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, ce qui, avec d'autres composants chimiques, génère un effet de serre qui est à l'origine d'une tendance au réchauffement de l'atmosphère ;
- rejets chimiques et radioactifs, accidentels ou « normaux » mais cumulés, affectent les eaux, les sols, la chaîne du vivant et de l'alimentation, détruisant ce qu'on nommait au XVIII^e siècle les « bontés de la nature » et menaçant aujourd'hui des groupes localisés et, peut-être demain, l'entière humanité...

Le phénomène est massif. Une seule illustration : la consommation d'énergie est passée d'un milliard de tonnes d'équivalent charbon en 1900 à trois en 1950, et douze en 1986 ; les rejets carbonés qui en résultent sont passés de 1,6 milliard de tonnes en 1950 à 5,2 en 1985-1986 ¹.

Les tendances s'aggravent. Ainsi, pour la teneur de l'atmosphère en composants chimiques :

- pour le méthane, 0,7 ppm (parties par millions) jusqu'à 1700, 1,4 en 1960, 1,8 en 1986, 2,5 prévus pour 2020 ;
- pour le protoxyde d'azote, 0,1 ppm au début du siècle, 0,3 dans les années 1970, 0,4 vers 2030 ;
- pour le gaz carbonique (CO₂), 260 ppm en 1800, 300 vers 1950, 350 vers 1985.

En outre, la menace d'atteinte à la couche protectrice d'ozone du fait des rejets de chlorofluorocarbones — seulement potentielle, et niée ou fortement minimisée au début des années 1970 — se concrétise d'une manière indéniable dans les années 1980.

Les accidents industriels et énergétiques, chimiques et nucléaires notamment, augmentent en nombre d'une manière exponentielle et leurs effets s'étendent de

¹ Lester R. BROWN, *State of the World*, Norton, Londres et New York, 1987.

plus en plus dans l'espace et le temps, jusqu'à concerner l'entière planète et les générations à venir. Ainsi l'accident de Tchernobyl.

Comme on peut le lire dans un rapport du Earth Systems Science Committee de l'Administration aéronautique et spatiale américaine : « Nous, les peuples du monde, sommes devant une nouvelle responsabilité quant à notre devenir global. À travers notre activité économique et technique, nous contribuons maintenant à des changements globaux significatifs sur la terre, et cela, en quelques générations. Nous sommes devenus une composante du système terrestre et une des forces qui contribue à sa transformation ¹. »

Quelle richesse, quelle diversité, dans cette rapide évocation des « vues kaléidoscopiques » de l'économie mondiale. Elles reflètent l'extrême complexité de cette réalité que nous évoquons quand nous parlons d'« économie mondiale ». Mais elles traduisent aussi l'extrême éclatement des analyses de cette réalité, dont nous pensons qu'elle a une unité profonde, mais dont aucune de ces vues ne permet de rendre compte dans sa globalité et dans sa mouvante diversité.

Aussi est-il utile de disposer d'une grille d'analyse permettant de saisir, et l'unité, et la complexité ; permettant aussi de resituer chacune des images entr'aperçue grâce au kaléidoscope par rapport à cette totalité que nous voulons étudier et que nous nommons « économie mondiale ». Nous en avons proposé une [Beaud 1987] : l'analyse en termes de « système national/mondial hiérarchisé ».

Un système national/mondial hiérarchisé

[Retour à la table](#)

Notion d'usage courant, la formule « économie mondiale » recouvre une réalité dont l'importance est de plus en plus pesante — pour les États-nations, les groupes sociaux, les familles et les individus -dans le monde contemporain.

Cette réalité n'a pas existé de tout temps ; elle s'est formée et affirmée dans l'histoire. Mais elle ne peut pas non plus être considérée comme une « matrice » qui se serait mise en place à l'aube des Temps modernes et dans laquelle se seraient opérés les développements des différents aspects du monde moderne.

En fait, le renforcement de la dimension mondiale d'aspects de plus en plus nombreux de la vie économique s'enracine dans le foisonnement des relations marchandes des XV^e et XVI^e siècles, se révèle avec les premiers développements du capitalisme, dès la période caractérisée par la constitution et le renforcement des premiers capitalismes nationaux ; elle se structure d'une manière de plus en

¹ Cité in Lester R. BROWN, *op. cit.*, p. 17.

plus dense entre la révolution industrielle et la Seconde Guerre mondiale, et s'impose comme prédominante dans la période contemporaine, avec la troisième grande crise du capitalisme [Beaud 1981, nouvelle éd. 1987]. L'économie mondiale ne peut donc être comprise que par la prise en compte de l'histoire du capitalisme, de sa dynamique de reproduction élargie, qui, très tôt, lui donne sa dimension mondiale.

Comme toujours, la prise de conscience, la connaissance de cette réalité a été décalée : Marx, premier lecteur du capitalisme, a dégagé la notion de marché mondial ¹ ; puis fut élaborée par ses disciples l'analyse de l'impérialisme. Depuis la Seconde Guerre mondiale, la notion d'économie mondiale a été admise dans les différentes disciplines économiques et sociales ; et son emploi s'est répandu relativement récemment.

Paradoxalement, c'est au moment où — avec les analyses keynésiennes, les comptabilités nationales, les théories de la croissance et de l'inflation — la connaissance des « économies nationales » a effectué des avancées décisives, que s'est produite la nouvelle vague de fond du capitalisme mondial : la densification et la nouvelle mutation des relations structurantes mondiales bousculent et transforment profondément les réalités (économiques, sociales et politiques) nationales, ébranlant et déstabilisant par là même les constructions théoriques censées rendre compte des principaux phénomènes concernant les « économies nationales »...

Pour passer de la notion au concept, il faut un effort de rigueur : le premier temps doit consister à articuler *économie* — les réalités économiques dans leur diversité et leurs innombrables implantations — et *capitalisme* — à travers le mouvement duquel se constitue une entité mondiale.

Économie et capitalisme : là se situe le point nodal de notre réflexion ; l'économie constitue une composante de la reproduction de tout groupe humain ; le capitalisme — forme particulière de l'activité économique — est capable d'impulser une logique de reproduction élargie ayant sa propre dynamique.

Le capitalisme est devenu prédominant dans les activités économiques des sociétés humaines contemporaines ; mais il ne s'est pas substitué à l'ensemble des autres types d'activité économique. Il tend à renforcer la dimension mondiale des stratégies, des décisions, des activités et des flux : mais c'est toujours au niveau de ses solidarités, de ses horizons quotidiens (ville ou village, région, ensemble national) que l'individu, la famille saisit les conditions de sa vie et de son devenir.

¹ Des Discours sur le *libre-échange* et du *Manifeste communiste* de 1848 aux *Grundrisse* de 1857-1858, et des *Matériaux pour l'économie* de 1861-1865 aux matériaux pour les livres II et III du *Capital* de 1869-1879. Cf. notamment les Œuvres de Karl MARX, éditées par Maximilien Rubel, *Économie*, 2 vol., « La Pléiade », Gallimard, 1963 et 1968.

Reproduction du capitalisme s'effectuant de plus en plus à l'échelle mondiale (très largement sur la base des capitalismes nationaux constitués) ; reproduction des groupes sociaux enracinés dans le local et le national (puisque le cadre de l'État-nation a constitué depuis quelques siècles un espace de cohérence privilégié) : nous sommes là au cœur de l'« économie mondiale » contemporaine, de sa dynamique et de ses distorsions, de ses contradictions et de sa crise.

Sans réécrire, à ce point, un livre sur le « système national/mondial hiérarchisé », résumons les principales thèses qui fondent notre démarche ¹.

1. L'humanité, la population humaine de la terre n'est pas une collection d'individus isolés. Elle est (a toujours été, sera) structurée en groupes (familiaux notamment), en sociétés constituées (c'est-à-dire ayant une cohérence locale, régionale, nationale...).

Ces groupes, ces sociétés se reproduisent, et, à travers eux, l'humanité (même si certains groupes, certaines sociétés peuvent, à un moment où un autre, cesser de le faire). Cette reproduction est un processus très complexe qui concerne de très nombreux domaines à la fois liés et distincts : idées, valeurs, sexualité, affectivité, démographie, lois, institutions, pouvoir, utilisation et transformation des ressources pour répondre aux besoins individuels et sociaux (alimentation, logement, santé, culture, etc.), protection, défense...

Nous appellerons formations sociales les groupes et sociétés structurées de manière à assurer d'une façon relativement autonome leur propre reproduction.

Famille large, clan, ethnie, communauté villageoise, ensemble domanial, ensembles complexes structurés autour de pouvoirs religieux et militaires, de systèmes d'irrigation, de villes marchandes, communautés nationales avec la réalité contemporaine de l'État-nation ont constitué et constituent des formations sociales : c'est-à-dire ont assuré ou assurent d'une manière relativement autonome leur propre reproduction.

¹ Celle-ci doit beaucoup à la fois aux analyses historiques du capitalisme, notamment de Fernand BRAUDEL (*Écrits sur l'histoire*, Flammarion, Paris, 1969 ; et surtout *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, 3 vol., A. Colin, Paris, 1979) ; aux réflexions contemporaines sur la prise en compte de la complexité et de la reproduction pour l'étude de l'économique et du social, notamment Edgar MORIN, *La méthode*, Seuil, Paris, trois volumes parus : t. I, *La nature de la nature*, 1977, nouvelle éd. 1981 ; t. II, *La vie de la vie*, 1980, nouvelle éd. 1985 ; t. III, *La connaissance de la connaissance*, livre I, *Anthropologie de la connaissance*, 1986, ainsi que *Science avec conscience*, Fayard, Paris, 1982 ; mais aussi Yves BAREL, *La reproduction sociale (Systèmes vivants, invariance et changement)*, Anthropos, Paris 1973, et *Le paradoxe et le système (Essai sur le fantastique social)*, PUG, Grenoble, 1979 ; et bien sûr à la pensée fondatrice de Marx, pionnier méconnu (malgré son écrasante notoriété) de la « lecture du capitalisme » dans la réalité économique et sociale du XIX^e siècle.

2. Dans cette reproduction, ce qui nous paraît aujourd'hui appartenir au champ de l'économie a toujours eu sa place ; mais cette place n'a pas toujours été distincte. C'est avec la généralisation des activités marchandes, avec surtout la formation et le renforcement du capitalisme, qu'a été distinguée, dans le processus global de la reproduction, la composante économique.

Car l'économique ne joue pas son rôle dans la reproduction des formations sociales selon une seule logique, mais à travers diverses logiques sociales structurantes (domestique, tributaire, marchande simple, capitaliste, étatiste) qui permettent de définir autant de « systèmes économiques et sociaux » — outils conceptuels permettant l'analyse des formations sociales (réalités historiques).

Parmi ces systèmes économiques et sociaux, l'un d'eux, le capitaliste, est porteur d'une logique d'autoreproduction et de reproduction élargie spécifique : il « pèse » sur le fonctionnement de tous les autres, d'autant plus qu'il est le seul, du fait de sa dynamique spécifique, à se déployer à l'échelle du monde.

3. Entre le « local » et le « mondial », les États-nations ont été, au cours des derniers siècles, des lieux de plus en plus importants d'organisation de la reproduction sociale : d'où l'importance de l'étude des formations sociales nationales, des « économies nationales », des États nationaux... D'ailleurs, au cours des quatre derniers siècles, la logique capitaliste a trouvé dans le cadre de certains États-nations un espace favorable d'implantation et d'affirmation ; elle est devenue prédominante dans plusieurs économies nationales, que l'on peut donc nommer « économies nationales capitalistes » ; mais aussi, le cadre national a constitué un espace privilégié, soit pour se protéger contre les pressions du capitalisme mondial, soit pour le contrebattre ou tenter de construire un système économique alternatif. D'où l'indéniable importance du *national*.

4. La logique *capitaliste*, porteuse d'une nécessité de reproduction élargie, ne peut rester enfermée dans les frontières d'un État-nation : à travers les relations internationales et les dynamiques multinationales, elle a contribué à la création d'espaces nationaux/mondiaux et à une mondialisation de l'économie (et, avec elle, de tous les facteurs qu'elle implique : idéologiques, culturels, institutionnels...) ; et chaque activité économique — quels que soient le système économique qui la caractérise et son niveau d'insertion (local, régional, national) dans la reproduction d'une formation sociale — est de plus en plus influencée par ce capitalisme, dont les activités se déploient à l'échelle mondiale.

5. Ce point crucial doit être souligné : chaque formation sociale a sa logique de reproduction (ce qui ne signifie pas que cette logique soit simple ou unidimensionnelle : l'économie en est une composante et le capitalisme peut y jouer un rôle majeur) ; et le capitalisme, de son côté, a une logique de reproduction, qui lui est propre, et qui ignore largement et dépasse les logiques de reproduction de chaque formation sociale. Cela constitue un facteur essentiel du

système national/mondial hiérarchisé, de ses inégalités, de ses distorsions et de ses crises.

6. Ainsi, ce qu'on appelle *économie mondiale* est l'ensemble des activités économiques de la planète, en large partie coordonné et structuré aux niveaux local et national et plus ou moins unifié et structuré par la dynamique du capitalisme aux échelles nationale et mondiale ; l'économie mondiale n'est donc pas une « totalité », en ce sens qu'elle n'a pas une cohérence d'autoreproduction propre ; elle se situe à la confluence de deux logiques de reproduction : celle de l'humanité en ses multiples groupes humains et celle du capitalisme (elle-même, une et multiple).

7. Dans ce mouvement, l'ensemble des activités économiques interfèrent d'une manière de plus en plus déséquilibrante avec la reproduction globale du vivant terrestre ; les activités économiques modernes menacent globalement les *équilibres vitaux* de la planète.

8. Ainsi, le vivant terrestre, une formation sociale et le capitalisme ont chacun « sa » logique de reproduction — chacune interférant avec les autres ; inversement les « économies nationales », l'« économie mondiale » sont à la confluence de plusieurs logiques de reproduction : il faut les étudier en les situant par rapport à ces logiques ; la grille d'analyse du système national/mondial hiérarchisé — *SNMH* — peut aider à le faire d'une manière rigoureuse.

9. Ce système est *national et mondial* ; en effet, si la logique capitaliste est au cœur du processus de constitution/renforcement/transformation d'un système économique mondial, elle n'a pas, dans l'histoire, joué directement au niveau mondial : elle a d'abord joué aux niveaux local, régional et national ; ce niveau national a même constitué, depuis le XIV^e siècle, avec l'État-nation, un niveau privilégié de reproduction sociale.

10. Développement capitaliste et renforcement de l'État-nation ont concouru à la formation d'économies nationales capitalistes ; celles-ci, du fait de la logique de reproduction élargie du capitalisme, ont très tôt, et de plus en plus, « débordé » de leurs territoires nationaux ; et c'est à la fois à travers les « relations économiques, monétaires et financières internationales » et la constitution d'espaces multinationaux de firmes et de banques que chaque économie capitaliste dominante constitue « son » espace économique mondial, espace économique que nous qualifierons de national/mondial.

11. L'espace national/mondial de la puissance hégémonique (quand une seule prédomine, ce qui est exceptionnel), ou l'articulation (sur la base d'alliances et de conflits) entre les espaces nationaux/mondiaux des puissances dominantes constituent en chaque période la structure d'un système national/international/multinational/mondial, porteur d'unité et de diversité, de

cohérence et de discordances. Ce système est *hiérarchisé* : en effet, en son sein, les conditions de reproduction des différentes formations sociales nationales sont disparates et inégales :

- les *économies nationales dominantes* se déploient hors du territoire national d'origine et impulsent une dynamique structurante dans l'espace mondial où elles prédominent ;
- les *économies nationales dominées* subissent ces dynamiques et ne concourent que partiellement à la reproduction de « leurs » formations sociales ;
- les *économies nationales intermédiaires* participent des deux catégories et correspondent à une gamme très variée de situations.

12. La dynamique du SNMH n'est pas monolithique ; elle est multiple, *diversifiée* et souvent éclatée et contradictoire.

En effet, le fait que la logique capitaliste prédomine à la fois dans de nombreuses formations sociales et à l'échelle mondiale ne signifie pas, loin de là, que les autres logiques économiques aient disparu ; inversement, le fait que d'autres logiques économiques et sociales fonctionnent de par le monde ne signifie pas qu'elles fonctionnent d'une manière autonome : elles sont sous l'influence du capitalisme.

D'autre part, l'existence d'un système économique mondial n'implique pas, tant s'en faut, que toute situation locale ou nationale est strictement déterminée par lui. Ainsi, les États-nations — dont le nombre s'est fortement accru avec le récent processus de décolonisation — peuvent aussi bien constituer des lieux privilégiés de recherche d'indépendance ou d'autonomie nationale, que contribuer à l'intégration dans le système mondial.

13. Ainsi, l'économie mondiale est locale/régionale/nationale/internationale/multinationale ; elle est capitaliste, mais aussi étatiste/marchande/tributaire/communautaire et domestique.

C'est dire que les nœuds de contradictions sont multiples et que, même dans les situations de plus extrême dépendance, des marges de manœuvre existent. C'est dire aussi que chaque fait, chaque situation (aux niveaux local, régional, national, international, multinational), doit, pour être compris, être analysé dans son contexte mondial. C'est dire enfin que, face à cette dynamique multiforme, que l'on veuille en atténuer l'emprise, s'en affranchir ou en combattre le cours, il n'y a pas de démarche simple : il convient de concevoir des stratégies diversifiées et de les mettre en œuvre en combinant les différents niveaux d'action.

Ainsi, l'analyse de l'« économie mondiale » passe par :

- la prise en compte de la dimension économique de la reproduction des formations sociales : dimension dominée par la dynamique capitaliste ;
— la prise en compte du rôle dominant qu'a pris la logique capitaliste dans les derniers siècles, avec l'implication forte de reproduction élargie qu'elle porte en elle-même ;
- enfin, puisque c'est sur la base des États-nations modernes que s'est affirmé le capitalisme, la prise en compte des économies nationales capitalistes prédominantes.

C'est donc très largement l'étude des économies capitalistes nationales dominantes et de leurs dynamiques qui permet de comprendre la formation et le fonctionnement d'un système capitaliste mondial, système que nous avons qualifié de « national/mondial » et de « hiérarchisé » et qui, selon nous, structure ce que l'on nomme « économie mondiale ».

Dans ce livre, on cherchera à dégager les structures de l'économie mondiale dans les années 1980 ; un autre livre serait, sur les bases ainsi dégagées, à consacrer aux transformations de l'économie mondiale dans la grande mutation du dernier tiers de ce siècle.

La première partie analysera les polarisations structurantes de l'économie mondiale telles qu'elles se sont constituées à travers les échanges commerciaux (chap. 1), les firmes multinationales (chap. 2), les spécialisations nationales (chap. 3) et les relations monétaires et financières (chap. 4).

La seconde partie resituera dans l'économie mondiale ces composantes à la fois essentielles et irréductibles que sont les économies nationales : capitalistes dominantes (chap. 5), étatistes (chap. 6), intermédiaires et dominées (chap. 7), pour dégager les caractères principaux des relations qui s'établissent entre elles et de l'ensemble hiérarchisé, contradictoire, conflictuel qu'elles constituent : l'économie mondiale (chap. 8).

Lectures suggérées pour prolonger ou compléter cette introduction.

BEAUD Michel, *Histoire du capitalisme (de 1500 à nos jours)* Seuil, Paris, 1981, nouvelle éd. 1987.

BEAUD Michel, *Le système national/mondial hiérarchisé (une nouvelle lecture du capitalisme mondial)*, La Découverte, Paris, 1987.

L'état du monde, La Découverte, Paris, annuel depuis 1981 ; dernière livraison : 1988-1989.

I

UNE ÉCONOMIE INTERNATIONALE/ MULTINATIONALE/MONDIALE

[Retour à la table](#)

L'analyse de l'économie mondiale en termes de SNMH — système national/mondial hiérarchisé — met en lumière le rôle clé des capitalismes nationaux dominants et des polarisations structurantes qui se sont constituées — et se reconstituent sans cesse — à partir d'eux.

Nous avons donc à analyser ces polarisations.

Mais, d'une part, elles sont multiformes : elles se mettent en place (et donc peuvent être observées) à travers différents types de flux (flux commerciaux, échanges de services, flux de savoirs et de connaissances, paiements courants, flux de capitaux, investissement et crédit international, mouvements de populations, tourisme international, circulation des idées, des images, des représentations...).

D'autre part, les informations statistiques disponibles ne sont pas entièrement adaptées à notre recherche : elles concernent les économies nationales territorialisées, considérées comme homogènes, ce qui est inadéquat tant pour la connaissance des capitalismes nationaux dominants que pour celle des économies intermédiaires ou dominées ; plus précisément, les statistiques d'échange international concernent strictement les territoires douaniers et ne permettent pas de distinguer, au sein du commerce total, les flux tout à fait particuliers qui s'opèrent au sein de groupes multinationaux.

C'est donc par des approches successives que l'on peut faire ressortir les principales polarisations structurantes de l'économie mondiale dans les années 1980 : d'abord, en analysant deux composantes majeures, l'internationale (avec notamment les flux commerciaux) et la multinationale (avec les implantations des firmes multinationales) ; ensuite en examinant l'imbrication des spécialisations ; et,

enfin, en étudiant ce « système nerveux » de l'économie mondiale que constitue ce que l'on continue à nommer, par habitude, le « système monétaire international ».

Toutes ces approches font ressortir avec force le même phénomène l'extrême polarisation de l'économie mondiale par rapport aux trois principaux pôles capitalistes, États-Unis, Japon, Europe.

I

UNE ÉCONOMIE INTERNATIONALE/ MULTINATIONALE/MONDIALE

1

Les polarisations du commerce mondial

[Retour à la table](#)

Au cours des dernières décennies, le réseau des échanges commerciaux internationaux s'est considérablement densifié : de 1950 à 1985, la production mondiale a été multipliée par 7 ; les exportations mondiales, elles, étaient multipliées par 15 ¹.

L'importance relative du « commerce extérieur » par rapport aux économies nationales/territoriales a donc, dans l'ensemble, progressé ; les « contraintes extérieures » se sont alourdies, notamment pour les économies les plus faibles — dominées ou intermédiaires ; et finalement, la toile d'araignée des relations commerciales, qui lie les uns aux autres non seulement les économies nationales, mais aussi les entreprises, les producteurs indépendants, les travailleurs, les consommateurs de tous les pays et de toutes les parties du monde, a démultiplié et renforcé ses fils.

Dans cette toile d'araignée, des polarisations se dégagent avec netteté. Elles constituent un élément clé de l'analyse de l'économie mondiale ; mais, comme on va le voir à partir de trois représentations qui en ont été récemment faites, leur prise en compte, leur analyse, leur schématisation même ne sont pas sans poser de problèmes.

¹ [GATT, 1986], cité in [Banque mondiale, 1987], p. 48.

Figures

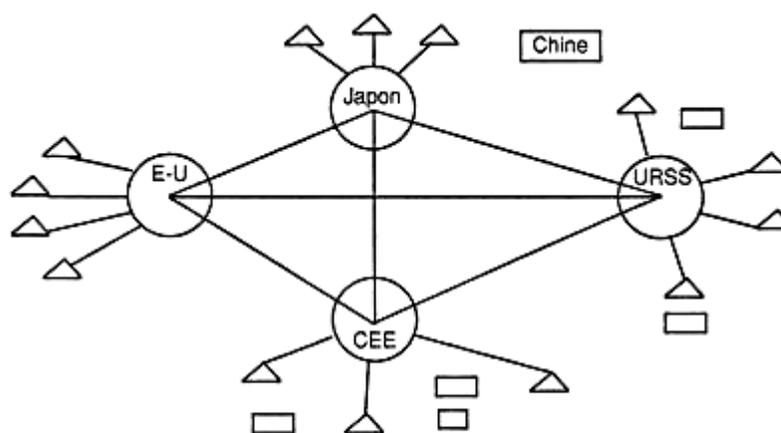
[Retour à la table](#)

Ces trois représentations nous sont proposées par les auteurs d'un rapport sur l'avenir de la Suède, par l'IFRI — Institut français des relations internationales, et par le CEPII — Centre d'études prospectives et d'informations internationales.

Les auteurs du rapport sur l'avenir de la Suède proposent le schéma apparemment le plus simple : celui qui fait apparaître le réseau des relations entre les différentes économies nationales.

UN SCHÉMA DES RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES

[Retour à la table des schémas](#)



Sont distingués : les « membres de la communauté des nations développées » : ○
 les États intégrés à cette communauté : △
 les États indépendants de cette communauté : □

Sources : [Sweden..., 1980], p.60.

C'est assurément le schéma le mieux capable de rendre compte de l'analyse en termes de SNMH ; mais, si l'on cherche à faire apparaître tous les pays concernés par les principales relations entre eux, un tel schéma devient rapidement illisible. Entre cent quarante pays, ce sont des milliers de relations qu'il faudrait faire figurer ; et beaucoup plus si l'on veut rendre compte de la diversité des flux : schéma idéal..., mais impossible. Outil impraticable pour l'analyse, mais qui pourra certainement nous permettre de résumer des relations essentielles : nous le retrouverons donc.

Face à cette difficulté, la solution consiste souvent à ne retenir que les « *grandes régions* » du monde ; c'est, par exemple, ce qu'a fait l'IFRI dans son rapport de 1982.

Le découpage adopté a certes l'avantage de bien faire ressortir les trois grands pôles capitalistes (États-Unis, Japon, Communauté européenne) ; il fait aussi apparaître l'importance de l'OPEP dans le commerce mondial ; mais — nécessité d'élaguer oblige — le fait de mettre dans « le même sac », non seulement tous les pays en développement non pétroliers, mais aussi l'URSS et l'Europe de l'Est, occulte évidemment beaucoup d'aspects intéressants...

Le CEPII utilise, lui, un schéma avec neuf zones, qui permet d'éviter ce regrettable regroupement.

Mais le schéma du CEPII présente un autre inconvénient : le fait de mettre ensemble le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud, alors qu'il existe, entre ces pays, de profondes différences : en particulier, le Canada a, avec les États-Unis, des relations exceptionnellement étroites, sans commune mesure avec celles que peuvent avoir les trois autres pays.

En outre, ce schéma est excessivement concis : non seulement il se limite au commerce entre zones (ne tenant pas compte des échanges internes à chacune) ; mais encore, il saisit globalement les flux d'importation et d'exportation, et ne laisse pas apparaître les déséquilibres entre les zones.

Chaque schématisation, on le voit, éclaire certains aspects, mais peut présenter des inconvénients ; en effet, chacune implique que l'on taille dans la réalité, que l'on élague, que l'on fasse des choix. Comme il est normal dans toute recherche, la simplification, indispensable pour l'analyse, ne peut être que l'aboutissement d'une phase de débroussaillage et d'analyse antérieure, et n'a de sens que par rapport à un objectif de recherche.

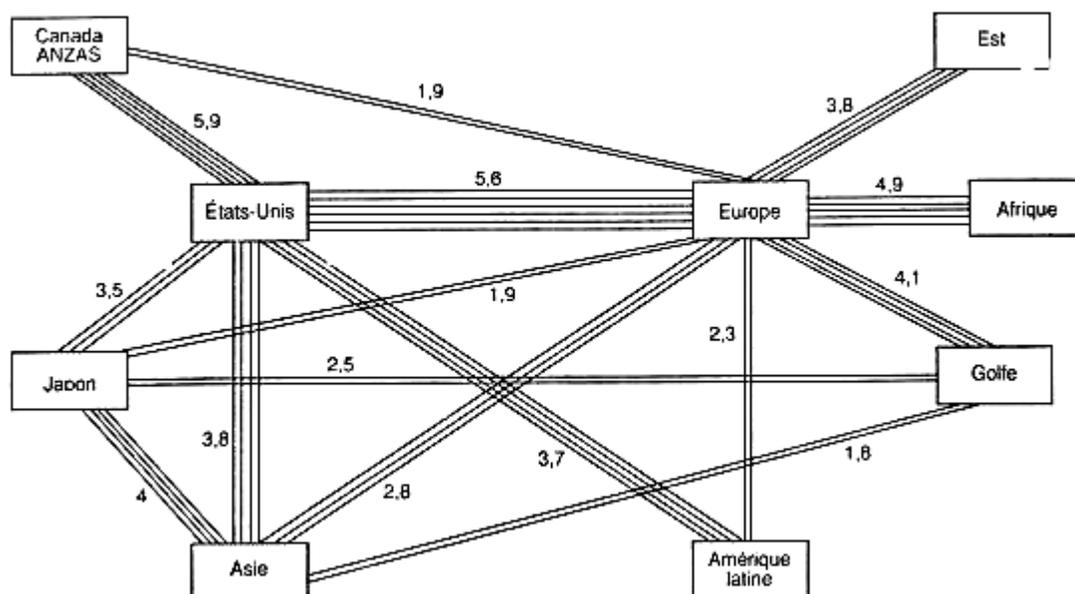
Au stade où nous en sommes, la matrice à double entrée constitue, pour le commerce mondial comme pour tous les flux internationaux, l'expression la plus complète ; mais, établie pour quelque cent ou cent cinquante pays, elle serait d'une lecture et d'un maniement difficiles : environ 10 000 relations entre pays ; et si l'on prend en compte dix types de flux, 100 000 relations ; et avec cent catégories de produits, un million de relations... Matrice impossible, sinon à établir, du moins à publier.

Mais on peut travailler sur la matrice des relations entre quelques zones plurinationales. Parmi toutes celles actuellement disponibles, celle publiée par la CNUCED nous paraît, compte tenu de nos travaux antérieurs, établie sur la base des regroupements les plus adéquats par rapport à notre analyse ; elle constitue une

précieuse source d'informations essentielles, même si elle reste d'une lecture quelque peu aride...

ÉCHANGES MONDIAUX ENTRE GRANDES ZONES
(Importations + exportations en % du commerce mondial) en 1983

[Retour à la table des schémas](#)



Source : CEPII-CHELEM.

MATRICE DU COMMERCE MONDIAL — TOTAL — EN 1984-1985
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

De \ Vers	CEE	AELE	Japon	États-Unis	Autres *	URSS & *	Chine & *	OPEP	PVD	Total export
CEE	311,9	63,9	7,3	58,6	34,5	17,8	4,0	38,2	59,7	595,8
AELE	58,2	15,4	2,0	9,7	5,3	6,8	0,7	4,7	9,2	112,0
Japon	19,8	3,9		63,4	13,0	3,2	10,2	14,5	45,0	173,0
États-Unis	44,2	6,0	22,1		56,7	3,7	3,4	12,4	55,3	203,8
Autres*	27,7	3,2	12,7	76,0	5,0	5,5	2,3	5,8	16,9	155,1
URSS*	28,0	9,9	1,5	1,8	4,7	91,7	5,4	3,5	26,7	173,2
Chine*	2,4	0,2	5,5	2,4	0,6	2,9		1,1	12,8	27,9
OPEP	43,6	3,4	33,7	18,6	9,2	3,9	0,2	4,1	45,3	162,0
PVD	50,9	5,9	28,4	89,1	15,4	14,6	9,3	18,0	62,1	293,7
Total imp.	586,7	111,7	113,2	319,6	144,4	150,1	35,5	102,3	333,0	1896,5

Autres * = Autres pays capitalistes. URSS & * = URSS et Europe de l'Est. Chine & * = Chine as Asie socialiste.

Source : [CNUCED supplément 1986,1987], p. 60-61.

Elle permet de saisir aussi bien les flux globaux de chaque zone, que les flux internes à la zone (commerce « intra ») et que les relations de chaque zone avec chacune des autres.

Des pôles plurinationaux ?

[Retour à la table](#)

Entre pôles nationaux et pôles plurinationaux, le choix, à première vue, est de simple opportunité : l'analyse par pays est lourde, mais permet (merci M. de la Palisse) de saisir les réalités nationales, tandis que l'analyse par régions plurinationales a les caractéristiques inverses. Il suffirait donc, selon les besoins, d'utiliser l'une ou l'autre.

À partir de la matrice du commerce mondial présentée plus haut, on peut dégager quelques ordres de grandeur essentiels.

COMMERCE MONDIAL TOTAL EN 1984-1985

(Part de chaque pays ou zone en %)

[Retour à la table des tableaux](#)

	Part dans les exportations	Part dans les importations
Communauté européenne	31,4	30,9
AELE	5,9	5,9
États-Unis	10,7	16,9
Japon	9,1	6,0
Autres pays capitalistes	8,2	7,6
URSS et Europe de l'Est	9,1	7,9
Chine et pays étatistes d'Asie	1,5	1,9
OPEP	8,5	5,4
Pays en développement	15,5	17,6

Source : d'après [CNUCED supplément 1986, 1987], p. 60-61.

Ces chiffres font ressortir la part prééminente des grandes régions capitalistes dans le commerce mondial ; Europe occidentale, Japon, États-Unis et Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Afrique du Sud réalisent, en 1984-1985, environ les deux tiers du commerce mondial :

- 65,3 % des exportations ;
- 67,3 % des importations.

Dans ce cadre, la Communauté européenne apparaît, et de loin, la première puissance commerçante du monde.

De tels chiffres, utilisés quotidiennement dans la presse économique comme dans de nombreuses études scientifiques, semblent s'imposer, et ne font l'objet, le plus souvent, d'aucune discussion. Et pourtant ! Outre le fait que, par construction, ils gommant le fait national, ils peuvent être source de différents biais de lecture ou d'interprétation : d'abord, du fait de l'inévitable hétérogénéité des types de regroupements régionaux retenus : selon qu'un pays est isolé (ici le Japon), ou noyé dans un ensemble (ici l'Allemagne de l'Ouest dans la Communauté européenne), sa place sera mise en valeur ou gommée ; ensuite, en fonction de la nature même de ces zones : certaines sont composées d'un grand nombre de petits ou moyens pays, d'autres non ; certaines ont d'intenses échanges commerciaux entre les pays qui les composent (« commerce intra »), d'autres ont surtout des échanges avec le « reste du monde ».

Notons au passage, mais cela tient à la définition même de l'État-nation, que les chiffres du commerce international recouvrent les échanges officiellement recensés entre États-nations souverains, ou tout au moins reconnus comme tels par la communauté... des nations ; ainsi, le commerce entre la Belgique et les Pays-Bas est considéré comme commerce international, alors que ne l'est pas celui entre deux Républiques de l'Union soviétique ou entre deux États des États-Unis...

Finalement, la présentation du commerce total par zones plurinationales « gonfle » le montant des échanges des zones composées de nombreux petits et moyens pays, et d'autant plus que ces pays ont, entre eux, des échanges intenses : il y a là une sorte d'illusion d'optique, qui grossit, dans de semblables présentations, le commerce européen — qu'il s'agisse de la Communauté européenne ou de l'Europe occidentale.

Cela pose le problème de la prise en compte ou non du « commerce intra », commerce réalisé entre les pays composant la zone.

« Commerce intra » compris ?

[Retour à la table](#)

Répetons-le : si on utilise les chiffres « bruts » totaux, le commerce d'une zone composée de petits et moyens États-nations ayant d'intenses relations commerciales entre eux (l'Europe par exemple) est « gonflé » par le « commerce intra », évidemment par rapport au commerce de grands pays (États-Unis, URSS, Chine, Inde, Brésil...) dont on ne comptabilise pas le commerce interne, mais aussi par rapport à des zones commercialement moins intégrées. Inversement, si se constituent les États-Unis d'Europe, leur « commerce intra » devra bien un jour être considéré comme un simple commerce interne : ce jour-là, la nouvelle série du commerce européen sera brusquement « dégonflée » — parce que allégée du « commerce intra ».

Mais si, pour éliminer cet inconvénient, on utilise systématiquement les statistiques établies « hors intra », on gomme toute une partie de la réalité : car si, pour la Communauté européenne, le commerce entre la France et l'Allemagne n'est plus vraiment du commerce international, pour chacun de ces deux pays, il s'agit bien encore de commerce extérieur...

Cela oblige — déjà de ce point de vue — à prendre conscience du caractère particulier du pôle européen. Par rapport aux autres pôles (États-Unis, Japon, URSS), il est le seul à être composé de plusieurs États-nations : ce qui doit conduire, sur des matières telles que celles dont nous traitons, à prendre en compte, à côté des statistiques portant sur la totalité des échanges, les statistiques sans les « flux intra ».

Ainsi peut-on établir, à partir de la matrice du commerce mondial total par grandes zones (*supra*, p. 39), une matrice excluant ce « commerce intra ».

MATRICE DU COMMERCE MONDIAL — HORS INTRA — EN 1984-1985
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

De \ Vers	CEE	AELE	Japon	États-Unis	Autres*	URSS &*	Chine &*	OPEP	PVD	Total export
CEE		63,8	7,3	58,6	34,5	17,8	4,0	38,2	59,7	283,9
AELE	58,2		2,0	9,7	5,3	6,8	0,7	4,7	9,2	96,6
Japon	19,8	3,9		63,4	13,0	3,2	10,2	14,5	45,0	173,0
États-Unis	44,2	6,0	22,1		56,7	3,7	3,4	12,4	55,3	203,8
Autres*	27,7	3,2	12,7	76,0		5,5	2,3	5,8	16,9	150,1
URSS &*	28,0	9,9	1,5	1,8	4,7		5,4	3,5	26,7	81,5
Chine &*	2,4	0,2	5,5	2,4	0,6	2,9		1,1	12,8	27,9
OPEP	43,6	3,4	33,7	18,6	9,2	3,9	0,2		45,3	157,9
PVD	50,9	5,9	28,4	89,1	15,4	14,6	9,3	18,0		231,6
Total imp.	274,8	96,3	113,2	319,6	139,4	58,4	35,5	98,2	270,9	1406,3

Source : [CNUCED supplément 1986, 1987], p. 60-61.

De cette matrice, peuvent se déduire les poids relatifs des différentes zones plurinationales, compte non tenu du commerce international qui est réalisé au sein de chacune.

COMMERCE MONDIAL « HORS INTRA » EN 1984-1985
(Part de chaque pays ou zone en %)

[Retour à la table des tableaux](#)

	Part dans les exportations « hors intra »	Part dans les importations « hors intra »
Communauté européenne	20,2	19,5
AELE	6,9	6,8
États-Unis	14,5	22,7
Japon	12,3	8,0
Autres pays capitalistes	10,7	9,9
URSS et Europe de l'Est	5,8	4,2
Chine et pays étatistes d'Asie	2,0	2,5
OPEP	11,2	7,0
Pays en développement	16,5	19,3

Source : d'après [CNUCED supplément 1986, 1987], p. 60-61.

Ainsi, une fois soustrait le « commerce intra » de chaque zone considérée, on obtient une répartition sensiblement différente — par rapport aux chiffres globaux — du commerce mondial :

RÉPARTITION DU COMMERCE MONDIAL EN 1984-1985
(Importations et exportations)

	Commerce intra compris	Commerce intra exclu
Communauté européenne	31,1 %	19,8 %
AELE	5,9 %	6,9 %
Japon	7,6 %	10,1 %
États-Unis	13,8 %	18,6 %
Autres pays capitalistes	7,9 %	10,3 %
URSS et Europe de l'Est	8,5 %	5,0 %
Chine et pays étatistes d'Asie	1,7 %	2,3 %
OPEP	7,0 %	9,1 %
Pays en développement	16,5 %	17,9 %

Source : d'après [CNUCED supplément 1986, 1987], p. 60-61.

La part des zones fortement intégrées (à fort « commerce intra ») — Communauté européenne, URSS et Europe de l'Est — apparaît nettement réduite dans la seconde colonne ; et le poids des pôles dans le commerce mondial y est exprimé d'une manière plus équilibrée, et, en un sens, plus significative : Communauté européenne et États-Unis apparaissent comme des puissances

commerciales d'importance comparable, les deux autres pôles du commerce mondial étant le Japon et, compte tenu de leur position spécifique dans le système mondial, l'URSS et l'Europe de l'Est.

Polarisations nationales ?

[Retour à la table](#)

Compte tenu de l'importance du « national » dans le monde contemporain — rôle de l'État, cohésion des systèmes productifs nationaux, stratégies des firmes et des banques à partir de leurs bases nationales, actions coordonnées au sein des couches dirigeantes nationales, compromis et alliances de classes dans le cadre national —, il est impossible de s'en tenir, pour l'analyse, aux pôles plurinationaux. Il faut aussi prendre la mesure du poids de chaque pays dans le commerce mondial.

Or, le commerce international est caractérisé par une extrême concentration : en 1985, dix pays ont réalisé les trois cinquièmes des échanges mondiaux.

LES DIX PRINCIPAUX PAYS DU COMMERCE MONDIAL EN 1985

[Retour à la table des tableaux](#)

	Part dans les importations mondiales	Part dans les exportations mondiales
Allemagne fédérale	7,9 %	9,6 %
Royaume-Uni	5,5 %	5,3 %
France	5,4 %	5,1 %
Italie	4,5 %	4,1 %
Pays-Bas	3,3 %	3,6 %
Belgique-Luxembourg	2,8 %	2,8 %
Sous-total *	29,4 %	30,5 %
États-Unis	17,3 %	10,7 %
Canada	3,8 %	4,4 %
Sous-total *	21,1 %	5,1 %
Japon	6,4 %	9,1 %
URSS	4,1 %	4,5 %
Total dix pays	61,0 %	59,2 %

* Y compris le « commerce intra » (intérieur à la zone).

Source : d'après [GATT 1986], p. 28.

En 1986, trois pays se détachent nettement : les États-Unis, l'Allemagne fédérale et le Japon [FMI 1987].

COMMERCE INTERNATIONAL EN 1986
(milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

	Exportations (X)	Importations (M)	(X + M)/2	(X-M)
États-Unis	217,3	387,1	302,2	- 169,8
Allemagne féd.	243,3	191,1	217,2	52,2
Japon	210,8	127,7	169,2	83,1
Total 3 pays	671,4	705,9	688,6	
TOTAL MONDE	2 088 *	2 177 *	2 132 *	
% 3 pays/monde	32,2 %	32,4 %	32,3	

Source : [FMI 1987], p. 2 et s. avec, pour les chiffres marqués *, une correction tenant compte pour l'URSS et les pays d'Europe de l'Est, des chiffres de [Banque mondiale, 1987].

À eux seuls, ces trois pays réalisent près du tiers du commerce mondial : l'Allemagne fédérale est devenue en 1986 le premier exportateur mondial — place qu'occupaient jusqu'ici les États-Unis ; mais la croissance des exportations japonaises apparaît comme irrésistible ; les États-Unis sont, et de loin, le premier importateur du monde — réalisant à eux seuls 17,7 % des importations mondiales — et le pays ayant le plus impressionnant déficit commercial.

Toujours en 1986 :

— sept pays font un commerce dont le montant (importations, ou exportations, ou $(X + M)/2$) se situe entre 65 et 130 milliards de dollars : France, Grande-Bretagne, Italie, Canada, URSS, Pays-Bas et UEBL (Union économique belgo-luxembourgeoise) ; ces sept pays réalisent 31 % du commerce mondial ;

— une trentaine de pays font un commerce dont le montant se situe entre 10 et 50 milliards de dollars :

- onze en Europe occidentale (Suisse, Espagne, Suède, Autriche, Danemark, Norvège, Finlande, Irlande, Yougoslavie, Turquie et Grèce) ;
- cinq en Europe de l'Est (Allemagne de l'Est, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Pologne et Roumanie) ;
- sept en Asie (Chine, Hong Kong, Corée du Sud, Singapour, Inde, Indonésie et Malaisie) ;
- trois au Moyen-Orient (Arabie saoudite, Émirats arabes unis et Israël) ;
- deux en Afrique (Afrique du Sud et Égypte) ;
- deux en Amérique latine (Brésil et Mexique) ;
- l'Australie.

Ces trente et un pays font 27,7 % du commerce mondial.

C'est dire que les quelque cent trente-cinq pays ou territoires qui restent font moins de 10 % du commerce mondial...

C'est dire aussi qu'il existe une très grande différence de poids entre les pays dans le commerce mondial ; on peut la résumer par quatre chiffres. En 1986, le poids dans le commerce mondial était :

- pour les États-Unis, l'Allemagne fédérale et le Japon : 32,3 % pour 7 autres pays industrialisés : 31 %
- pour 31 autres pays : 27,7 %
- et pour les quelque 135 pays restants : 9 %.

Il faut souligner cette extrême inégalité entre les États-nations ; en effet :

- ce phénomène est souvent masqué par la surabondance des statistiques offertes sur ce domaine et par le formalisme égalitaire des tableaux (une ligne, ou une page par pays) ;
- même si l'inégalité ne surprend plus personne, son extrême ampleur mérite d'être sans cesse rappelée, surtout dans une période où on accuse de tous les maux les nouveaux venus dans le commerce international ;
- enfin cette inégalité de poids est une des composantes de l'effet de domination qu'avait mis en avant François Perroux, et qui joue d'une manière déterminante dans le SNMH : sans le poids, pas de polarisation majeure.

Quatre pôles

[Retour à la table](#)

En matière de flux internationaux, un poids important implique une polarisation marquée ; nous allons donc retrouver en « pôles » du commerce international, les pays ou les zones plurinationales qui pèsent le plus dans le commerce mondial.

Mais, immédiatement, il faut choisir.

Il y a un premier choix : allons-nous nous en tenir aux grands pôles capitalistes (Amérique du Nord, Europe occidentale, Japon) ? Ou allons-nous aussi prendre en considération l'ensemble « non capitaliste » organisé autour de l'URSS ? Parce que ce dernier ensemble constitue un sous-système, ayant ses propres spécificités (que nous examinerons plus loin dans cet ouvrage), il nous paraît utile de le prendre en compte dès maintenant.

Il y a un second choix : qu'allons-nous privilégier : les économies nationales prédominantes ou les zones plurinationales ?

Quatre pôles nationaux, on l'a vu, se dégagent nettement : États-Unis, Allemagne de l'Ouest, Japon et URSS ; on les retrouve nécessairement dans toute analyse de l'économie mondiale.

Mais, si l'on veut travailler à partir des pôles plurinationaux, lesquels retenir ? D'une part, le Canada fait environ les trois quarts de son commerce extérieur avec les États-Unis ; d'autre part, si l'on prend l'ensemble des zones plurinationales plus ou moins organisées autour d'un accord commercial ou douanier, deux sont fortement intégrées par leurs flux commerciaux : la Communauté européenne et le CAEM (Comecon) ; la part du « commerce intra » (commerce entre pays membres de la zone) dans le commerce total de la zone y est, en 1985, respectivement de 51,8 % et 53,7 % [CNUCED supplément 1986, 1987, p. 36].

Ainsi, se dégagent nettement trois zones plurinationales polarisantes avec, au centre de chacune, un pôle national : l'Amérique du Nord, avec les États-Unis ; l'Europe de l'Ouest, avec l'Allemagne fédérale ; le bloc soviétique, avec l'URSS.

Une nouvelle fois, c'est le pôle européen qui requiert le plus l'attention. En effet, d'une part, le réseau d'échanges de l'Allemagne de l'Ouest s'étend, par-delà les pays de la Communauté européenne, à l'ensemble de l'Europe occidentale et à des pays d'Europe de l'Est, du bassin méditerranéen, d'Afrique, etc. D'autre part, la Communauté européenne s'est engagée dans la voie d'une certaine intégration (douanière, commerciale, monétaire...), sans l'avoir encore menée à son terme. Enfin, cette Communauté est composée de pays qui ont presque tous, dans une période de l'histoire, et notamment dans les périodes coloniales, constitué leurs « économies nationales/mondiales ». Ainsi, le pôle européen, encore en constitution, reste multipolaire ; et on ne peut donc pas dire, aujourd'hui, qu'il existe *une* « économie nationale/mondiale » européenne.

Finalement, si l'on prend comme pôle plurinational la Communauté européenne — comme le font tant d'études et de travaux aujourd'hui —, il est indispensable d'en bien saisir la spécificité : ce n'est pas un ensemble pour l'essentiel constitué autour d'une économie nationale, même si l'économie ouest-allemande y est prédominante ; c'est un ensemble en cours de constitution, encore inachevé et où le poids des réalités nationales — tant capitalistes qu'étatistes, économiques que politiques — compte particulièrement. Ni simple zone ouest-allemande, ni nouvel ensemble achevé : un ensemble encore inachevé, et où coopèrent et s'opposent différentes « moyennes puissances ».

Sur ces bases, il est légitime, en utilisant les statistiques de la CNUCED [supplément 1986, 1987] de prendre en compte quatre polarisations — tout en

connaissant les inconvénients qu'il y a à prendre à la fois un pôle mononational (Japon) et des pôles regroupant différents États-nations, en nombres plus ou moins grands :

- États-Unis/Canada,
- Japon,
- Communauté européenne,
- URSS et Europe de l'Est.

Pris ensemble, ces quatre pôles constituent, pour la quasi-totalité des pays du monde, les sources et destinations principales de leur commerce extérieur : sur une centaine de pays ayant un certain niveau d'échanges extérieurs (voir tableaux ci-après), un sur trois fait plus des trois quarts de ses exportations à destination de ces quatre pôles.

Mais évidemment, chaque pôle a sa propre zone d'attraction.

NOMBRE DE PAYS À EXPORTATIONS CONCENTRÉES SUR UN POLE

[Retour à la table des tableaux](#)

	Exportations polarisées (40 % ou plus sur le pôle)	Exportations peu polarisées (25 % à 39,9 % sur le pôle)
Pôle Communauté européenne	32 pays	20 pays
Pôle États-Unis/Canada	13 pays	9 pays
Pôle Japon	5 pays	1 pays
Pôle URSS/Europe de l'Est	7 pays	3 pays

N.B. Ce décompte doit être pris comme une indication d'ordre de grandeur ; d'une part, parce que certains pays ne figurent pas dans le tableau utilisé — l'URSS notamment ; d'autre part, parce que les statistiques utilisées correspondent à des années différentes et sont, pour certaines, entachées d'un certain degré d'incertitude... ; enfin parce que certains pays, notamment dans la seconde colonne, sont comptés deux fois.

Source : voir tableaux ci-après.

Ainsi, sur une centaine de pays, cinquante-sept font, avec un pôle, plus de 40 % de leurs exportations (et quatre-vingt-quatre, plus d'un quart de leurs exportations). Inversement, seulement douze pays ne concentrent sur aucun des quatre pôles plus d'un quart de leurs exportations et peuvent donc être considérés comme ayant des exportations « diversifiées ».

C'est à la zone d'attraction de la Communauté européenne que le plus grand nombre de pays appartiennent (une cinquantaine, y compris les pays membres). Viennent ensuite, les zones d'attraction des États-Unis/Canada (plus d'une

vingtaine de pays) et de l'URSS/Europe de l'Est (une dizaine de pays, à quoi il faut ajouter quelques pays qui ne figurent pas dans le tableau de la CNUCED).

Ainsi apparaît la relativement faible capacité polarisatrice du Japon..., lequel ne pèse lourdement que dans le commerce d'une demi-douzaine de pays (principalement producteurs de pétrole) ; au contraire, le Japon réalise plus de 40 % de ses exportations vers les États-Unis : cette observation ne constitue certes qu'un indice ; elle suggère cependant l'hypothèse suivante : pôle en cours d'affirmation dans l'économie mondiale, le Japon est loin d'avoir structuré sa propre « économie nationale/mondiale » et appartient encore largement à l'« économie nationale/mondiale américaine ».

Quant aux zones d'attraction de chaque pôle :

- celle de la Communauté européenne est nettement caractérisée : Europe occidentale, bassin méditerranéen, Afrique, plus des relations significatives avec des pays d'Amérique latine ;
- celle des États-Unis/Canada est plus diversifiée, avec un pôle constitué par « les Amériques » (notamment du Sud et du Centre) et de grands pays d'Asie et d'Afrique ;
- celle de l'URSS/Europe de l'Est comprend l'Europe de l'Est, les pays du tiers monde politiquement liés à l'URSS et l'Inde ;
- celle du Japon comprend quelques pays du Golfe producteurs de pétrole, ainsi que l'Indonésie et l'Australie.

Enfin, la liste des pays dont les exportations sont peu concentrées sur les grands pôles mondiaux n'est pas sans intérêt : on y trouve, à côté des États-Unis, plusieurs pays d'Asie — dont la Chine —, l'Afrique du Sud (pays dont les *informations statistiques* doivent être exploitées avec prudence) et la Nouvelle-Zélande.

**PAYS À COMMERCE POLARISÉ (PLUS DE 40 % DES EXPORTATIONS
OU DES IMPORTATIONS) AVEC LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE**

[Retour à la table des tableaux](#)

	Part, en %, de la C.E. dans :		Part, en %, des 4 pôles* dans les export.
	les export.	les import.	
PAYS D'EUROPE			
Pays-Bas 1985	74,0	58,3	81,7
Norvège 1984	70,7	47,2	78,7
Belgique Lux. 1985	70,5	70,4	80,2
Irlande 1985	69,1	66,3	83,3
Portugal 1985	57,5	49,9	74,5
Autriche 1985	56,1	62,2	73,6
	Part, en %, de la C.E. dans :		Part, en %, des 4 pôles* dans les export.
	les export.	les import.	
PAYS D'EUROPE			
Grèce 1985	54,2	48,2	71,1
France 1985	53,8	55,8	67,7
Allemagne féd.1985	49,7	51,0	66,5
Royaume-Uni 1985	48,9	49,0	68,7
Islande 1985	48,8	52,7	88,9
Suède 1985	48,6	56,0	65,9
Italie 1985	48,3	48,4	66,4
Danemark 1985	43,4	49,1	59,2
Chypre 1985	28,2	60,1	36,0
AUTRES PAYS			
Zaïre 1978	72,4	57,8	78,8
Libéria 1984	70,5	40,0	93,9
Algérie 1984	69,3	60,8	93,5
Congo 1980	63,1	65,7	76,0
Maroc 1984	59,5	42,6	70,8
Tunisie 1982	58,8	70,1	84,1
Côte d'Ivoire 1983	55,6	55,0	74,1
Libye 1981	52,7	64,8	87,3
Sénégal 1980	49,0	48,6	52,1
Cameroun 1982	47,6	67,6	89,3
Niger 1981	46,6	48,0	64,3
Zambie 1979	46,6	42,2	76,4
Tanzanie 1981 (X), 1980 (M)	46,2	46,9	55,9
Égypte 1985	43,9	42,2	68,7

Iran 1983 (X), 1977 (M)	43,2	44,3	74,2
Kenya 1983	40,5	33,6	48,8
Gabon 1983	39,7	74,6	61,7
Nigéria 81 (X), 79 (M)[v. a. US]	34,0	57,9	87,1
Israël 1985	31,6	45,0	70,7
Soudan 1981	30,7	41,9	42,2
Angola 1981	26,6	51,6	67,1
Qatar 1983 (X), 82 (M)[v.a. Jap.]	25,1	43,7	73,3
Liban 1982	5,9	51,1	8,7

Note : Seulement les pays dont les exportations (X) ou les importations (M) sont > à 500 millions de dollars.

* Les 4 pôles : Communauté européenne, États-Unis/Canada, Japon, URSS/Europe de l'Est.

**PAYS À COMMERCE POLARISÉ (PLUS DE 40 % DES EXPORTATIONS
OU DES IMPORTATIONS) AVEC UN AUTRE PÔLE**

[Retour à la table des tableaux](#)

	Part, en %, du pôle dans :		Part, en %, des 4 pôles * dans les export.
	les export.	les import.	
PÔLE ÉTATS-UNIS/CANADA			
Bahamas 1983	86,1		94,2
Canada 1985	78,1	70,8	89,9
Rép. Dominic. 1983	68,2	38,8	91,2
Trinité et Tobago 1983	60,5	49,4	73,3
Mexique 1984	60,4	74,9	85,6
Honduras 1983	55,5	37,2	81,5
Taiwan 1984	52,6		
Antilles néerland. 1984	52,5	8,9	64,0
Nigéria 81 (X), 79 (M) [v. a. CE]	51,3	11,1	87,1
Hong Kong 1985	47,8	9,8	70,0
Jamaïque 1982	46,3	40,2	70,2
Salvador 1983	46,2	26,1	77,9
Équateur 1982	43,3	41,7	49,1
Japon 1985	40,1	24,0	54,0
Costa Rica 1982	34,5	42,5	64,6
Venezuela 1981 (X), 1982 (M)	24,3	50,5	51,4
PÔLE JAPON			
Brunei 1984	69,2	20,1	77,1
Oman 1979	61,1	20,2	85,9
Émirats ar. unis 1983 (X), 82 (M)	49,0	19,2	75,6
Qatar 1983 (X), 82 (M) [v.a. CE]	47,9	22,0	73,3

Indonésie 1984	47,3	23,9	73,8
PÔLE URSS/EUROPE DE L'EST			
Tchécoslovaquie 1984	69,1	75,1	79,8
Bulgarie 1980	66,6	75,5	78,8
Cuba 1980 (X), 1975 (M)	59,6	48,3	76,8
Hongrie 1985	52,5	49,6	71,5
Yougoslavie 1985	49,3	32,1	78,8
Pologne 1984	48,4	57,5	75,1
Syrie 1983	43,4	10,0	74,8

Note : Seulement les pays dont les exportations (X) ou les importations (M) sont > à 500 millions de dollars.

* Les 4 pôles : Communauté européenne, États-Unis/Canada, Japon, URSS/Europe de l'Est.

Source : d'après [CNUCED, suppl. 1986, 1987], p. 110-121 et 122-133 ; pour Taïwan, information transmise par M.-J. LEMPÉRIÈRE.

PAYS À EXPORTATIONS PEU POLARISÉES
[Retour à la table des tableaux](#)

	Com. eur.	É-Unis/Can.	Japon	URSS/Eur. E.	Total 4 pôles
PÔLE COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE					
Ghana 1981	39,6	24,1	13,4	8,5	85,6
Irak 1983	38,0	0,7	1,6	—	40,3
Colombie 1984	37,5	33,1	4,4	2,1	77,1
Macao 1983	36,8	27,8	1,4	0,5	66,5
Finlande 1985	36,3	7,4	1,4	23,2	68,3
Turquie 1983	36,2	4,3	0,7	4,0	45,2
Chili 1981	36,0	16,2	10,9	0,5	63,6
Éthiopie 1983	35,1	22,6	4,9	1,5	64,1
Arabie saoudite 1982	32,4	8,2	23,8	0,1	64,5
Nicaragua 1982	29,4	25,9	11,5	7,3	74,1
Bésil 1983	28,9	24,5	6,5	6,6	66,5
Argentine 1984	27,6	11,4	3,3	18,2	60,5
PÔLE ÉTATS-UNIS/CANADA					
Corée du Sud 1985	10,7	39,7	15,0	—	65,4
Philippines 1983	18,3	37,5	20,5	1,8	78,1
Pérou 1982	20,2	36,5	15,1	1,6	73,4
Guatemala 1983	13,4	35,4	4,7	—	53,5
Bolivie 1981	21,3	27,7	0,9	3,2	53,1
PÔLE JAPON					
Australie 1985	12,6	8,8	26,0	3,6	51,0
PÔLE URSS/EUROPE DE L'EST					
Afghanistan 1977	21,0	4,8	1,5	38,8	66,1
Roumanie 1980	26,1	4,1	0,9	35,4	66,5
Inde 1981	19,6	13,3	8,6	25,4	66,9

PAYS À EXPORTATIONS DIVERSIFIÉES *

États-Unis 1985	22,7	21,5	10,5	1,6	56,3
Pakistan 1985	22,3	11,0	11,4	6,3	51,0
Bangladesh 1985	16,9	21,9	7,2	6,0	52,0
Singapour 1985	10,6	21,9	9,4	1,3	43,2
Afrique du Sud 1982	21,7	7,6	8,7	0	38,0
Sri Lanka 1984	17,4	21,5	4,2	6,3	49,4
Uruguay 1984	21,3	14,5	2,8	8,0	46,6
Thaïlande 1984	20,9	18,7	13,1	1,4	54,1
Chine 1984	8,9	10,3	20,6	5,0	44,8
Nouvelle-Zélande 85	20,4	16,5	14,9	2,2	54,0
Malaisie 1983	15,1	14,0	19,6	2,5	51,2
Koweït 1982	18,8	0,3	14,2	0	33,3

* Pays à exportations diversifiées : ne fait avec aucun pôle plus qu'un quart de ses exportations.

Source : d'après [CNUCED suppl. 1986, 1987], p. 110-121.

Lectures suggérées pour prolonger ou compléter ce chapitre

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), *Le commerce international en...*, Genève, annuel.

CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), *Manuel de statistiques du commerce international et du développement, 1986 supplément*, New York, 1987 ; et bien sûr, les prochaines éditions.

FMI (Fonds monétaire international), Direction of Trade Statistics, *Yearbook 19...*, Washington, annuel.

PROPOS D'ÉTAPE 1

[Retour à la table](#)

Il serait possible, simplement à partir des statistiques du commerce international, d'avancer beaucoup plus dans l'analyse de l'économie mondiale : articulation des polarisations principales et des polarisations secondaires, concentration ou diversification des échanges, spécialisations nationales, engrenage des déficits et des excédents... On y reviendra donc.

Mais il n'est pas inutile de faire le point sur la démarche elle-même.

On l'a dit. Il faut insister : les statistiques du commerce international — comme toutes les statistiques de flux internationaux — donnent une mesure des relations entre économies « nationales/territoriales ». Elles sont donc cohérentes avec les conceptions de l'économie mondiale comme somme, juxtaposition ou assemblage d'économies « nationales/territoriales » — celles-là mêmes que décrivent, plus ou moins bien, depuis quatre ou cinq décennies, les comptabilités nationales.

Or, notre analyse en termes de SNMH nous conduit à penser que ces visions sont... approximatives. En employant ce terme, nous voulons dire qu'elles ne sont certainement pas les plus exactes, les plus appropriées possible ; elles ne sont pas non plus radicalement fausses ; elles constituent des regards qui privilégient un aspect — le national/territorial et l'inter-territorial — par rapport à d'autres. Ces visions négligent notamment ce que nous nommons le « national/mondial », le multinational, et donc cette réalité qui conduit à ce que se constituent et se renforcent des espaces cohérents qui traversent les espaces territoriaux nationaux, notamment avec les logiques d'expansion de la sphère marchande et de reproduction élargie du capitalisme.

Or, pas de compréhension de l'« économie mondiale », à nos yeux, sans la prise en compte et l'analyse du « capitalisme mondial » — à condition bien sûr qu'on ne tombe pas dans le simplisme qui consiste à réduire toute l'économie au capitalisme.

C'est dire que l'analyse de l'articulation de l'une — l'économie mondiale — et de l'autre — le capitalisme — devra être précisée et approfondie tout au long de ce livre ; et aussi l'articulation de l'analyse de ces deux réalités dans leurs différentes

dimensions : locale, régionale, nationale, pluri-, multi- et internationale et mondiale.

Un des problèmes auquel nous nous heurtons est que les informations et statistiques sur les capitalismes nationaux et les activités capitalistes inter- et transnationales sont fragmentaires, dispersées, rarement présentées d'une manière homogène et systématique. Au contraire, les statistiques concernant les économies nationales/territoriales et les relations économiques, monétaires et financières internationales sont abondantes, régulièrement publiées et relativement systématiques. Nous sommes donc amenés à les utiliser comme des approximations des premières.

Ainsi, ce premier chapitre a utilisé des statistiques du commerce international : échanges commerciaux entre « économies nationales/territoriales ». Il a fait ressortir le poids particulièrement important de trois économies nationales : celle des États-Unis, celle de l'Allemagne fédérale et celle du Japon.

Il a aussi fait ressortir la part — impressionnante si on s'en tient aux chiffres globaux qui incluent le « commerce intra » — que représente, dans le commerce mondial, l'Europe occidentale, avec en son sein un ensemble plurinational en cours de constitution : la Communauté européenne. Il a conduit aussi à accorder une attention spécifique à l'ensemble structuré autour de l'URSS.

En termes d'« économie mondiale » — assemblage d'économies nationales/territoriales — cela conduit à repérer quatre pôles nationaux (États-Unis, Allemagne fédérale, Japon, URSS) et un pôle plurinational, la Communauté européenne, au sein de laquelle l'économie ouest-allemande prédomine sans totalement dominer.

Au regard de l'analyse du SNMH, ce constat constitue une première approche d'une réalité plus profonde et essentielle : la structuration du capitalisme mondial (et donc de l'économie mondiale) autour de trois pôles :

- le capitalisme américain, ou, pour être plus précis en employant une formule utilisée au Québec, « états-unisien » ;
- le capitalisme japonais ;
- le capitalisme allemand et les autres capitalismes européens en cours d'intégration dans un ensemble géopolitique encore inachevé.

Et puis, en partie intégré et en partie distinct, à la fois différent et comparable, un autre ensemble plurinational, constitué sous la dominance de l'URSS et que nous qualifierons, à ce stade, de « non capitaliste ».

Mais, au cœur de l'économie mondiale, c'est la réalité capitaliste qui joue le rôle structurant, notamment à travers la dynamique de ces firmes, banques et groupes pour qui l'espace national — fût-il le plus vaste — est, depuis longtemps déjà mais particulièrement dans la période actuelle, devenu trop étroit : les firmes multinationales.

UNE ÉCONOMIE INTERNATIONALE/ MULTINATIONALE/MONDIALE

2

Firmes multinationales et capitalismes nationaux dominants

[Retour à la table](#)

Selon l'hypothèse du système national/mondial hiérarchisé, les capitalismes nationaux dominants structurent une réalité mondiale qui se densifie, se renforce, tant à travers les relations économiques internationales qu'ils génèrent, qu'avec les espaces multinationaux que constituent les plus importantes de leurs firmes et de leurs banques.

Effectivement, les polarisations constituées autour des grands centres capitalistes nationaux ou plurinationaux se dégagent nettement — on l'a vu dans le chapitre 1 — des statistiques du commerce mondial. Elles ressortent aussi — on va le voir — de l'étude des firmes, banques et groupes multinationaux, acteurs prédominants de ces centres.

Est-il besoin de redire que, dans les deux cas, c'est le même objet, la même réalité, le capitalisme national/international/multinational/mondial, que l'on entr'aperçoit ?

Firmes multinationales

Les firmes multinationales (FMN), les banques multinationales (BMN), l'investissement direct à l'étranger (IDE) et l'internationalisation du capital ont été l'objet d'une abondante littérature dans les années 1960 et 1970.

Paradoxalement, ces mêmes réalités — qui n'ont pas perdu en importance, bien au contraire — paraissent moins étudiées aujourd'hui : c'est sans doute d'abord que

le phénomène a perdu de sa nouveauté, qu'il s'est banalisé ; c'est probablement aussi que les urgences, politiques notamment, ont basculé avec la crise : en témoigne précisément le passage d'une dénonciation musclée des FMN et de la recherche des moyens de les contrôler ou de limiter les investissements étrangers, à une attitude beaucoup plus « ouverte » par rapport aux unes et aux autres.

Peut-être aussi le phénomène a-t-il perdu sa spécificité : la quasi-totalité des grandes entreprises se sont glissées dans la forme des groupes multinationaux ; et beaucoup d'entreprises moyennes, voire petites, ont également des structures multinationales : contrairement à ce qui était le cas dans les années 1950 et 1960, il n'est plus guère d'entreprise ou de banque importante qui ne soit multinationale.

L'essentiel de la littérature consacrée au phénomène de la multinationalisation l'a traité comme une réalité séparée, spécifique, et a débattu des facteurs explicatifs permettant d'en rendre compte (de Vernon [1971], à Dunning [1981] et Mucchielli [1985]) ; souci d'exploiter des ressources d'un pays ou volonté d'être présent sur un marché national, écarts de coûts salariaux ou inégalité des taux de profits, existence ou perte d'un avantage technologique, avantages dus à l'internationalisation des échanges au sein d'une firme, analyse de l'« avantage spécifique » de chaque entreprise... ; à l'examen, ni les multiples explications « éclectiques », ni les essais d'explication synthétique ne se révèlent entièrement satisfaisants (voir par exemple [Andreff 1987]).

C'est probablement qu'aucune ne prend suffisamment en charge la radicale dualité où s'enracine le phénomène : d'un côté, la logique du capitalisme, active en chaque firme et porteuse de la dynamique fondamentale de reproduction élargie et de concentration du capital ; de l'autre, les formations sociales concrètes, avec ce processus de reproduction, condition de leur vie et de leur pérennité, et qui n'est qu'en partie économique — formations sociales concrètes dont la figure majeure, dans la période contemporaine, est l'État-nation.

Charles-Albert Michalet a certainement eu raison d'y insister : il faut penser le processus de multinationalisation dans le cadre de l'analyse du capitalisme mondial ; et on aimerait pouvoir souscrire entièrement à sa conclusion que « la logique du phénomène de multinationalisation est tout entière dans le mouvement de production d'un espace mondial homogène et de reproduction des disparités nationales » [Michalet 1985, p. 134]. Mais peut-on parler d'un « espace mondial homogène », alors que tout joue dans le sens de l'hétérogénéité ? Peut-on considérer comme homogène l'espace mondial d'une firme, alors qu'une large part de son efficacité résulte précisément de sa multinationalité et de l'hétérogénéité qui en découle ?

Cette hétérogénéité, nous sommes en plein accord avec C.-A. Michalet sur ce point, tient largement aux réalités nationales ; et celles-ci, quelles que soient les interférences et les imbrications, ne peuvent jamais être réduites ni à l'économique

ni au capitalisme : poids de l'histoire et déterminations présentes, les formations sociales nationales sont, en leurs territoires, des entités d'une exceptionnelle complexité, et qui doivent être saisies dans leurs multiples dimensions et leurs spécificités.

Donc d'une part, la logique du capital, en ses figures concrètes — firmes, banques, groupes —, avec sa dynamique de reproduction élargie et de concentration, qui inexorablement conduit un jour à déborder les frontières nationales : marchés extérieurs, marchés étrangers, marché mondial. D'autre part, la logique de nos formations sociales concrètes encore largement enracinées en leurs terroirs, avec leurs personnalités, leurs aspirations, leurs capacités et leurs faiblesses.

Dès lors, le phénomène de multinationalisation ne résulte-t-il pas tout simplement de l'extraordinaire et massif processus d'accumulation et de concentration des entreprises capitalistes dans un monde fractionné en États-nations ? Des firmes, des banques, des groupes pris dans une logique et atteignant des tailles telles qu'il leur devient impossible de rester enfermés dans les frontières d'un seul pays, fût-il le plus grand... D'autres, moyennes ou petites, mais très spécialisées, et conduites par là même à une semblable démarche.

Ce constat ne prétend évidemment pas se substituer aux explications multiples du phénomène de la multinationalisation ; mais il devrait permettre, dès lors qu'on l'admet, de mieux les structurer : les formations sociales concrètes se reproduisent, et se reproduiront longtemps encore dans le cadre d'États-nations, avec leurs classes et structures sociales, leurs territoires, leurs législations, leurs États ; la place de la dimension économique dans cette reproduction, ses modalités et ses formes varient de sociétés à sociétés, donc de pays à pays, et notamment selon l'importance qu'il a, et le rôle qu'y joue le capitalisme.

Et c'est précisément la logique de reproduction élargie, de concentration et de centralisation du capital, opérant principalement à partir de ses principales bases nationales (capitalismes nationaux dominants), qui impulse les deux mouvements liés d'internationalisation et de multinationalisation, sur un échiquier mondial de pays disparates et inégaux. Là sont les *racines* du phénomène. Les « explications » dégagées par les chercheurs spécialisés dans ce domaine permettent d'expliquer les *modalités* de son accomplissement : pourquoi tels secteurs plutôt que tels autres sont-ils plus multinationalisés ? Pourquoi ces firmes-ci ? Pourquoi ces implantations ? Et pourquoi ces évolutions dans le temps ?

En bref, et en assumant le schématisme de cette brièveté : c'est dans la logique d'accumulation et de concentration du capitalisme, logique à l'œuvre dans un monde parcellisé en États-nations, que s'enracine le foisonnement des firmes et des banques multinationales.

Concentration ? Frédéric F. Clairmonte et John Cavanagh estiment qu'en 1984 le chiffre d'affaires des deux cents plus grandes firmes privées mondiales approchait 3 000 milliards de dollars, soit le quart environ du produit mondial ; en 1960, la proportion était de 17 % (*Le Monde diplomatique*, décembre 1985).

Ces chiffres résument, pour la période contemporaine, la puissance du phénomène de concentration :

- un groupe, General Motors, dont le chiffre d'affaires dépasse en 1986 cent milliards de dollars : seulement une quinzaine de pays ont un produit intérieur supérieur à ce chiffre ;
- vingt-cinq autres groupes, dont les chiffres d'affaires sont supérieurs à vingt milliards de dollars : des dizaines et des dizaines de pays ont, en 1985, un produit intérieur inférieur à ce chiffre ;
- cinquante groupes employaient en 1978 plus de huit millions de salariés ; l'ensemble de l'emploi des firmes multinationales industrielles en 1982 a été estimé à plus de cinquante millions (Andreff, contribution à [GEMDEV, Colloque 1988]).

A-t-on suffisamment souligné, et peut-on d'ailleurs concevoir ce que cela représente de puissance concentrée, de capacité d'influence, et finalement de pouvoir économique et politique ? Pouvoir d'acheter (ou non), de vendre (ou non), d'investir (ou non), de mener (ou non) une recherche, de développer (ou non) un produit, de poursuivre (ou non) une production ; pouvoir de spéculer, de corrompre, d'aider ou d'étouffer... Influence sur les gouvernants, sur les classes aisées des différentes sociétés, sur les façonneurs d'opinion, sur les citoyens, sur les consommateurs... Capacité d'enrichir ou d'asphyxier, d'équiper, de soutenir ou de déstabiliser tant de pays.

Et cette concentration des firmes et des banques, l'accentuation des phénomènes d'internationalisation et de multinationalisation qu'elles impulsent s'inscrivent dans un phénomène plus vaste encore et qui dépasse largement l'économie : la reproduction élargie du capitalisme et sa mondialisation : transformation des mentalités et des modes de pensée et de vie, croissance accentuée des besoins qui rend nécessaire des surcroûts de production, de commercialisation, d'investissement, de financement : tous domaines précisément dans lesquels excellent les grands groupes, firmes et banques capitalistes des grands pays dominants.

Car ces firmes, que certains auteurs ont eu tendance à présenter comme, sinon tombées du ciel, du moins se situant au-dessus des réalités nationales, signes éthérés, annonciateurs d'une civilisation planétaire, sont en fait toutes fortement

enracinées dans les réalités nationales : plus précisément dans les capitalismes nationaux dominants.

Polarisations nationales des espaces multinationaux (implantations des firmes multinationales)

[Retour à la table](#)

Parmi les deux cents plus grandes firmes en 1984 — leur chiffre d'affaires global était équivalent au quart du produit mondial —, plus de la moitié étaient américaines, près d'un cinquième, japonaises et encore près d'un cinquième, européennes.

LES DEUX CENTS PREMIÈRES FIRMES PRIVÉES EN 1984

[Retour à la table des tableaux](#)

Pays d'origine	Nombre	%	Vente en milliards de \$	%
États-Unis	103	51,5	1549,8	52,6
Japon	37	18,5	667,5	22,7
Com. européenne	37	18,5	508,3	17,3
Autres	23	11,5	220,6	7,4
Total	200	100	2946,2	100

Source : Frédéric F. CLAIRMONTE et John CAVANAGH, *Le Monde diplomatique*, décembre 1985.

De même, en 1986,

LES CINQ CENTS PREMIÈRES MULTINATIONALES

se répartissaient ainsi :

Pays d'origine	Nombre	%
États-Unis	216	43,2
Japon	87	17,4
Europe occid.	140	28,0
Autres	57	11,4
Total	500	100

Source : Pierre GROU, contribution à [GEMDEV, Colloque 1988].

Et en 1987, parmi les cent premières sociétés mondiales, 40 étaient « états-unisiennes », 14 japonaises et 37 européennes (parmi lesquelles la firme « allemande » Ford Werke) ¹.

Ainsi, qu'on prenne les plus grands groupes ou les premières multinationales, on retrouve fortement, presque caricaturalement, les trois pôles capitalistes de l'économie mondiale : États-Unis, Communauté européenne et Japon.

On les retrouve encore si l'on examine les investissements entre pays dans le secteur manufacturier.

**ORIGINE DES INVESTISSEMENTS * ENTRE PAYS DANS LE SECTEUR
MANUFACTURIER FIN 1983
(en %)**

[Retour à la table des tableaux](#)

	Investissements totaux	Investissements hors intra
États-Unis-Canada	37,7	40,3
Europe occidentale	47,7	42,5
Japon	8,5	11,8
Autres	6,1	5,4
Total	100,0	100,0

* Stocks évalués sur la base des investissements nets cumulés depuis les années 1950.

Source : d'après [FOUQUIN (dir.) 1986], p. 65.

Ainsi, des trois grands pôles du monde occidental proviennent environ neuf multinationales sur dix, et environ 95 % des investissements entre pays réalisés dans le secteur manufacturier. Phénomène massif, qui renforce encore l'énorme prédominance, déjà constatée, de ces trois pôles dans le commerce mondial.

Et de même que les flux commerciaux ont permis d'esquisser le tracé de l'espace mondial de chacun de ces pôles dominants, de même l'analyse des implantations des firmes multinationales — osons le répéter : américaines, européennes, japonaises — fournit des éléments complémentaires pour ce tracé.

L'examen de l'implantation des filiales des firmes multinationales en 1980 n'est pas sans intérêt. Certes, le nombre de filiales est un indicateur élémentaire ; il ne dit rien sur le poids et conduit à additionner des entités d'importance très inégale ; il peut aussi conduire à comptabiliser de la même manière une grande filiale de production et une petite filiale de commercialisation. Cependant les données de l'étude des Nations unies de 1983 ne peuvent être négligées.

¹ Fortune, 25 avril et 1^{er} août 1988.

Les filiales des firmes capitalistes multinationales sont d'abord et principalement implantées dans les grands pays capitalistes : là étaient implantées plus de 70 % de l'ensemble des filiales en 1980, et ce chiffre s'est probablement encore accru au cours des années 1980. Mais, immédiatement, apparaît une discordance : si les firmes des grands pays capitalistes d'Amérique du Nord et d'Europe ont, en ce domaine, des comportements comparables (implantation prédominante dans les pays industrialisés), celles du Japon avaient, au début des années 1980, une attitude singulière : près de trois cinquièmes de leurs filiales étaient dans le tiers monde.

**NOMBRE DE FILIALES ÉTRANGÈRES DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES
DES PAYS INDUSTRIALISÉS
PAR PAYS D'ORIGINE ET ZONES D'IMPLANTATION**

[Retour à la table des tableaux](#)

Pays d'origine	États-Unis	Royaume-Uni	Allemagne	France	Japon	Autres	Total	(Part en % des régions d'accueil)
Région d'accueil								
Pays industrialisés	21 959	18 895	6 087	3 326	1 265	18 891	70 423	(71,9)
Pays en développement européens	24	124	18	7	—	47	220	(0,2)
Pays en développement de l'Asie occidentale	308	221	59	52	25	178	843	(0,9)
Pays en développement de l'Asie du Sud et de l'Est	3 375	2 579	325	134	1 264	2 394	10 070	(10,3)
Pays en développement de l'Afrique	765	1 933	220	872	66	947	4 803	(4,9)
Pays en développement de l'Amérique latine	7 216	1 176	683	358	409	1 760	11 602	(11,8)
TOTAL	33 647	24 928	7 392	4 749	3 029	24 217	97 961	(100)
(Part en % des pays d'origine)	(34,3)	(25,4)	(7,5)	(4,8)	(3,1)	(24,9)		

Source : [Nations unies 1983], in [Investissements directs..., 1984], p. 313.

Dans le tiers monde, chaque pays dominant a une (ou des) zone(s) de prédilection :

- pour les États-Unis, l'Amérique latine, puis l'Asie du Sud et de l'Est (respectivement 21 % et 10 % des implantations à l'étranger des filiales de firmes états-unisiennes) ;

- pour la Grande-Bretagne, l'Asie du Sud et de l'Est (10 % des implantations à l'étranger des filiales de firmes britanniques) ;
- pour l'Allemagne fédérale, l'Amérique latine (9 % des implantations à l'étranger des filiales de firmes allemandes) ;
- pour la France, l'Afrique (19 % des implantations à l'étranger des filiales de firmes françaises) ;
- et, pour le Japon, l'Asie du Sud et de l'Est, puis l'Amérique latine (respectivement 42 % et 13 % des implantations à l'étranger des filiales de firmes japonaises).

L'étude de Pierre Grou (in [GEMDEV, Colloque 1988]) confirme et permet d'affiner ces résultats.

Les firmes multinationales *américaines* sont principalement implantées dans les deux autres pôles capitalistes (Europe occidentale et Japon), dans la zone d'influence traditionnelle des États-Unis (Canada, Mexique, Brésil et autres pays d'Amérique latine), dans quelques grands pays clés (Inde, Australie, Afrique du Sud) et dans les nouveaux pays industriels d'Asie.

Les firmes multinationales *japonaises* sont principalement implantées dans les deux autres pôles capitalistes (Amérique du Nord et Europe occidentale), dans les nouveaux pays industriels d'Asie, et dans quelques grands pays clés (Australie et Brésil notamment).

Les firmes multinationales *européennes* sont principalement implantées... en Europe (où l'on retrouve l'inévitable « multinationalisation intra ») et en Amérique du Nord ; elles sont relativement peu présentes au Japon, présentes dans les principaux pays clés (Brésil, Mexique, Afrique du Sud, Australie) et, finalement, disséminées dans des dizaines de pays sur les trois continents du tiers monde.

Ainsi se confirment les grands traits d'un tableau dans lequel les capitalismes américain et japonais ont une stratégie nettement ciblée (autres pôles capitalistes, grands pays clés et zones d'influence propres). Au contraire, on ne peut guère parler, aujourd'hui, de la stratégie d'un capitalisme européen : car nous sommes encore en présence de la juxtaposition des stratégies des capitalismes européens, à la fois héritières des anciennes stratégies nationales (britannique, française, allemande, etc.), encore trop souvent rivales et trop rarement coordonnées.

Cette analyse peut être précisée par l'examen symétrique : du point de vue des pays du tiers monde dans lesquels les multinationales sont le plus implantées.

Ce tableau permet de connaître l'origine des filiales de firmes multinationales présentes dans les principaux pays du tiers monde.

Les firmes multinationales américaines sont fortement implantées dans la zone d'influence directe (Mexique, Panama, Colombie, Venezuela) et dans les grands pays d'Amérique du Sud (Argentine, Brésil), d'Afrique (Libéria) et d'Asie (Inde) ; elles sont aussi très présentes en Asie, tant dans les nouveaux pays industrialisés (Corée du Sud, Singapour, Hong Kong) que dans des pays clés d'Asie du Sud-Est (Philippines, Indonésie).

**POIDS DES PRINCIPAUX PÔLES DANS L'IMPLANTATION DE FILIALES
DE FMN EN 1980 POUR CERTAINS PAYS EN DÉVELOPPEMENT
(en % *)**

[Retour à la table des tableaux](#)

PVD**/Pôles	É-U	Can.	G-B	RFA	France	Holl.	Suède	Suisse	Japon	Austr.
Mexique (8,8 %)	80,0	2,6	3,7	4,2						
Venezuela (3,6 %)	74,0		5,3	3,5		2,5				
Colombie (2,1 %)	73,0		5,6	3,7			3,5			
Panama (2,8 %)	63,8		10,4					3,3	3,7	
Philippines (2,3 %)	62,2		5,2	2,6					13,3	
Argentine (3,2 %)	51,2		11,0	9,2	6,3					
Libéria (1,5 %)	49,0		7,1		1,9				1,9	
Brésil (10,8 %)	48,0		9,4	12,0					3,4	
Bahamas (1,9 %)	46,4	12,0	28,6					2,8		
Corée du S. (1,7)	43,5		2,1	1,9					49,1	
Inde (2,9 %)	39,2		39,1	6,7			3,0			
Indonésie (2,4 %)	38,7		12,6			6,8			20,9	
Thaïlande (1,9 %)	36,0		15,2	3,6					22,4	
Singapour (5,4 %)	34,4		29,2	3,0					7,7	
Hong Kong (7,7 %)	30,6		31,5						14,8	7,3
Nigéria (2,2 %)	16,6		53,6	7,0	6,5					
Malaisie (3,8 %)	15,0		40,0	3,0					7,7	
Kenya (1,7 %)	7,9		75,6	3,8		3,6				
Zimbabwe (1,6 %)	7,1	2,5	86,8			1,1				
Total PVD du tableau : (68,3 %)										

* Pour chaque ligne les chiffres indiquent, pour le pays concerné, la répartition par pays d'origine (colonnes) des implantations de filiales de FMN étrangères.

** Le % entre (), qui suit immédiatement le nom du pays en développement, représente la part de ce pays dans les implantations de filiales de FMN par rapport à l'ensemble des pays en développement.

Source : d'après [MUCCHIELLI 1985], p. 173.

La présence des firmes multinationales britanniques traduit l'importance de l'héritage historique tant pour l'Afrique (Zimbabwe, Kenya, Nigéria) que pour l'Asie (Inde, Malaisie, Hong Kong, Singapour). Les multinationales allemandes, elles, pèsent sensiblement au Brésil et en Argentine.

L'implantation des multinationales japonaises est nettement marquée en Asie : tant dans des nouveaux pays industriels (Corée du Sud, Hong Kong) que dans des pays comme l'Indonésie et les Philippines.

Polarisations nationales des espaces multinationaux (investissements à l'étranger)

[Retour à la table](#)

L'examen des stocks d'investissement directs à l'étranger confirme ces analyses et en renforce les conclusions ; il permet en outre de mieux cerner le phénomène des relations « intra » qui gonflent, d'une manière trop souvent non perçue ou mal prise en considération, les chiffres concernant l'Europe.

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS ¹ ENTRE PAYS DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER FIN 1983 (en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

De \ Vers	É-U/Can	Europe*	Japon	ANZAS**	Moy-Or.	Afrique	Am. lat.	Asie	Total	« Vers » en %
É-U/Can	23	46	6						75	28,8
Europe*	46	45	3	2	1	1	1	1	100	38,5
Japon	4	1							5	1,9
ANZAS**	5	10	1	1					17	6,5
Moy-Or.		1	1		1				3	1,2
Afrique		5						1	6	2,3
Am. lat.	16	12	4				1		33	12,7
Asie	4	4	7	2	1			3	21	8,1
TOTAL	98	124	22	5	3	1	2	5	260	
« De » en %	37,7	47,7	8,5	1,9	1,2	0,4	0,8	1,9		100,0

* Europe occidentale ; ** Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud

¹ Stocks évalués sur la base des investissements nets cumulés depuis les années 1950.

Source : d'après [FOUQUIN (dir.) 1986], p. 65.

Amérique du Nord et Europe sont donc, massivement, les deux pôles d'origine des stocks d'investissement dans le secteur manufacturier ; ils en sont aussi, un peu moins massivement, les premiers lieux d'accueil. Le Japon apparaît, en 1983, comme le troisième pôle pour l'origine de ces investissements, mais non pour leur accueil.

Cependant, comme pour les échanges internationaux, on retrouve, pour l'investissement direct à l'étranger (et aussi pour certains dénombrements des firmes et banques multinationales), le problème de la composante « intra », propre à toute zone plurinationale telle que l'Europe.

Ainsi, en 1983, l'Europe apparaît comme étant à l'origine de 47,7 % des stocks d'investissements manufacturiers réalisés à l'étranger si on prend les chiffres totaux, et de 42,5 % si on ne prend pas en compte les investissements intérieurs à chaque zone ; en tant que réceptrice de ces mêmes investissements, la part de l'Europe est dans le premier cas de 38,5 % et, dans le second, de 29,6 %.

**RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS ¹ ENTRE PAYS — HORS INTRA -
DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER FIN 1983**
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

De \ Vers	É-U/Can	Europe*	Japon	ANZAS**	Moy-Or.	Afrique	Am. lat.	Asie	Total	« Vers » en %
É-U/Can		46	6						52	28,0
Europe*	46		3	2	1	1	1	1	55	29,6
Japon	4	1							5	2,7
ANZAS**	5	10	1						16	8,6
Moy-Or.		1	1						2	1,1
Afrique		5						1	6	3,2
Am. lat.	16	12	4						32	17,2
Asie	4	4	7	2	1				18	9,7
TOTAL	75	79	22	4	2	1	1	2	186	
« De » en %	40,3	42,5	11,8	2,2	1,1	0,5	0,5	1,1		100,0

* Europe occidentale ; ** Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud

¹ Stocks évalués sur la base des investissements nets cumulés depuis les années 1950.

Source : d'après [FOUQUIN (dir.) 1986], p. 65.

Avec les deux modes d'évaluation, l'Europe est en tête de toutes les zones retenues, tant comme source que comme lieu d'accueil des investissements internationaux entre pays ; mais quand on passe du premier au second, si l'Europe reste en tête à la fois comme source et comme lieu d'accueil, l'écart par rapport à l'Amérique du Nord se resserre sensiblement.

D'Amérique du Nord, à côté des flux internes à la zone, les investissements sont principalement orientés vers l'Europe et l'Amérique latine.

D'Europe, à côté des flux internes à la zone, les investissements sont principalement orientés vers l'Amérique du Nord, l'Amérique latine, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud — où l'on retrouve les contours de « l'Europe sans rivages » chère à François Perroux...

Et du Japon, les investissements étaient, en 1983, orientés vers l'Asie un peu plus que vers l'Amérique du Nord, et vers l'Amérique latine un peu plus que vers l'Europe — mais, compte tenu de la dynamique des investissements extérieurs japonais dans les années 1980, il ne faut pas vouloir faire trop dire à ces chiffres.

Au total, se confirme nettement la polarisation de l'économie mondiale, avec, d'un côté, deux pôles capitalistes mononationaux, mono-étatiques (avec un seul État-nation) : États-Unis et Japon, et, de l'autre, la Communauté européenne, ensemble plurinational, pluri-étatique (avec plusieurs États-nations et l'amorce de structures étatiques communes). Comme, dans l'action d'un pôle, la capacité de mener une stratégie cohérente compte autant que le poids, il sera toujours nécessaire de revenir sur la « différence européenne », que gomme trop de présentations d'un monde tripolaire.

Se confirme aussi l'idée que les capitalismes nationaux dominants constituent des espaces économiques mondiaux, tant à travers « leurs » flux économiques, monétaires et financiers qu'à travers les espaces multinationaux de « leurs » firmes : économies « nationales/mondiales »... Et il faudra que le lecteur s'habitue à ce que nous parlions d'« économie mondiale américaine » (ou allemande, britannique, japonaise...), et à ce que nous nous interrogeons sur l'existence ou la constitution d'une « économie mondiale européenne ».

Structuration multinationale de l'économie mondiale

[Retour à la table](#)

« La part des sociétés multinationales dans le montant total de l'investissement direct mondial est de 70 à 80 % et, dans le commerce international, de 90 % ; leurs liquidités sont plus élevées que les réserves mondiales officielles », écrivait François Perroux au début des années 1980 [Perroux 1982, p. 113]. Même si l'on peut discuter ces ordres de grandeur, le phénomène que nous examinons est massif, déterminant.

Et son importance n'est pas seulement quantitative : par son ampleur, il change la nature des choses.

Au point qu'il a atteint, le phénomène de multinationalisation change d'abord la nature des firmes. L'organisation et le fonctionnement des firmes importantes (par leur taille ou leur efficacité) sont de moins en moins conçus sur une base principalement nationale (pour la production, le financement, l'emploi, le

marché...), une division ou direction étant chargée de s'occuper de l'exportation et de l'étranger ; leur organisation est de plus en plus directement pensée dans une dimension plurinationale et mondiale.

Il suffit de regarder les organigrammes des grands groupes d'aujourd'hui, de regarder leurs publications ou certaines de leurs publicités.

Kenichi Ohmae, de Mc Kinsey & Co (« leader mondial du conseil en gestion stratégique »), présente une réflexion sur la nouvelle nature de l'entreprise multinationale ; à ses yeux, elle doit, pour être efficace :

« **1.** établir une structure régionale (multi-pays) pour le partage des ressources humaines ;

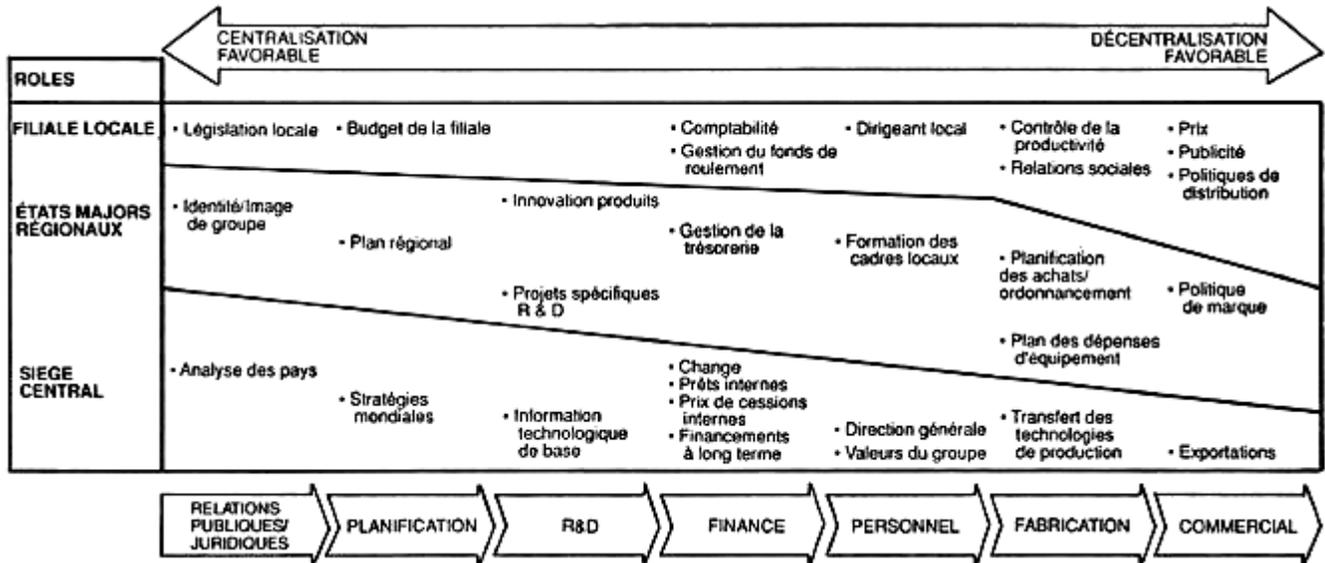
« **2.** déplacer le rôle du siège de celui de contrôleur à celui de stimulateur stratégique dans toutes les régions clés de la Triade ¹ ;

« **3.** traiter sur un pied d'égalité ces régions » [Ohmae 1985, p. 268]. Cela veut dire qu'il attache la plus haute importance à la tripolarisation de l'économie mondiale capitaliste, au point d'en faire un élément clé de l'organisation de l'entreprise multinationale. Au-delà, il souligne que le partage des rôles entre le siège central, les états-majors régionaux et les filiales locales doit être différencié selon la nature des fonctions.

¹ C'est ainsi que K. Ohmae nomme l'ensemble formé par les trois pôles capitalistes de l'économie mondiale.

RÉPARTITION DES TÂCHES PAR FONCTION ENTRE LE SIÈGE CENTRAL,
L'ÉTAT-MAJOR RÉGIONAL ET LA DIRECTION LOCALE

[Retour à la table des schémas](#)



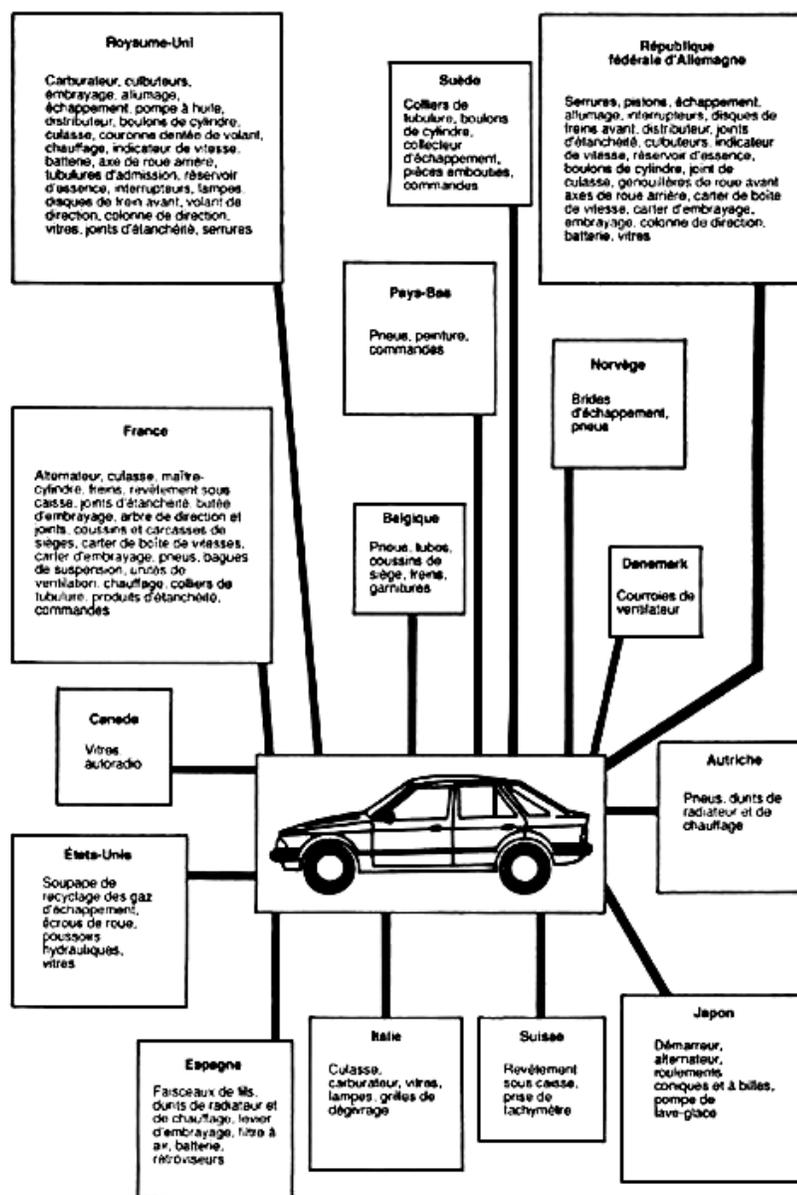
Le phénomène de multinationalisation massive change ensuite la nature *des produits*.

La Ford modèle T était indéniablement un produit américain : conçu, fabriqué, essentiellement vendu et utilisé aux États-Unis. Mais que dire de la Ford Escort, conçue pour — et actuellement vendue sur — les différents marchés d'Europe ?

Cette production multinationalisée est à la fois le fruit d'une longue histoire (puisque Ford est présent en Europe depuis 1911) et d'une stratégie complexe combinant le concept de « voiture mondiale » (avatar contemporain du célèbre « modèle unique ») et la prise en compte des diversités et spécificités régionales et nationales (cf. [Bordenave et Lung 1988]).

LES RÉSEAUX MONDIAUX DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE : LES PIÈCES DE LA FORD ESCORT (EUROPE)

[Retour à la table des schémas](#)



Note : Le montage final s'effectue à Halewood (Royaume-Uni) et à Sarrelouis (République fédérale d'Allemagne).

Source : [DICKEN 1986], p. 304, repris in [Banque mondiale 1987], p. 83.

Nous sommes donc entrés dans une ère où coexistent des produits locaux, des produits nationaux et des produits mondiaux, dont la nature, les normes, l'aspect, l'image, la production, la commercialisation sont dès l'origine pensés dans une perspective multinationale et mondiale. Car produit mondial ne signifie pas uniformité : les préférences, superstitions, goûts, etc., nationaux ou locaux doivent souvent être pris en considération (cf. par exemple, *International Management*, septembre 1987).

Évidemment, les firmes multinationales sont particulièrement bien armées pour la conception/production/commercialisation de tels produits ; ce qui ne veut pas dire qu'elles se désintéressent des produits locaux ; elles ont simplement, dans l'un et l'autre cas, des stratégies et des formes d'organisation différentes ([Ohmae 1985], p. 278 et s.).

**IMPORTANCE DES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES DANS L'INDUSTRIE
MANUFACTURIÈRE DE QUELQUES PAYS (PÉRIODE 1970-1980)**

[Retour à la table des tableaux](#)

	Part (en %) dans :	
	l'emploi national	le chiffre d'affaires des entreprises manufacturières du pays
Singapour	58	83
Canada	40	56
Malaisie	35	52
Belgique	33	44
Brésil	30	44
Colombie	28	43
Mexique	21	39
Argentine	12	31
France	18	26
Pérou		25
Italie	18	24
Allemagne fédérale	18	23
Indonésie		23
Autriche	20	22
Royaume-Uni	13	21
Inde	13	13
Corée du Sud	10	11
Norvège	7	11
Danemark		9
Suède	5,5	7
États-Unis	4	5
Japon	2	4,5
Finlande	3	3

Source : d'après [FOUQUIN (dir.) 1986], p. 69.

Le phénomène de multinationalisation massive change aussi *la nature des économies nationales*. Les économies nationales intermédiaires et dominées sont, à des degrés divers, investies par le capital étranger ; et donc une part, plus ou moins large, de leurs activités productives sont décidées et menées dans le cadre de stratégies nationales (étrangères)/multinationales/mondiales, où elles ne représentent qu'une case dans un échiquier mondial. Les économies dominantes sont aussi, on l'a vu, investies par des entreprises des autres pôles capitalistes, mais elles se prolongent par des productions à l'étranger qui leur confèrent une nouvelle nature : celle de productions « à la fois nationales et mondiales » (cf. [Beaud 1987]).

Ces seuls chiffres font apparaître :

— que certains pays ont une part majeure de leurs activités productrices contrôlées par des firmes étrangères : parmi les pays pris en compte dans le tableau, se trouvent dans cette situation un « nouveau pays industriel » (Singapour), un grand pays du tiers monde (Brésil), un petit pays européen d'industrialisation ancienne (Belgique) et des pays de la zone d'influence directe américaine (Canada, Mexique, Colombie) ;

— que d'autres pays au contraire connaissent une faible pénétration extérieure : on trouve là, à côté des deux pôles capitalistes mononationaux (États-Unis et Japon), un « nouveau pays industriel » (Corée du Sud), un grand pays du tiers monde (Inde) et de petits pays d'Europe (pays scandinaves).

Cela confirme qu'il faut se garder de vues trop schématiques et qu'il convient toujours, quand on établit des catégories et des regroupements, d'accepter qu'y échappent certains pays, tant restent importantes certaines singularités et spécificités nationales.

Pour les économies dominantes, une évaluation a été faite, pour 1976, de la valeur de la production à l'étranger :

**ÉVALUATION ET IMPORTANCE RELATIVE DE LA VALEUR
DE LA PRODUCTION A L'ÉTRANGER POUR QUELQUES PAYS (1976)**

[Retour à la table des tableaux](#)

	Valeur, en milliards de dollars		Importance rel., en %
	PIB *	VPE **	VPE/PIB
Suisse	58	47	81
Royaume-Uni	208	80	38
États-Unis	1 695	343	20
Canada	192	28	15
Allemagne fédérale	477	50	10
Japon	571	49	9
France	336	30	9

* PIB = Produit intérieur brut. ** VPE = Valeur de la production à l'étranger.

Source : d'après [BONIN 1984], p. 59.

Même en mettant à part le cas — exceptionnel — de la Suisse, on voit bien que la production à l'étranger atteint des ordres de grandeur importants, notamment pour les deux pays qui ont, à un moment de leur histoire, occupé une situation hégémonique (Royaume-Uni et États-Unis). Cela implique qu'il est absolument indispensable, quand on étudie l'économie de ces pays, de prendre en compte leur « production mondiale » (production nationale/territoriale, plus production à l'étranger) : par exemple, toute étude du « déclin » économique américain doit prendre en compte le niveau et l'évolution des activités américaines à l'étranger. En outre, la forte différence du poids relatif de la production à l'étranger entre, d'une part, la Grande-Bretagne et les États-Unis et, d'autre part, l'Allemagne fédérale, le Japon et la France, suggère qu'il peut y avoir des stratégies nationales différentes de déploiement capitaliste à l'échelle mondiale. Nous retrouverons bien sûr ces points quand nous étudierons les économies dominantes.

Le phénomène de multinationalisation massive change enfin *la nature des flux internationaux*.

Le poids des firmes multinationales dans le commerce extérieur des pays où la pénétration étrangère est élevée est évidemment lourd : pour les produits manufacturés, elles réalisaient 92 % des exportations de Singapour en 1978, 43 % de celles du Brésil en 1969, 34 % de celles du Mexique en 1974, 30 % de celles de la Colombie en 1970 et de celles de l'Argentine en 1969 [Nations unies 1983, p. 150].

Une part importante du commerce international d'un grand nombre de produits de base est réalisée par les groupes multinationaux : ainsi, au début des années 1980, la part des exportations des pays en voie de développement qu'ils contrôlent est de :

- 90 % pour les ananas et les produits forestiers ;
- 85 à 90 % pour le blé, le café, le maïs, le coton, le tabac, le jute ;
- 85 % pour le cacao ;
- 80 % pour le thé ;
- 70 à 75 % pour les bananes et le caoutchouc naturel ;
- 70 % pour le riz ;
- 60 % pour le sucre [Nations unies 1983, p. 235].

Autre regard : si l'on examine maintenant non plus les exportations réalisées par des pays — celles que décomptent les statistiques traditionnelles du commerce international —, mais les « exportations » totales réalisées dans le monde par des groupes multinationaux (en prenant en compte tous les pays à partir desquels ils réalisent ces exportations), la proportion du « commerce intra-groupe », c'est-à-dire interne à l'ensemble des espaces singuliers de ces groupes, dans le total de leurs « exportations » comptabilisées était (en 1977, pour 329 groupes industriels) :

- 91,3 % pour le matériel de bureau, ordinateurs inclus ;
- 62,4 % pour les véhicules à moteurs, leurs pièces et éléments ;
- 58,2 % pour le matériel de mesure, le matériel scientifique et le matériel photographique ;
- 52,6 % pour le matériel industriel et agricole ;
- 51 % pour le pétrole ;
- 36,5 % pour les appareils électroniques et électriques ;
- 35 % pour les produits chimiques et pharmaceutiques [Nations unies 1983, p. 424].

Ainsi apparaît le *poids* considérable des groupes multinationaux dans le commerce international : l'importance même de ce poids implique, selon nous, un profond renouvellement des analyses du commerce mondial.

Firmes multinationales et échanges internationaux

[Retour à la table](#)

Le rôle de plus en plus important que jouent les firmes multinationales dans le commerce international oblige à s'arrêter sur cette *composante spécifique*, le plus souvent méconnue ou négligée, que constitue le commerce — entre pays — interne à ces groupes.

Ce commerce — « flux 2 » dans notre analyse du système national/mondial hiérarchisé — nous paraît d'une *nature différente* des « flux 1 » — commerce entre firmes n'appartenant pas à un même groupe ([Beaud 1987], p. 72 et s.). Cette distinction, essentielle pour l'analyse du commerce mondial aujourd'hui, est

rarement opérée et n'est presque jamais utilisée dans l'analyse de la réalité économique.

On trouve certes quelques rares évaluations : ainsi, selon Dunning et Pearce [1981], la part des échanges « intra-groupes » dans les exportations des grandes sociétés était en 1977 : 45,5 % pour les États-Unis, 39,3 % pour le Canada, 36,1 % pour la Suède, 34,6 % pour l'Allemagne de l'Ouest, 32,2 % pour la France, 29,6 % pour le Royaume-Uni et 17 % pour le Japon.

Dans le commerce total des États-Unis, selon les statistiques publiées par le Department of Commerce, le commerce « intra-groupes » représentait, en 1984, 37,8 % des exportations et 37 % des importations (*Economic Impact*, 1988, I, p. 51).

Or il est clair que ces échanges (internationaux) « intra-groupes » — c'est-à-dire réalisés au sein d'un espace multinational soumis à l'autorité d'une direction d'entreprise, ayant une stratégie — diffèrent profondément de ceux qui s'opèrent entre des firmes distinctes, n'ayant pas de liens entre elles. Et il serait très souhaitable que les statistiques du commerce international distinguent désormais systématiquement ces deux types de flux.

Mais on peut, on doit, aller plus loin. Pour chaque pays capitaliste dominant, il conviendrait de prendre en compte son « commerce national/mondial », correspondant à son « économie nationale/mondiale », et notamment le commerce international des filiales, implantées à l'étranger, des groupes de ce pays. Une telle évaluation est possible pour les filiales étrangères des groupes américains ; nous reprendrons, pour les nommer, le sigle américain « MOFAs » (*Majority Owned Foreign Affiliates*) : la part des exportations qu'elles réalisent est passée de 5,8 % des exportations mondiales en 1957, à 7,9 % en 1966 et — sur la base d'une série révisée — de 8,2 % en 1966, à 10,3 % en 1984.

Or, pendant cette période, les exportations réalisées à partir du territoire américain sont tombées de plus de 20 % à 14 % — ce qui constitue un argument pour les tenants de la thèse du déclin américain. Mais si l'on prend en compte l'ensemble des exportations américaines — celles réalisées par les firmes implantées sur le territoire des États-Unis, et celles des « MOFAs », en un mot les exportations « nationales/mondiales » américaines —, elles sont restées tout au long de la période de l'ordre de 23 % du commerce mondial, ce qui constitue un élément de réfutation de la thèse du déclin (cf. [Lipsey et Kravis, 1987], p. 151 et s.).

Mais ne faut-il pas, dès lors, aussi prendre en compte — en sens inverse — les filiales aux États-Unis des groupes multinationaux étrangers ? C'est ce que fait notamment Jean Lempérière, dans des travaux en cours, dont nous reprendrons les principaux résultats quand nous étudierons l'économie américaine.

Si on le fait, on prend conscience du fait que le commerce extérieur, qui se résume traditionnellement dans les deux chiffres des importations et des exportations, est, dans le système national/mondial hiérarchisé contemporain, pour une économie nationale dominante (mais aussi pour une économie intermédiaire ou dominée), beaucoup moins simple à saisir...

On constate immédiatement l'importance de la place des multinationales américaines et de leurs filiales dans le commerce extérieur total des États-Unis.

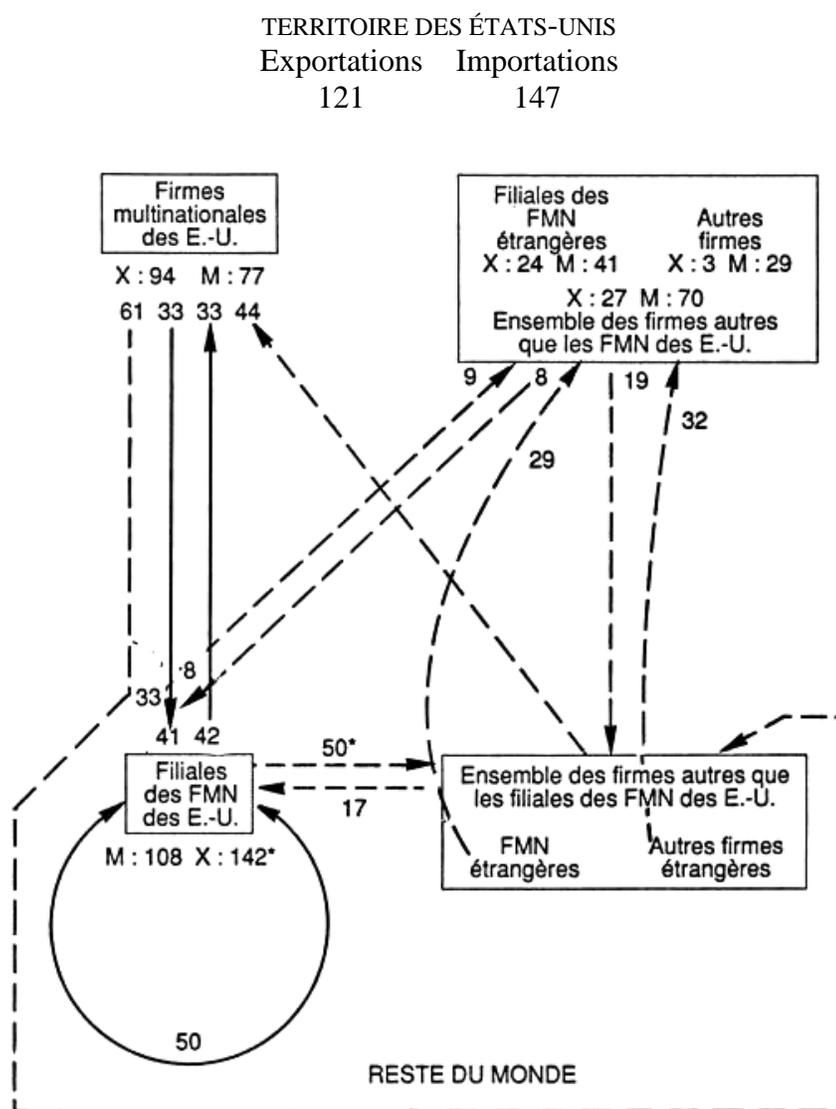
En 1985, les firmes multinationales des États-Unis réalisent les trois quarts des exportations de ce pays, et deux cinquièmes des importations.

Si l'on prend le seul commerce qui s'effectue entre ces firmes et leurs filiales à l'étranger, il représente 28 % des exportations et 16 % des importations des États-Unis.

Mais les firmes multinationales étrangères situées hors des États-Unis sont à l'origine de près du quart des importations de ce pays.

RADIOSCOPIE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DES ÉTATS-UNIS EN 1977
 (tous produits) (en milliards de dollars)

[Retour à la table des schémas](#)

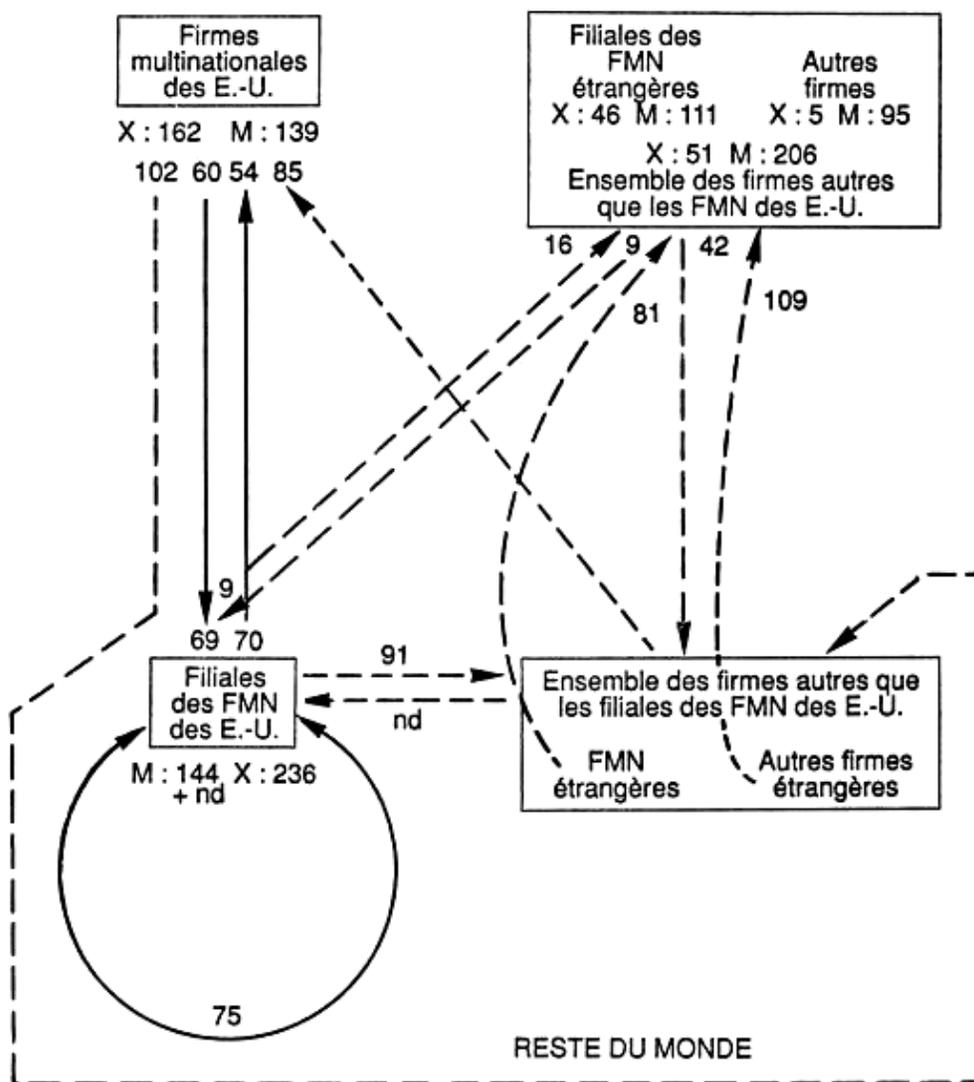


Source : d'après [CEPII 1983], p. 252 et US Department of Commerce, *Survey* 1977. Les deux chiffres marqués * ont été modifiés sur la base des observations de M.-J. Lempérière.

RADIOSCOPIE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DES ÉTATS-UNIS EN 1985
(tous produits) (en milliards de dollars)

[Retour à la table des schémas](#)

TERRITOIRE DES ÉTATS-UNIS
 Exportations 213
 Importations 345



Source : l'actualisation des chiffres de ce tableau a été aimablement réalisée par M. J. Lempérière à partir des statistiques de l'US Department of Commerce.

Enfin les filiales à l'étranger des firmes multinationales des États-Unis réalisent des courants d'échanges importants, tant entre elles (75 milliards de dollars en 1985) que vers d'autres firmes situées hors des États-Unis.

C'est à l'évidence l'ensemble de ces flux, dans leurs spécificités qu'il faudrait pouvoir et savoir analyser quand on étudie l'économie des États-Unis — ou toute autre « économie nationale ».

Avec les groupes multinationaux, leurs investissements, leurs flux commerciaux, leurs mouvements de capitaux, on voit bien s'esquisser une nouvelle dimension de ces « économies nationales/mondiales » qui structurent l'économie mondiale.

Lectures suggérées pour prolonger ou compléter ce chapitre

ANDREFF Wladimir, *Les multinationales*, La Découverte, Paris, 1987.

DUNNING John H. et PEARCE Robert D., *The World's Largest Enterprises*, Gowen, Farnborough, 1981.

GROU Pierre, *La structure financière du capitalisme multinational*, PFNSP, Paris, 1983.

MICHALET Charles-Albert, *Le capitalisme mondial*, PUF, Paris, 1976 ; nouvelle édition 1985.

MUCCHIELLI Jean-Louis, *Les firmes multinationales : mutation et nouvelles perspectives*, Economica, Paris, 1985.

Nations unies (Centre sur les sociétés transnationales), *Les sociétés transnationales dans le développement mondial*, New York, 1983.

PROPOS D'ÉTAPE 2

[Retour à la table](#)

On a, jusqu'ici, décomposé : on a d'abord examiné les grands courants d'échanges internationaux ; puis les grandes zones d'implantation des firmes multinationales. On vient de commencer à voir combien ces deux phénomènes, habituellement étudiés séparément, sont, en fait, intimement imbriqués.

Ces deux premières approches convergent d'une manière forte : par leurs poids, par les réseaux de flux et les espaces qu'ils constituent à l'échelle mondiale, les trois pôles capitalistes jouent un rôle essentiel dans la structuration de ce que l'on nomme l'économie mondiale.

Mais il ne faut pas avoir une vision simpliste : cette structuration s'opère de manière complexe, à travers différents vecteurs ; c'est ce que permet d'approcher l'étude de Gilles Bertin sur la pénétration américaine de l'économie de différents pays (in [Bertin et Wyatt 1986]) ; il a en effet étudié, pour différents pays, la part des États-Unis dans trois vecteurs de la pénétration étrangère : le commerce extérieur, l'investissement direct étranger et les brevets étrangers déposés.

Pour certains pays, la prépondérance américaine est nette dans les trois vecteurs :

**PART DES FIRMES D'ORIGINE AMÉRICAINE
DANS LES TROIS VECTEURS DE PÉNÉTRATION DU PAYS CONCERNÉ
(en %) (3 tableaux)**

[Retour à la table des tableaux](#)

	Commerce	Investissement direct	Brevets étrangers
Canada (1976)	68,8	80,5	60,5
Mexique (1978)	60,4	71,0	54,1
Venezuela (1978)	47,6	57,7	50,4
Colombie (1977)	35,2	70,0	51,5
Équateur (1978)	38,4	37,1	42,5
Pérou (1977)	29,6	39,4	43,3

Source : [BERTIN et WYATT 1986], p. 129.

Aucun doute possible : ces pays appartiennent bien à la zone d'influence américaine.

Mais, pour d'autres pays, la part des États-Unis peut être modeste pour le commerce, mais importante pour l'un ou l'autre des deux autres vecteurs — ou pour les deux.

**PART DES FIRMES D'ORIGINE AMÉRICAINE
DANS LES TROIS VECTEURS DE PÉNÉTRATION DU PAYS CONCERNÉ
(en %)**

[Retour à la table des tableaux](#)

	Commerce	Investissement direct	Brevets étrangers
Argentine (1977)	18,8	58,6	38,9
Japon (1978)	18,6	56,2	41,2
Grande-Bretagne (1978)	10,1	53,0	34,8
Grèce (1977)	5,1	50,2	27,0
Hong Kong (1977)	11,9	46,0	30,1
Australie (1977-1978)	20,8	38,0	46,0
Taïwan (1977)	23,4	43,6	—
Afrique du Sud (1977)	19,1	—	41,0
Philippines (1977)	20,6	27,0	40,3
France (1978)	7,6	39,3	30,7
Brésil (1978)	22,2	27,8	38,5
Espagne (1977)	14,2	35,0	28,4
Indonésie (1977)	12,5	15,6	34,5
Inde (1977)	12,9	—	34,3
Singapour (1977)	12,6	33,0	29,7
Allemagne fédérale (1977)	7,3	31,0	29,8

Source : [BERTIN et WYATT 1986], P. 129.

Certes, il ne s'agit là que d'une photographie — et d'une photographie déjà un peu ancienne. Elle fait cependant clairement apparaître que, pour bien des pays pour lesquels le poids du commerce avec les États-Unis est limité, celui des investissements directs ou des ventes de brevets américains peut être important. Tel était le cas, à la fin des années 1970, pour le Japon, nombre de pays d'Europe et d'Asie et de grands pays de l'hémisphère Sud.

Et finalement, peu nombreux étaient les pays pour lesquels le poids des États-Unis était limité pour chacun des trois vecteurs considérés

**PART DES FIRMES D'ORIGINE AMÉRICAINE
DANS LES TROIS VECTEURS DE PÉNÉTRATION DU PAYS CONCERNÉ
(en %)**

[Retour à la table des tableaux](#)

	Commerce	Investissement direct	Brevets étrangers
Corée du Sud (1978)	20,3	19,2	28,4
Suède (1977)	7,1	—	27,9
Turquie (1977)	6,0	27,0	23,0
Malaisie (1976)	23,0	24,9	24,9
Finlande (1978)	5,0	11,9	22,1

Source : [BERTIN et WYATT 19861, p. 129.

Ces chiffres suggèrent quelques éléments de réflexion : les « économies nationales/mondiales » ne sont pas des ensembles simples, nettement délimités ; ce sont des espaces économiques transnationaux, constitués autour de capitalismes nationaux dominants, à travers une gamme diversifiée et diversement mise en œuvre de vecteurs ; ce sont des espaces mouvants et non figés, avec différentes zones dont le degré et les modalités d'intégration varient.

Si l'on ajoute à cela que les informations disponibles sont fragmentaires, tant par les champs qu'elles couvrent que pour les périodes qu'elles concernent, il faut bien reconnaître que nous sommes, pour l'étude des « économies nationales/mondiales », dans une situation un peu comparable à celle des dessinateurs des cartes du monde au XVI^e siècle. Et le monde que nous voulons saisir est en incessante transformation...

I

UNE ÉCONOMIE INTERNATIONALE/ MULTINATIONALE/MONDIALE

3

Polarisations structurantes, spécialisations et dépendances

[Retour à la table](#)

Relations internationales et espaces multinationaux structurent l'économie mondiale. Les deux chapitres précédents ont confirmé à quel degré les premières et les seconds sont polarisés autour des capitalismes nationaux prédominants.

Ce chapitre doit faire ressortir comment, sur cette base, se structurent, en même temps, l'espace productif mondial et les espaces productifs nationaux ; ou, plus précisément, comment se constituent des spécialisations nationales — plus ou moins subies, plus ou moins déterminantes pour les économies nationales —, spécialisations dont l'imbrication constitue un élément structurant majeur de l'économie mondiale.

Si la bonne vieille division du travail entre pays industrialisés et pays producteurs de produits primaires n'a pas encore entièrement disparu, c'est une nouvelle division des tâches entre pays, plus complexe, plus diversifiée, qui caractérise l'économie mondiale dans les années 1980.

Produits manufacturés et produits primaires

La division du travail associée à la période triomphante du capitalisme industriel s'inscrivait dans un schéma simple :

— les pays capitalistes industriels — et pour les XVIII^e et XIX^e siècles, l'Europe capitaliste — fabriquent et vendent des produits manufacturés (tissus, vêtements, machines, produits métalliques, mécaniques et chimiques...);

— les pays dominés — colonies, pays assujettis, pays indépendants mais dominés — fournissent, selon leurs capacités, produits énergétiques et produits de base (miniers, végétaux, animaux) ou, selon un autre découpage, matières premières et produits alimentaires.

Examinons, selon ce découpage — produits manufacturés et produits primaires —, le commerce mondial en 1984, avec trois grandes régions : pays capitalistes développés, pays en voie de développement, pays à régime étatiste (pays du CAEM et Chine).

Un examen superficiel pourrait induire que l'on retrouve bien le schéma traditionnel : les pays capitalistes développés ne réalisent-ils pas entre les trois quarts et les quatre cinquièmes des exportations de produits manufacturés et plus des deux tiers des importations de produits primaires ? Au contraire, les pays en développement importent près d'un quart des produits manufacturés et exportent plus des deux cinquièmes des produits primaires.

LE COMMERCE MONDIAL EN 1984 PAR GRANDES RÉGIONS DU MONDE
valeur FOB (free on board)

[Retour à la table des tableaux](#)

1. PRODUITS MANUFACTURÉS				
	<i>en milliards de dollars</i>		<i>en pourcentage</i>	
	X	M	X	M
Pays capit. développés	893	762	78,1	66,7
Pays en développement	146	272	12,8	23,8
Pays étatistes	104	109	9,1	915
TOTAL	1 143	1 143	100,0	100,0
2. PRODUITS PRIMAIRES				
	<i>en milliards de dollars</i>		<i>en pourcentage</i>	
Pays capit. développés	319	506	43,6	69,1
Pays en développement	316	151	43,2	20,6
Pays étatistes	96	75	13,1	10,3
TOTAL	732	732	100,0	100,0

X = Exportations ; M = Importations.

Source : [GATT 1986], Appendice, p. 175.

En outre, et cela est conforme au schéma traditionnel, les pays capitalistes sont importateurs nets de produits primaires et exportateurs nets de produits manufacturés, tandis que les pays en voie de développement sont exportateurs nets de produits primaires et importateurs nets de produits manufacturés.

LES GRANDS SOLDES DU COMMERCE MONDIAL EN 1984
entre grandes régions (en milliards de dollars) — sur la base des valeurs FOB —
se présentent ainsi :

[Retour à la table des tableaux](#)

	Produits primaires	Produits manufacturés	Total
Pays capitalistes développés	– 186	+ 131	– 55
Pays en voie de développement	+ 165	– 125	+ 40
Pays à régime étatiste	+ 21	– 6	+ 15

Source : d'après [GATT 1986], Appendice, p. 175.

Cependant, déjà à ce niveau très global d'observation, trois chiffres viennent brouiller le beau simplisme du schéma traditionnel :

- les pays capitalistes importent les deux tiers des produits manufacturés ;
- les pays capitalistes exportent plus de deux cinquièmes des produits primaires ;
- les pays en développement exportent près d'un huitième des produits manufacturés.

L'examen des flux entre les trois régions, pour ces deux catégories de produits, permet d'avancer dans le constat (voir les deux schémas ci-après).

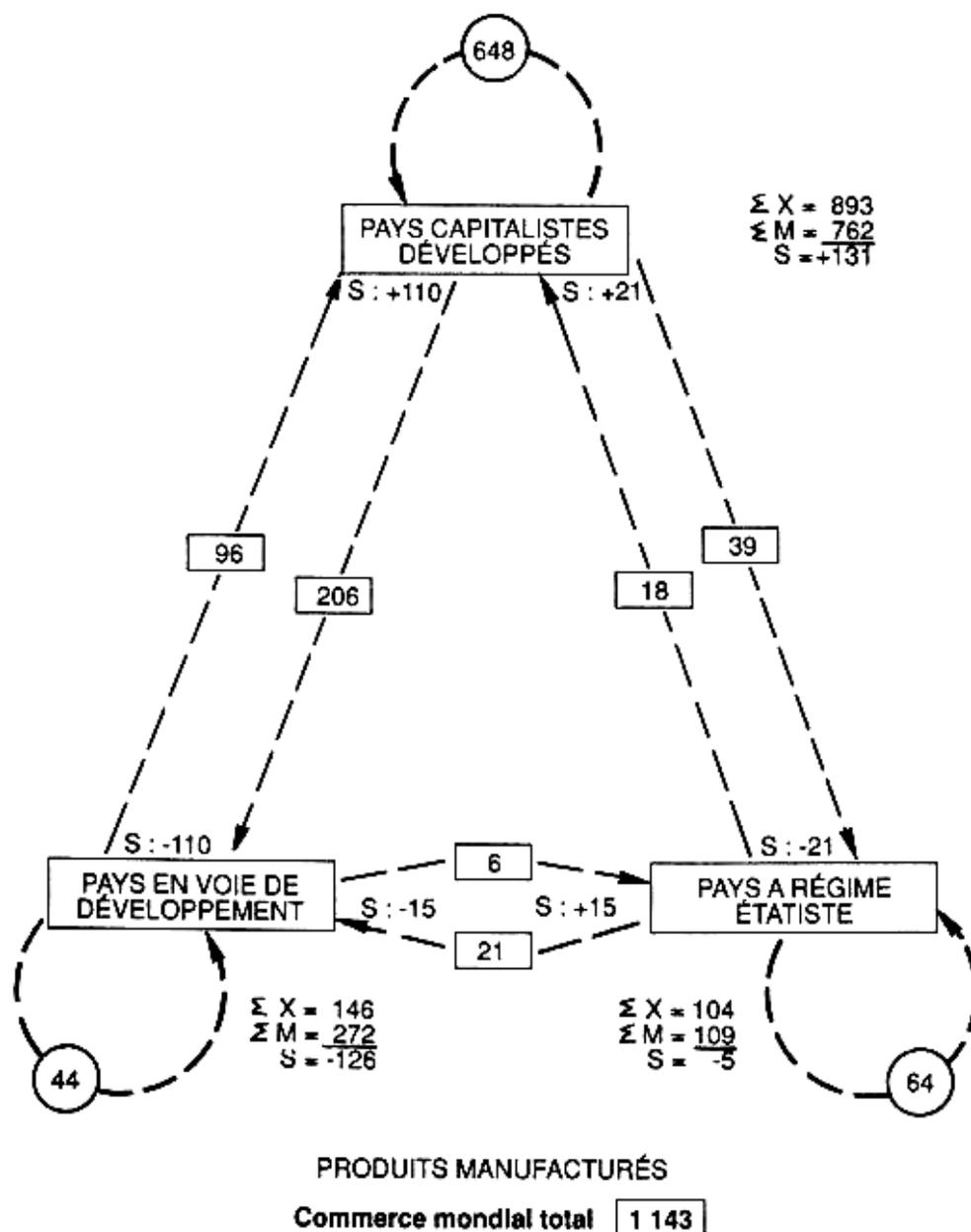
Tout d'abord, l'essentiel du commerce de produits manufacturés des pays capitalistes développés — un peu moins des trois quarts des exportations, plus de quatre cinquièmes des importations — se fait entre ces pays. De même, les trois cinquièmes du commerce des produits manufacturés des pays étatistes restent à l'intérieur de ce groupe de pays. Inversement, le commerce de produits manufacturés entre pays en voie de développement ne représente que 30 % de leurs exportations et seulement 16 % de leurs importations.

Ensuite, s'ils sont largement importateurs de produits manufacturés — notamment en provenance des pays capitalistes développés (pour plus de 200 milliards de dollars en 1984) —, les pays en voie de développement sont aussi

exportateurs de produits manufacturés — y compris, et d'une manière non négligeable, vers les pays capitalistes développés (pour près de 100 milliards de dollars en 1984).

**COMMERCE MONDIAL DES PRODUITS MANUFACTURÉS
PAR GRANDES RÉGIONS DU MONDE EN 1984**
(en milliards de dollars) — valeur FOB (free on board)

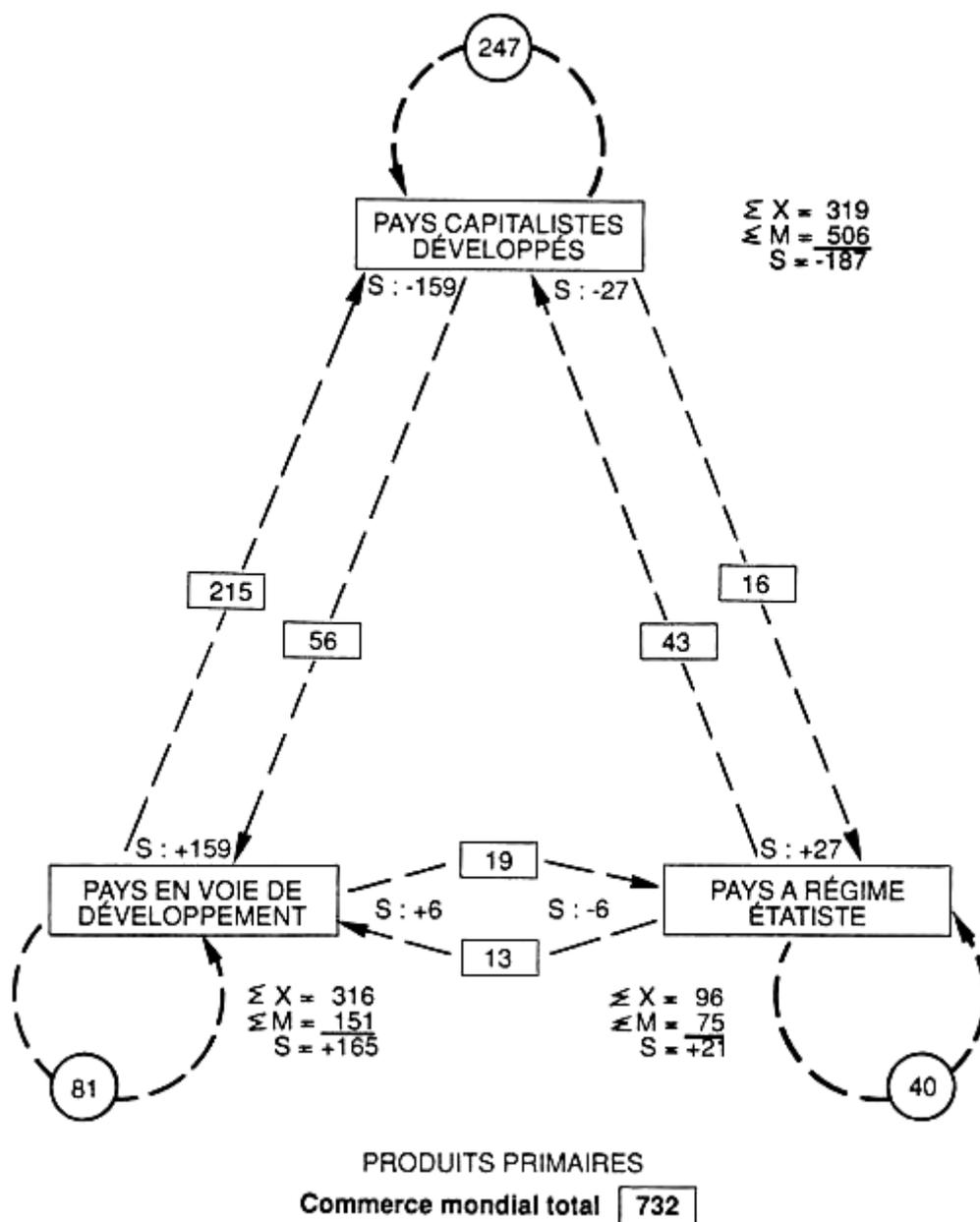
[Retour à la table des schémas](#)



Source : [GATT 1986], Appendice p. 175.

**COMMERCE MONDIAL DES PRODUITS PRIMAIRES
PAR GRANDES RÉGIONS DU MONDE EN 1984**
(en milliards de dollars) — valeur FOB (free on board)

[Retour à la table des schémas](#)



Source : [GATT 1986], Appendice p. 175.

Enfin, si les pays capitalistes développés sont importateurs de produits primaires tant des pays en développement (215 milliards de dollars) que des pays étatiques (43 milliards de dollars), c'est d'autres pays capitalistes développés qu'ils importent la plus grande part (presque la moitié) des produits primaires ; et ils exportent légèrement plus de produits primaires que les pays en développement.

On ne peut donc s'en tenir au schéma traditionnel de la division internationale du travail.

Plus précisément, si l'on prend la liste des principaux pays exportateurs de produits manufacturés en 1984, on trouve, à côté de treize pays capitalistes développés et de trois pays à régime étatique, quatre pays « en voie de développement » : Taïwan, la Corée du Sud, Hong Kong et Singapour.

PRINCIPAUX EXPORTATEURS MONDIAUX DE PRODUITS MANUFACTURÉS EN 1984

[Retour à la table des tableaux](#)

	Valeur en milliards de dollars	Part en %
Japon	163,5	14,3
Allemagne fédérale	144,9	12,7
États-Unis	141,4	12,4
France	68,4	6,0
Italie	62,4	5,4
Royaume-Uni	60,3	5,3
Canada	49,0	4,3
Belgique-Luxembourg	35,3	3,1
Pays-Bas	32,9	2,9
Taïwan	27,7	2,4
Corée du Sud	26,7	2,3
Hong Kong *	26,0	2,3
Suisse	23,6	2,1
Suède	22,6	2,0
URSS	17,6	1,5
Rép. dém. allemande	17,7	1,5
Espagne	16,1	1,4
Tchécoslovaquie	15,0	1,3
Autriche	13,3	1,2
Singapour *	12,1	1,1
Total pays ci-dessus	976,5	85,4
COMMERCE MONDIAL DE PRODUITS MANUFACTURÉS	1 143,5	100,0

* Y compris d'importantes réexpéditions.

Sources : [GATT 1986], Appendice, p. 183, d'après ONU, données commerciales COMTRADE, statistiques nationales et estimations du secrétariat du GATT.

Toutes ces observations concourent vers la même conclusion, l'ancien schéma de division du travail avec deux grandes catégories de produits (produits manufacturés/produits primaires) et deux grandes régions mondiales (pays industriels/autres pays) n'est pas adapté pour rendre compte de l'économie mondiale des années 1980. Celle-ci est plus diversifiée et il faut apporter plus de nuances au tableau.

Une nouvelle division internationale du travail ?

[Retour à la table](#)

On peut avancer en décomposant chaque grande catégorie de produits :

- les produits primaires, en :
 - produits alimentaires ;
 - matières premières, minerais et métaux non ferreux (en bref : matières premières) ;
 - combustibles (c'est-à-dire énergie) ;

- les produits manufacturés, en :
 - produits chimiques et semi-finis (incluant fer, aciers...
 - produits des industries électriques et mécaniques ;
 - produits de consommation (automobiles exclues).

Les soldes des trois grandes zones font ressortir les premiers traits de ce que l'on peut considérer comme la « nouvelle division internationale du travail ».

**SOLDES COMMERCIAUX DES TROIS MONDES
PAR GRANDS GROUPES DE PRODUITS EN 1984**
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

1. PRODUITS MANUFACTURÉS			
	Prod. chimiques et semi-finis	Prod. des ind. électriques et mécaniques	Prod. de consommation (sauf autom.)
Pays capitalistes développés	+ 47	+ 106	- 22
Pays en voie de développement	- 41	- 101	+ 17
Pays à régime étatiste	- 7	- 5	+ 5

2. PRODUITS PRIMAIRES			
	Produits alimentaires	Matières premières	Combustibles
Pays capitalistes développés	+ 5	- 12	- 179
Pays en voie de développement	+ 7	+ 11	+ 146
Pays à régime étatiste	- 12	+ 2	+ 33

Source : d'après [GATT 1986], Appendice, p. 175.

Quatre traits se dégagent :

— la spécialisation des pays capitalistes développés dans les industries de base et les industries mécaniques et électriques — et une forte dépendance des pays en développement pour les produits de ces industries ;

— la forte dépendance des pays capitalistes développés pour l'énergie, dépendance d'abord à l'égard du Sud et secondairement à l'égard de l'Est ;

— le fait que le déficit du commerce des pays capitalistes développés est plus fort pour les produits de consommation (automobiles exclues) que

pour les matières premières, l'un et l'autre étant très inférieurs à celui concernant l'énergie ;

- le déficit marqué des pays à régime étatiste, pris globalement, pour les produits alimentaires.

On peut avancer dans l'analyse à partir, cette fois-ci, non plus de l'examen des soldes, mais de l'analyse des flux :

- *pour les produits alimentaires*, le flux le plus important est celui qui s'effectue au sein des pays capitalistes développés ; les échanges entre ceux-ci et les pays en développement sont à peu près équilibrés ; les pays à régime étatiste apparaissent comme déficitaires, tant par rapport à l'Ouest que par rapport au Sud ;
- *pour les matières premières*, minerais, minéraux et métaux non ferreux, plus de la moitié du commerce mondial s'effectue... entre pays capitalistes développés ; et ceux-ci achètent au Sud comme à l'Est un peu plus qu'ils ne leur vendent ;
- *pour les combustibles*, le commerce mondial total a été, en 1984, de 380 milliards de dollars : les pays capitalistes développés achètent au Sud pour 154 milliards de dollars, à l'Est pour 33, tandis que le commerce interne au monde capitaliste est de 88 milliards ; de même, le commerce interne au tiers monde est de 58, et celui interne à l'ensemble des pays étatistes de 24 milliards de dollars ;
- *pour les produits chimiques*, l'essentiel des échanges se réalise entre pays capitalistes développés (179, sur un commerce mondial de 311 milliards de dollars) ; et ces pays vendent au Sud et à l'Est plus qu'ils ne leur achètent ;
- *pour les produits électro-mécaniques* aussi, l'essentiel des échanges s'effectue entre pays capitalistes développés (379, sur un commerce mondial de 645 milliards de dollars) ; et ces pays vendent au Sud et à l'Est beaucoup plus qu'ils ne leur achètent ;
- *et pour les produits de consommation courante*, près de la moitié des échanges mondiaux s'effectuent entre pays capitalistes développés ; mais là, ceux-ci achètent au Sud et à l'Est plus qu'il ne leur vend.

On peut donc, à grands traits, schématiser les principaux échanges entre les trois mondes (voir page suivante).

Se dégage en tout premier lieu la très grande vigueur des échanges entre les pays capitalistes développés, pour les produits industriels bien sûr, mais aussi pour les autres catégories de produits.

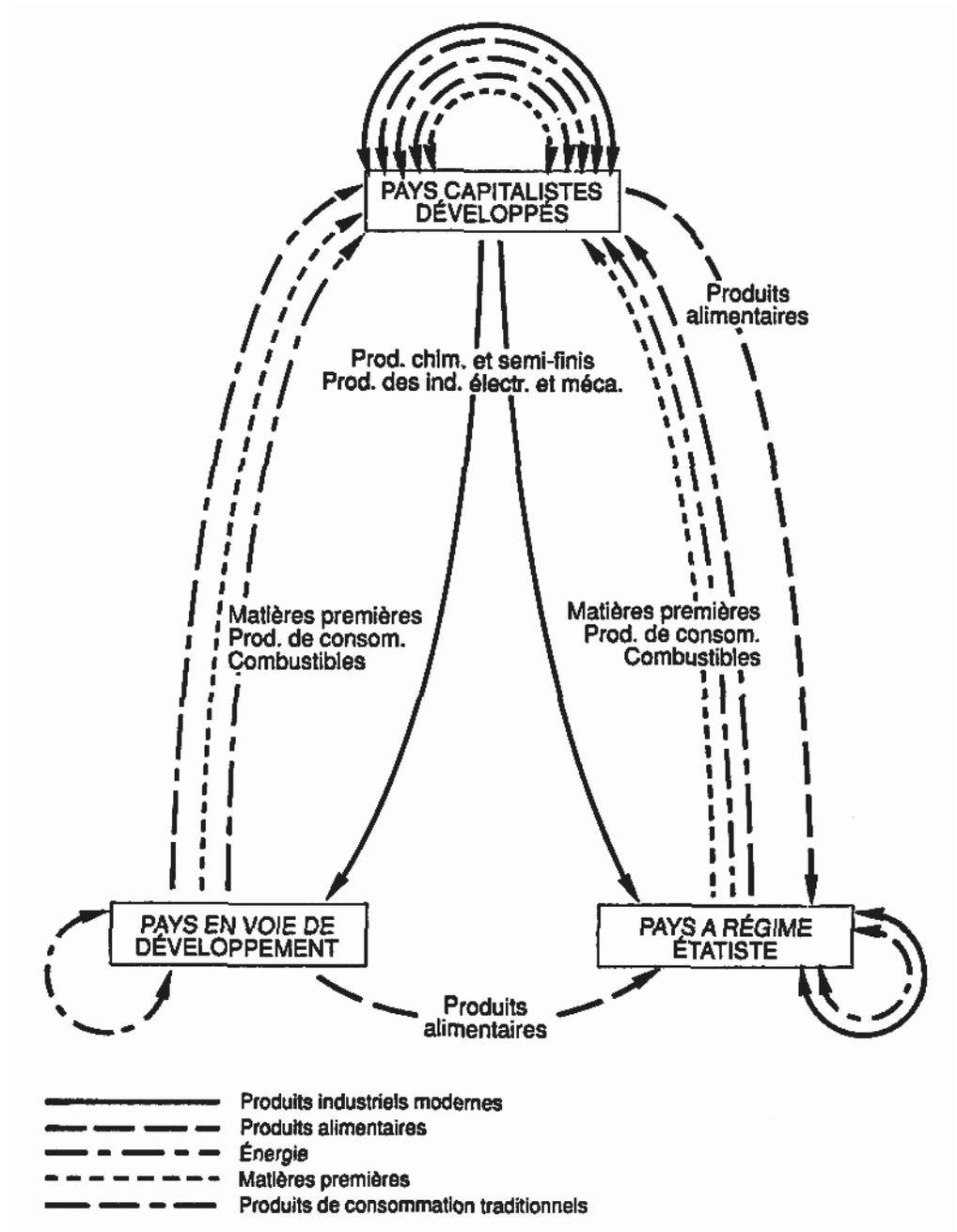
D'autre part, on commence à voir s'esquisser les caractéristiques de la « nouvelle division internationale du travail ». Si les pays capitalistes développés conservent une spécialisation en produits industriels, c'est principalement en produits chimiques et semi-finis et en produits des industries mécaniques et électriques ; et si les pays en développement continuent à approvisionner les autres en matières premières et combustibles, ils leur vendent aussi des produits de consommation traditionnels ; quant aux pays à régime étatiste, si ce n'est leur dépendance en produits alimentaires, ils ont, pris globalement, une spécialisation comparable à celle des pays en développement.

Ce constat appelle immédiatement un degré d'élaboration supérieure. Par exemple, dans les pays en voie de développement, il va falloir distinguer :

- les producteurs d'énergie,
- les producteurs de matières premières,
- les producteurs de produits alimentaires pour l'exportation,
- les pays ayant une industrie produisant des biens de consommation traditionnels,
- les pays qui ont plusieurs de ces atouts, — et ceux qui n'en ont aucun.

**SCHEMA DE LA « NOUVELLE DIVISION DU TRAVAIL »
ENTRE LES TROIS MONDES AU MILIEU DES ANNEES 1980**

[Retour à la table des schémas](#)



Source : d'après [GATT 19861, Appendice p. 175.

De même, pour les pays à régime étatique, il faudra distinguer selon que :

- ils sont ou non producteurs d'énergie,
- ils ont ou non une production agricole suffisante,
- ils sont ou non producteurs de matières premières ou de produits industriels de consommation...

Ainsi, l'ancienne division du travail produits manufacturés/produits primaires permettait une distinction simple entre pays industriels et pays producteurs de produits de base. La « nouvelle division internationale du travail », plus complexe puisqu'elle fait intervenir six grandes catégories de produits, implique la prise en compte d'un nombre plus varié de situations des pays, et cela dans un monde où coexistent deux systèmes socioéconomiques différents (capitaliste et étatique) et — pour simplifier — deux niveaux d'industrialisation et de modernisation très inégaux.

L'imbrication des spécialisations et des dépendances

[Retour à la table](#)

En 1983, le premier rapport du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) a analysé les lignes de forces de cette nouvelle division internationale du travail.

Par pays et groupes de pays, il a fait ressortir les contributions aux soldes courants des échanges des différentes catégories de marchandises : ainsi peuvent être dégagées les spécialisations, les « forces » — types d'échanges significativement excédentaires — et les dépendances, les « faiblesses » — types d'échanges significativement déficitaires ([CEPII 1983], p. 97 et s.).

Cette étude permet donc pour vingt-deux pays ou groupes de pays de faire apparaître pour vingt-deux catégories de marchandises (dont quatre concernant des services) les spécialisations, plus ou moins poussées (les + du tableau) et les dépendances, plus ou moins sensibles (les — du tableau), telles qu'on pouvait les repérer au début des années 1980. Sur ces vingt-deux catégories de produits, nous n'avons retenu que les douze pour lesquelles se dégagent des couples spécialisation/dépendance marqués et significatifs.

Les évolutions des prix (pétrole, matières premières), les fluctuations du dollar, mais aussi les changements structurels (liés ou non aux délocalisations) ont entraîné de sensibles changements au cours des années 1980 — notamment pour l'économie des États-Unis. Cependant, cette « photographie » constitue un excellent document de référence. Elle fait ressortir deux couples principaux de spécialisation (pour certains pays)/dépendance (pour d'autres) :

- l'un concernant l'énergie ;
- l'autre concernant les moteurs, machines et matériels de transport (MMMT).

PRINCIPALES SPÉCIALISATIONS ET DÉPENDANCES AU DÉBUT DES ANNÉES 1980
[Retour à la table des tableaux](#)

Pays OPEP du Moyen-Orient	+++	+									-	-
PVD Afrique noire			+	++	+++			-			--	--
PVD Am. lat.	--	++	+	+	++	++					-	-
PVD Asie« autres »*	-	-	+	+	++	+		+			-	-
Canada			+	+	+		+	-			-	-
Austr./Nlle-Zélande			+		++	++		-			-	-
Afrique du Sud			+	+	+	+	+				--	-
URSS	++	+	+	+		--		-			-	
Mexique	++								-		--	-
Brésil	--		+		++	++		+		-		
Chine	+				-	+		++	-	-	--	-
Inde		--			+			++		-	-	
NPI d'Asie	--				-		+	++		-	-	-
NPI Eur. mér.	--							+		-	-	
Europe centrale	-		-		-	+		+	-		+	+
Pays scand.	-	-				+	+	-				
Italie	--				-	-	+	+			+	
France	--											+
Grande-Bretagne					-						+	
All. féd.	-				-				+	+	+	+
États-Unis	--	-			+			-		+	+	
Japon	----		-		-				+		+	++

* PVD d'Asie autres que les « grands pays d'Asie » et que les NPI d'Asie. (PVD : pays en voie de développement. NPI : nouveaux pays industriels.)

Source : d'après [CEPII 1983], p. 97 à 136.

D'autres couples de spécialisation/dépendances secondaires se révèlent, notamment pour :

- les minerais et les métaux non ferreux ;
- les produits agricoles et alimentaires ;
- le textile ;
- les industries de base (chimie, sidérurgie),
- les services.

Ainsi peut être construit un tableau synthétique des spécialisations et des dépendances qui fait apparaître, pour les vingt-deux pays ou groupes de pays, leur situation par rapport aux deux couples de spécialisation/dépendance principaux — énergie et MMT (place dans le tableau) — et, pour le reste, leurs (autres) spécialisations propres (types de caractère, soulignement, etc.) (voir page suivante).

À l'extrême apparaissent deux pôles :

- d'un côté, les pays à forte spécialisation énergétique et forte dépendance en MMT (pays de l'OPEP du Moyen-Orient et Mexique) ;
- de l'autre, les pays à forte spécialisation en MMT et forte dépendance énergétique (Japon, Allemagne fédérale et États-Unis).

En élargissant, apparaissent :

- comme proches du premier pôle, l'Union soviétique (également spécialisée en minerais et métaux non ferreux) et la Chine (avec sa spécialisation textile) ;
- comme proches du second pôle, les principaux pays d'Europe occidentale (France, Italie,...) et les pays d'Europe centrale.

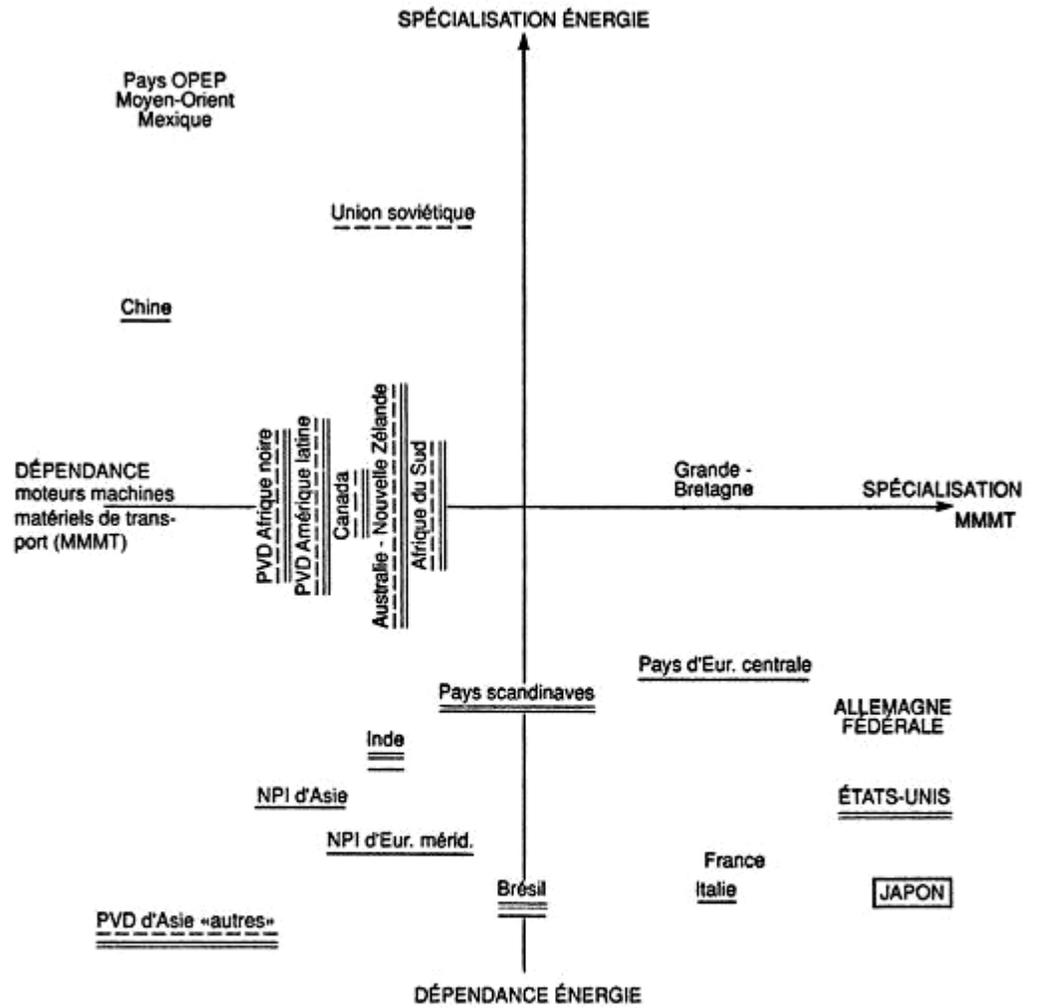
Il est remarquable que les pays les plus puissants dans le commerce international (Japon, Allemagne fédérale, États-Unis) ont à la fois une spécialisation en MMT — moteurs, machines et matériel de transport — et une spécialisation dans les industries de base (sidérurgie, chimie), avec en outre une spécialisation en électronique pour le Japon et en produits agricoles pour les États-Unis.

Deux autres groupes de pays apparaissent :

- les pays spécialisés en produits de base (miniers et/ou agricoles) : à la fois des pays en développement (d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine) et des pays capitalistes développés (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud) ;
- les pays à spécialisation textile : nouveaux pays industriels d'Asie et d'Europe méridionale, mais aussi Inde et Brésil (ces deux derniers pays ayant en outre une spécialisation en produits agricoles), et encore, déjà citée, la Chine.

TABLEAU SYNTHÉTIQUE DES SPÉCIALISATIONS ET DES DÉPENDANCES
AU DÉBUT DES ANNÉES 1980

[Retour à la table des schémas](#)



Autres spécialisations :

Industries de base : nom du pays en CAPITALES

Textile : nom du pays souligné _____

Minerais et métaux non ferreux : nom du pays souligné - - - - -

Produits agricoles et/ou alimentaires : nom du pays souligné =====

Électronique : nom du pays encadré

Ainsi peuvent être repérés, par rapport à la « nouvelle division internationale du travail », cinq grands groupes de pays :

- I. LES PAYS PRODUCTEURS D'ÉNERGIE.
- II. Les pays producteurs de produits de base miniers ou agricoles.
- III. Les pays à industrialisation récente, textile ou autre.
- IV. Les « pays continents ».
- V. LES PAYS À INDUSTRIALISATION COMPLÈTE ET COMPLEXE (et producteurs de services élaborés).

L'examen des structures d'exportation des différents pays permet de tester, et de préciser, cette esquisse : chaque groupe de pays se décomposant en deux, c'est dix catégories de pays qu'il conviendrait de prendre en considération pour l'analyse de la « nouvelle division internationale du travail ».

I. Les pays *producteurs d'énergie* sont essentiellement les pays producteurs de pétrole : que ce soit en totalité ou d'une manière très largement prédominante, ils dépendent de l'exportation de ce produit. Celle-ci représente la quasi-totalité des exportations pour l'Algérie, l'Arabie saoudite, Brunei, l'Irak, l'Iran, la Libye ; elle représente plus de 90 % des exportations des Émirats arabes unis, du Nigéria, d'Oman, du Qatar et du Venezuela ; plus des trois quarts des exportations de Bahreïn, du Gabon et du Koweït ; et plus de deux tiers des exportations pour l'Égypte, l'Indonésie et le Mexique.

Deux types de pays pétroliers sont ordinairement et doivent être distingués, tant sont différents les niveaux de leurs revenus par habitant :

1. les pays peu peuplés et donc à haut niveau de revenu par habitant (pays du Golfe, Libye...)
2. les pays peuplés et à économie plus complexe et plus diversifiée.

II. Les pays *producteurs de produits de base* peuvent être soit spécialisés dans les produits agricoles et alimentaires (Cuba, 82 % des exportations ; Argentine, 77 % ; Côte d'Ivoire, 71 % ; Nouvelle-Zélande, 69 % ; Guatemala, 68 %) [CNUCED suppl. 1986, 1987, p. 136 et s.], soit spécialisés dans les produits miniers et métalliques (Zambie, 93 % des exportations ; Chili, 63 %), soit mixtes (Afrique du Sud, Australie, Cameroun, Malaisie, Pérou, Philippines...). Là encore, deux catégories peuvent être distinguées :

3. des pays capitalistes — anciennes colonies de peuplement à populations relativement peu nombreuses : Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud ;
4. des pays en voie de développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.

III. Les pays à *industrialisation récente* et incomplète sont souvent spécialisés dans les industries dites de main-d'œuvre (textile, vêtements, montages électroniques) ; la part des exportations de produits manufacturés dans les exportations totales atteint 95 % pour Hong Kong, près de 90 % pour Taïwan, 85 % pour la Corée du Sud, 50 % pour Singapour, 46 % pour la Turquie, 43 % pour la Grèce, 42 % pour la Tunisie, 41 % pour le Maroc [CNUCED suppl. 1986, 1987, p. 136 et s.]. Malgré les importantes différences entre ces pays, ils sont souvent englobés dans la même catégorie ; mais il nous paraît nécessaire de distinguer :

5. les « nouveaux pays industriels » d'Asie ;
6. les autres pays à industrialisation récente.

IV. Quatre « pays continents » n'entrent dans aucun de ces groupes. Chacun certes a sa personnalité et ses caractéristiques, mais il semble légitime de distinguer :

7. les « pays continents du tiers monde » (Brésil, Inde, Chine) — la place de la Chine dans cet ensemble étant largement justifiée par les analyses des chapitres 6 et 7.
8. l'URSS, pays continent, qui ne peut plus être considérée comme d'industrialisation récente et qui est fort exportateur d'énergie et de produits de base.

V. Enfin les pays à industrialisation complète et complexe sont — sauf spécialisation complémentaire importante — très majoritairement exportateurs de produits manufacturés.

RÉPARTITION DES EXPORTATIONS PAR GRANDES CATÉGORIES (en %*)
(2 tableaux)

[Retour à la table des tableaux](#)

	Produits alim. et agr.	Combustibles	Minerais et métaux	Prod. manufacturés
Brésil 1983	44	5	17	32
Chine 1984	21	23	3	47
Inde 1981	34		6	59
URSS 1984	1	55	6	22

* L'écart, pour chaque pays, du total par rapport à 100 résulte des produits « non distribués » et de l'arrondissement des chiffres.

Sources : d'après [CNUCED suppl. 1986, 19871, p. 136 et s., [Banque mondiale, *Annuaire statistique*, 1983-1984], p. 937.

RÉPARTITION DES EXPORTATIONS PAR GRANDES CATÉGORIES
(en %) *

[Retour à la table des tableaux](#)

	Produits alim. et agr.	Combustibles	Minerais et métaux	Prod. manufacturés
Allemagne féd. 1985	7	3	8	81
Autriche 1985	9	2	13	76
Belgique 1985	12	6	13	62
Canada 1985	17	14	10	58
Danemark 1985	35	5	3	56
Espagne 1985	17	9	13	61
États-Unis 1985	18	5	3	69
Finlande 1985	15	4	8	72
France 1985	19	4	9	68
Hongrie 1985	24	5	6	63
Italie 1985	9	5	6	80
Japon 1985	1		9	89
Pays-Bas 1985	23	23	5	48
Pologne 1985	12	16	12	59
Royaume-Uni 1985	8	21	5	63
Suède 1985	11	5	11	73
Suisse 1985	4		5	91
Tchécoslov. 1984	5	5	7	80
Yougoslavie 1985	12	3	10	75

* L'écart, pour chaque pays, du total par rapport à 100 résulte des produits « non distribués » et de l'arrondissement des chiffres.

Source : d'après [CNUCED suppl. 1986, 19871, p. 136, s.

On retrouve là :

9. les pays des trois pôles capitalistes : Amérique du Nord, Europe occidentale, Japon.
10. les pays à régime étatique d'Europe.

Sur la base des approches précédentes, nous pensons que la prise en compte de ces dix catégories de pays est la plus adéquate pour l'étude de la « nouvelle division internationale du travail ».

Spécialisations et polarisations principales

[Retour à la table](#)

Deux lignes d'analyse se dégagent donc nettement : d'abord les types de spécialisation qui prédominent dans la division internationale du travail des années 1980 (avec deux domaines cruciaux : énergie et machines/matériels de transport) ; ensuite les regroupements de pays sur la base desquels il apparaît souhaitable de travailler.

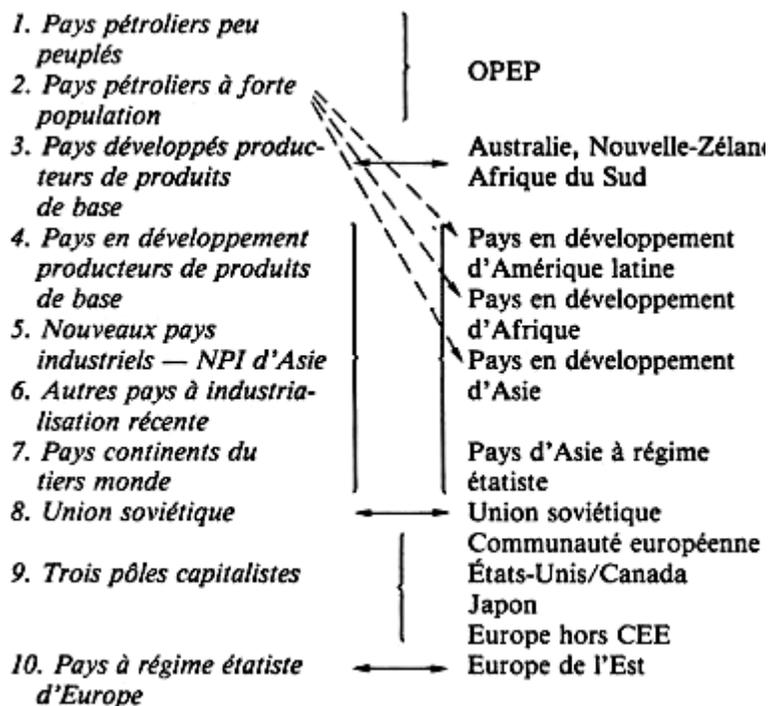
L'obstacle est que, trop souvent, les statistiques ne sont pas présentées dans les formes adéquates, le travail de mise en forme à partir des statistiques par pays et produits étant hors de portée d'un chercheur individuel.

Heureusement, parmi les abondantes sources statistiques sur le commerce mondial (GATT, FMI, Banque mondiale, OCDE...), celles publiées par la CNUCED — Commission des Nations unies pour le commerce et le développement — présentent pour notre recherche deux avantages.

D'une part, elles donnent un découpage socio-économique du monde assez proche de celui auquel nous parvenons :

Découpage auquel nous arrivons dans le § précédent

Découpage utilisé par la CNUCED



Ainsi, sauf pour le tiers monde — où nous préférons une typologie qui mette plutôt l'accent sur les spécificités des pays que sur leur situation géographique —, les statistiques publiées par la CNUCED correspondent assez précisément à notre propre découpage.

D'autre part, ces statistiques présentent les matrices du commerce mondial pour dix catégories de produits :

- produits alimentaires,
- matières premières d'origine agricole,
- engrais et minéraux bruts,
- combustibles minéraux et lubrifiants,
- produits chimiques,
- fer et acier,
- métaux non ferreux,
- articles manufacturés,
- machines et matériels de transport,
- textiles, tissus et articles d'habillement.

Ce découpage permet de bien faire ressortir, pour six catégories de produits, les couples spécialisation/dépendance et les polarisations essentielles dans la période :

l'énergie (combustibles) et les machines et matériels de transport d'abord; et, secondairement, les produits alimentaires, les produits chimiques (produits majeurs de l'industrialisation traditionnelle), et enfin les textiles et autres articles manufacturés (domaine d'industrialisation principale tant pour les « nouveaux pays industriels » que pour les grands, et moins grands, pays du tiers monde).

Nous avons donc étudié, pour les douze groupes de pays ou pays que permettent de connaître les statistiques de la CNUCED et pour ces six catégories de produits, la matrice du commerce mondial en 1984.

Pour chaque catégorie de produits nous avons retenu :

- les principaux pays ou groupes de pays exportateurs,
- les principaux pays ou groupes de pays importateurs,

et nous avons établi la matrice des échanges entre eux. Cela permet de faire ressortir d'abord la concentration du commerce mondial pour chaque catégorie de produits : en effet les exportations globales des cinq principaux exportateurs représentent au minimum 75 % du commerce mondial ; et les importations globales des cinq principaux importateurs au minimum 70 %. Cela permet ensuite de faire apparaître :

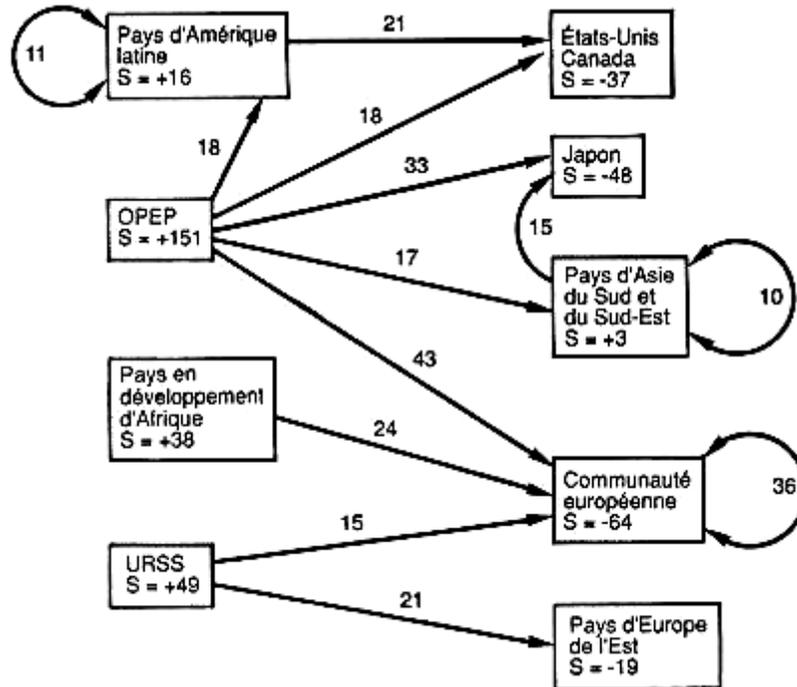
- l'importance souvent très grande du « commerce intra » (intérieur à un groupe de pays) ;
- les principaux flux et les polarisations ;
- les déficits ou excédents bruts de chaque pôle pour chaque catégorie de produit.

Ainsi se dégage le tableau général des spécialisations/dépendances et des polarisations principales de la division internationale du travail des années 1980, que l'on peut, dans un premier temps, présenter par grands groupes de produits : nous le ferons en six schémas, dans lesquels sont seules reprises les catégories de pays nettement prédominantes, soit à l'importation, soit à l'exportation.

Pour *l'énergie*, les principaux flux d'échanges peuvent être ainsi schématisés :

SCHÉMA DU COMMERCE MONDIAL DE L'ÉNERGIE, EN 1984 *
Principaux flux et principaux soldes en milliards de dollars.

[Retour à la table des schémas](#)



S = Solde (X – M).

* Total du commerce mondial en 1984 : 372 milliards de dollars.

Source : d'après [CNUCED suppl. 1986, 1987], p. A 20-23.

Se dégagent fortement :

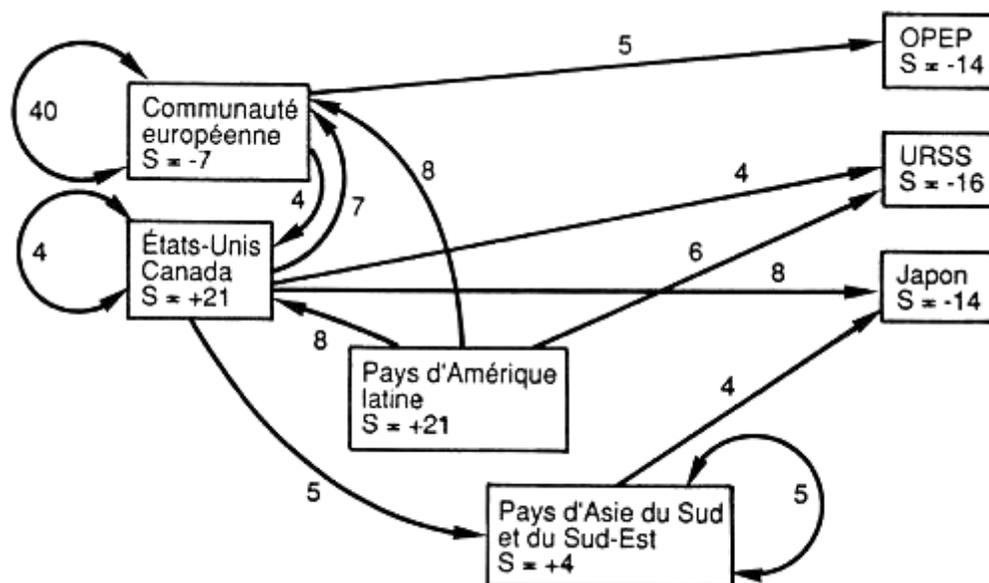
- la prééminence de l'OPEP comme pôle exportateur, seul pôle à approvisionner massivement toutes les régions du monde, à l'exclusion de l'ensemble soviétique ;
- l'émergence de nouveaux pôles exportateurs qui desservent en priorité « leurs » pôles dominants :
 - pour l'Afrique, la Communauté européenne ;
 - pour l'Amérique latine, l'Amérique du Nord ;
 - pour l'Asie, le Japon ;
- la place particulière de l'URSS qui approvisionne bien sûr l'Europe de l'Est, mais aussi l'Europe occidentale.

Le commerce mondial de produits *alimentaires* peut être schématisé ainsi :

**SCHÉMA DU COMMERCE MONDIAL
DE PRODUITS ALIMENTAIRES EN 1984 ***

Principaux flux et principaux soldes en milliards de dollars.

[Retour à la table des schémas](#)



S = Solde (X — M).

* Total du commerce mondial en 1984 : 209 milliards de dollars.

Source : d'après [CNUCED suppl. 1986, 1987], p. A 8-11.

Se dégagent nettement :

- deux pôles exportateurs nets : Amérique du Nord et Amérique latine ;
- trois pôles importateurs nets URSS, OPEP et Japon.

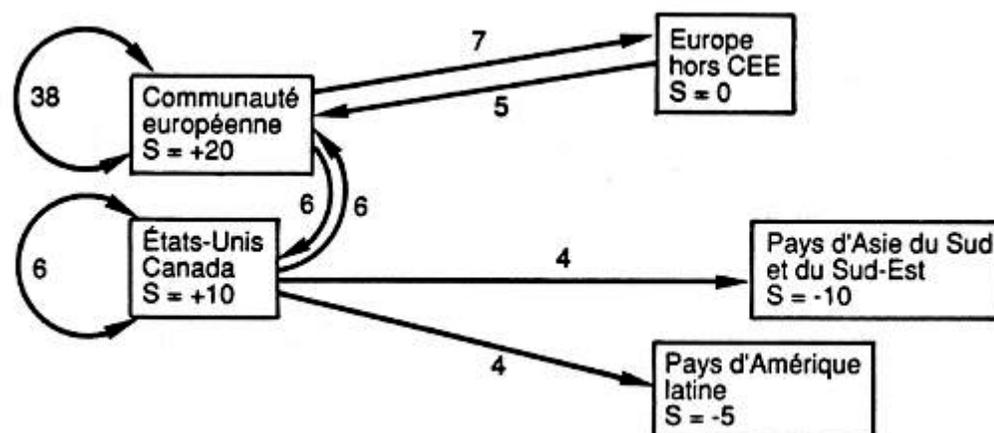
À côté des flux correspondant aux polarisations traditionnelles (CE vers OPEP ; Amérique latine vers Amérique du Nord ; Asie du Sud et du Sud-Est vers Japon), on peut remarquer les flux des Amériques (du Sud et du Nord) vers l'URSS et de l'Amérique du Nord vers le Japon. À noter aussi l'importance du « commerce intra » de la Communauté européenne et le caractère relativement modeste de son solde négatif.

Les principaux flux de produits *chimiques* peuvent être ainsi schématisés :

**SCHÉMA DU COMMERCE MONDIAL
DE PRODUITS CHIMIQUES EN 1984 ***

Principaux flux et principaux soldes en milliards de dollars.

[Retour à la table des schémas](#)



S = Solde (X — M).

* Total du commerce mondial en 1984 : 150 milliards de dollars.

Source : d'après [CNUCED suppl. 1986, 1987], p. A 24-27.

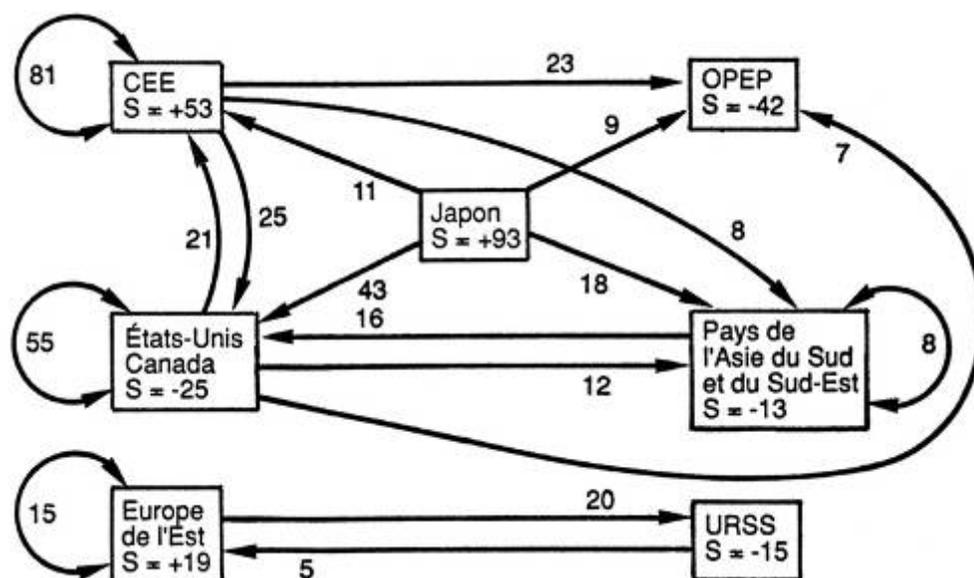
Deux pôles prédominant, avec entre eux d'importants échanges :

- la Communauté européenne qui, outre un commerce « intra » important, commerce avec le reste de l'Europe ;
- l'Amérique du Nord, qui exporte vers l'Amérique latine et l'Asie du Sud et du Sud-Est.

Les principaux flux de *machines et matériels de transport* peuvent donc être schématisé ainsi :

**SCHÉMA DU COMMERCE MONDIAL DE MACHINES
ET MATÉRIELS DE TRANSPORT EN 1984 ***
Principaux flux et principaux soldes en milliards de dollars.

[Retour à la table des schémas](#)



S = Solde (X — M).

* Total du commerce mondial en 1984 : 560 milliards de dollars.

Source : d'après [CNUCED suppl. 1986, 1987], p. A 40-43.

Ce qui prédomine donc, c'est l'ensemble des échanges entre pays capitalistes producteurs de ces machines et matériels, avec deux pôles exportateurs nets, le Japon et la Communauté européenne.

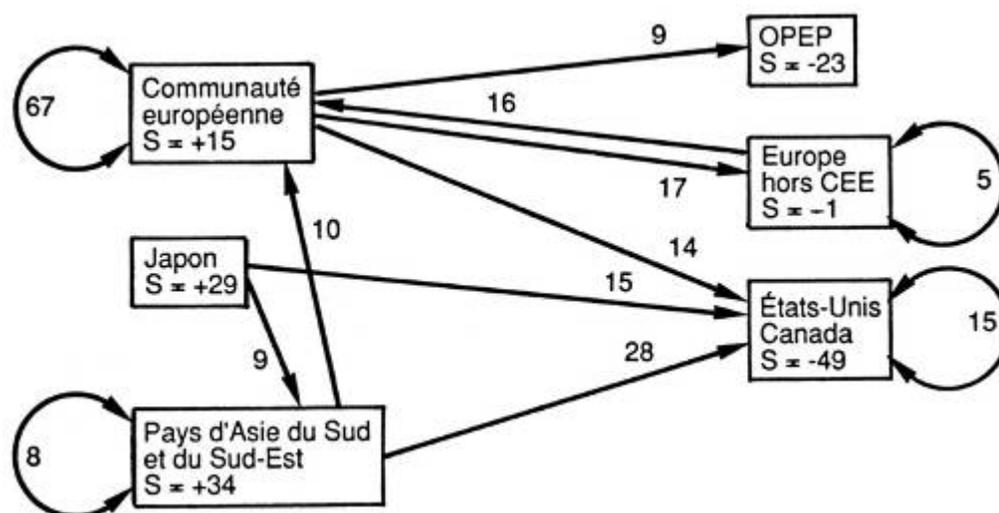
Ce qui frappe aussi, c'est la prédominance de chaque pôle dans sa zone les États-Unis pour le Canada et l'Amérique latine ; l'Europe pour l'OPEP ; le Japon pour l'Asie du Sud et du Sud-Est.

Ce qui surprend, c'est l'importance du flux des pays d'Asie du Sud et du Sud-Est vers les États-Unis : vrai commerce ? Ou livraisons de filiales-ateliers ou d'entreprises travaillant en sous-traitance ? C'est un point qu'il conviendra d'approfondir.

Les principaux échanges d'articles manufacturés (sauf machines et matériels de transport, textiles, produits chimiques) peuvent être ainsi schématisés :

**SCHÉMA DU COMMERCE MONDIAL
D'ARTICLES MANUFACTURÉS EN 1984 ***
Principaux flux et principaux soldes en milliards de dollars.

[Retour à la table des schémas](#)



S = Solde (X — M).

* Total du commerce mondial en 1984 : 358 milliards de dollars.

Source : d'après [CNUCED suppl. 1986, 1987], p. A 36-39.

La place du pôle « Asie du Sud et du Sud-Est » mérite d'être soulignée premier par le solde net d'exportation, deuxième (entre la Communauté européenne et le Japon) par le montant des exportations totales ; ce pôle vend principalement sur les deux grands marchés : l'Europe et l'Amérique du Nord.

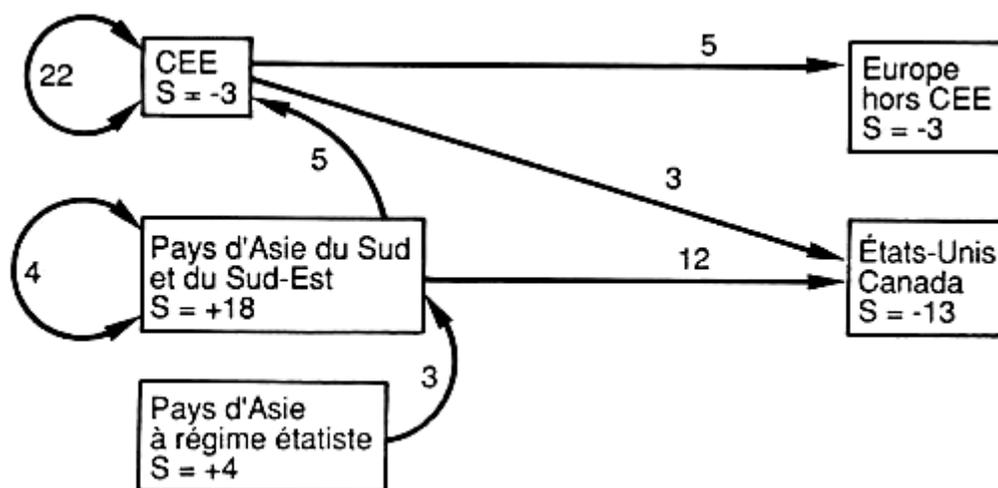
Le déficit des États-Unis et du Canada, pour cette catégorie de produits, est aussi remarquable ; la plus grande part des achats viennent des trois grandes zones exportatrices.

Quant à la Communauté européenne, elle maintient ses relations privilégiées tant à l'égard du reste de l'Europe qu'à l'égard de l'OPEP et, secondairement, de l'Afrique.

Enfin les principaux flux de textiles, tissus et articles *d'habillement* peuvent être schématisés ainsi :

**SCHEMA DU COMMERCE MONDIAL DE TEXTILES
ET HABILLEMENT EN 1984***
Principaux flux et principaux soldes en milliards de dollars.

[Retour à la table des schémas](#)



S = Solde (X — M).

* Total du commerce mondial en 1984 : 118 milliards de dollars.

Source : d'après [CNUCED suppl. 1986, 19871, p. A 44-47.

Les deux pôles exportateurs nets sont en Asie : pays d'Asie du Sud et du Sud-Est et pays d'Asie à régime étatiste ; les trois pôles importateurs nets sont d'une part l'Amérique du Nord et d'autre part la Communauté européenne et le reste de l'Europe.

Au total, si l'on prend le nombre de fois où un pays ou une catégorie de pays apparaît parmi les cinq premiers exportateurs et importateurs pour les six groupes de produits examinés, on obtient un nouveau classement de ces pays ou catégories de pays selon leur participation au commerce mondial.

Ce tableau est un peu biaisé par le fait qu'il regroupe à la fois des groupes de pays (avec leur commerce intra) et deux pays pris isolément (le Japon et l'URSS).

Il confirme cependant bien le contraste entre les pays ou groupes de pays à forte spécialisation, qui apparaissent une fois (ou deux) comme exportateur, et les

pays à économie plus diversifiée ; particulièrement net est le cas de l'URSS, à la fois très spécialisée (énergie) et dépendante (produits alimentaires).

**NOMBRE DE FOIS OÙ LE PAYS OU GROUPE DE PAYS APPARAÎT
PARMI LES CINQ PREMIERS MONDIAUX**

[Retour à la table des tableaux](#)

	Comme exportateur	Comme importateur	Total
Communauté eur.	6	6	12
États-Unis/Canada	5	6	11
Pays d'Asie du Sud et du Sud Est	4	4	8
Japon	4	3	7
Europe hors CEE	2	3	5
OPEP	1	4	5
Pays Amérique latine	2	2	4
Europe de l'Est	2	1	3
URSS	1	1	2
Pays d'Asie à régime étatiste	1	0	1
Australie/Nlle-Zélande	1	0	1
Pays en dév. d'Afrique	1	0	1

La Communauté européenne est présente parmi les premiers exportateurs et les premiers importateurs pour toutes les catégories de marchandises et l'ensemble États-Unis/Canada pour presque toutes. Ensuite viennent les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est, puis le Japon.

Grâce à ces ressources d'exportation, l'OPEP est parmi les premiers importateurs pour quatre catégories de produits.

Si maintenant on fait abstraction des flux internes à chaque zone, et si on prend en compte les seuls « flux principaux » repérés dans les schémas précédents, on peut dresser un schéma qui résume les principales polarisations par catégories de produits.

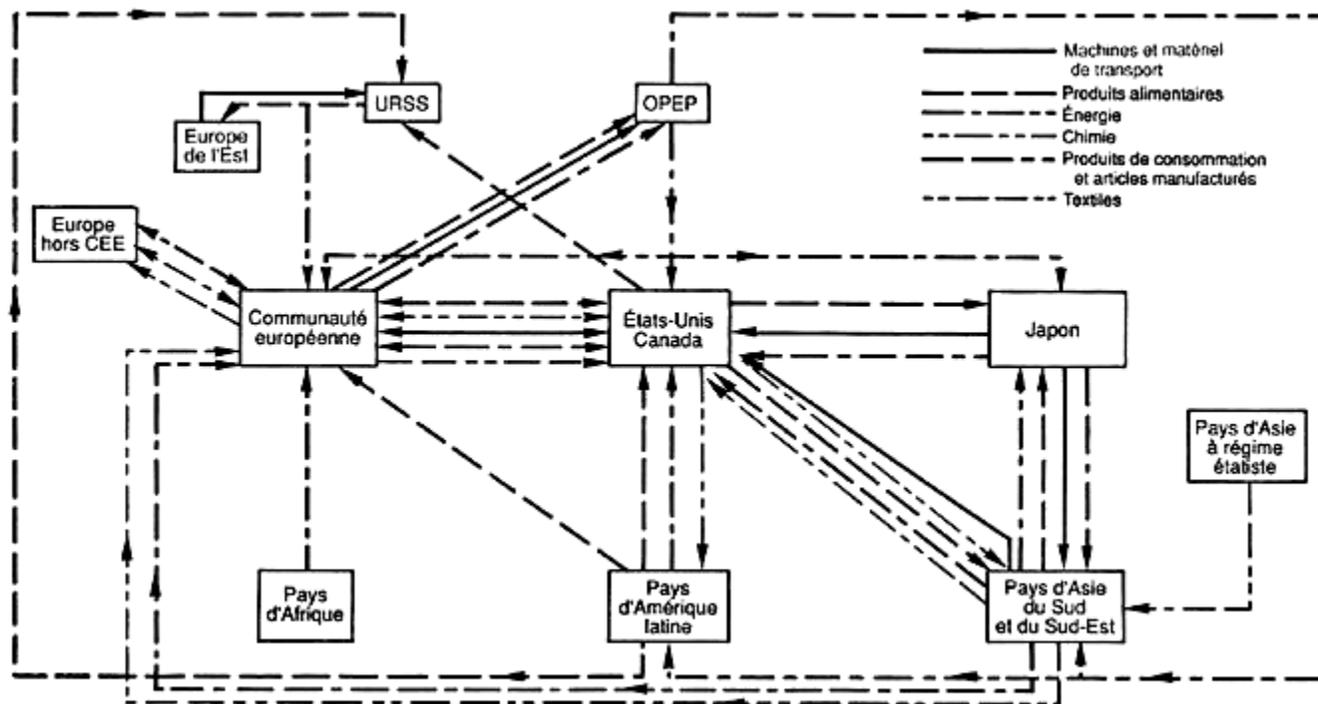
Ce schéma confirme une nouvelle fois la nette prédominance dans le commerce mondial des deux pôles : Amérique du Nord et Communauté européenne, avec, entre les deux, d'importants courants d'échanges concernant toutes les catégories de produits sauf l'énergie :

— l'Amérique du Nord — déclin ou nouvelle spécialisation ? Effet de son affaiblissement ou de son déploiement hors du territoire états-unisien ? — s'approvisionne largement en articles manufacturés en Europe, au Japon et en

Asie ; en machines, au Japon et en Asie ; en textiles, en Asie et en Europe. Elle vend des produits alimentaires à l'Asie, au Japon et à l'URSS et des produits chimiques à l'Asie et à l'Amérique latine ;

SCHÉMA DES FLUX PRINCIPAUX PAR CATÉGORIES DE PRODUITS, EN 1984.

[Retour à la table des schémas](#)



— la Communauté européenne, qui a diversifié son approvisionnement en énergie, vend largement à l'OPEP des produits alimentaires, des machines et des articles manufacturés ; elle a des échanges importants avec le reste de l'Europe et importe d'Asie des quantités appréciables de textiles et d'articles manufacturés.

Deux pôles seconds sont situés en Asie : le Japon et les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est ; pôles fortement reliés par une division du travail de type traditionnel : le Japon fournissant des machines et articles manufacturés et achetant de l'énergie et des produits alimentaires. Curieusement, à part des achats de pétrole à l'OPEP, ses relations avec l'Amérique du Nord et l'Asie du Sud et du Sud-Est, le Japon n'apparaît pas comme ayant des relations commerciales majeures avec les autres groupes de pays, alors que les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est exportent, eux, vers l'Europe articles manufacturés et produits textiles.

Enfin le schéma confirme ce que l'on a déjà pu voir par ailleurs :

- le caractère secondaire et presque marginal par rapport au commerce mondial de l'URSS, des pays d'Europe de l'Est et des pays d'Asie à régime étatique ;
- des relations s'inscrivant dans le type traditionnel de DIT entre l'Amérique du Nord et l'Amérique latine ;
- des relations fortes entre la Communauté européenne et le reste de l'Europe ainsi que l'Afrique (dont les échanges demeurent modestes et donc n'apparaissent sur ce schéma que pour l'énergie).

Au total :

- quatre « pôles actifs » : Amérique du Nord, Communauté européenne, Japon et OPEP ;
- trois zones particulières et « à part » : URSS, Europe de l'Est et pays étatiques d'Asie ;
- trois zones passives ou « plutôt passives » : Europe hors CEE, Amérique latine, Afrique ;
- une zone importante dans le commerce mondial, l'Asie du Sud et du Sud-Est et dont il faudra déterminer la nature : zone relais du Japon, zone atelier des États-Unis, ou nouveau pôle en formation.

D'un autre point de vue les trois pôles capitalistes et la zone d'Asie du Sud et du Sud-Est assurent la plus grande part des exportations, et plus largement du commerce, des produits industriels ; l'Amérique du Nord est devenue, massivement, importateur net ; les trois autres zones sont nettement exportateurs nets :

**SOLDE DU COMMERCE POUR CHAQUE CATÉGORIE
DE MARCHANDISES EN 1984**
(milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

	Japon	Communauté européenne	États-Unis Canada	Asie du Sud et du Sud- Est
Machines et matériels de transport	+ 93	+ 53	- 25	- 13
Produits de la chimie	+ 1	+ 20	+ 10	- 10
Articles manufacturés	+ 29	+ 15	- 49	+ 34
Textile, habillement	+ 1	- 3	- 13	+ 18
Total des quatre catégories de marchandises	+ 124	+ 85	- 77	+ 29

Source : d'après [CNUCED suppl. 1986, 1987], p. A 1 et s.

L'OPEP reste le premier fournisseur mondial d'énergie ; mais, avec l'URSS, d'autres pays des trois continents du tiers monde approvisionnent maintenant, pour partie, « leurs » pôles.

Et l'Amérique du Nord se retrouve, avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Amérique latine, fournisseur de produits alimentaires : une manière de renversement de la division internationale du travail traditionnelle.

Multiplicité et diversité des imbrications

[Retour à la table](#)

Le tableau ainsi tracé a l'indéniable avantage de faire apparaître des structures majeures de l'économie mondiale des années 1980 : couples spécialisations/dépendances, polarisations, courants d'échanges majeurs.

Il faut cependant immédiatement, sinon le corriger, le nuancer, ou le compléter, indiquer les voies par lesquelles il devrait l'être.

Tout d'abord, il est limité aux échanges de marchandises. Or la production et l'échange des services deviennent de plus en plus importants dans la période contemporaine. Selon Pascal Petit (*La croissance tertiaire*, Economica, 1988, p. 126), les exportations de services ont représenté en 1984 près du cinquième des exportations américaines de marchandises (18,7 %) et près du quart des exportations de marchandises de la Communauté européenne (24,4 % pour la Communauté des 10).

Selon une étude de Siegfried Schultz (*Bulletin* de l'EADI, 1985-2), les trois pôles capitalistes et l'Europe hors CEE assuraient, en 1981, 71 % des exportations de services, soit :

Communauté européenne : 40,4 %
Europe hors CEE : 13,6 %
États-Unis : 10,9 %
Japon : 6,1 %

Les pays qui avaient les soldes positifs (en milliards de dollars) les plus importants étaient la Grande-Bretagne (+ 8), les États-Unis (+ 7), l'Espagne (+ 6), l'Italie et Singapour (+ 5), la Suisse et la France (+ 4). Les pays qui avaient les déficits les plus marqués étaient l'Allemagne de l'Ouest (– 21), le Japon (– 14) et l'Arabie saoudite (– 10). Un tableau complet des spécialisations devrait donc intégrer les services : transports, voyages et tourisme, autres services (commerciaux, bancaires, financiers, d'assurances, etc.), ce que les statistiques disponibles ne permettent pas de faire d'une manière cohérente avec l'étude des échanges de marchandises.

En deuxième lieu, le tableau qui vient d'être dressé est brossé à très gros traits : il faudrait entrer dans un détail beaucoup plus fin puisque certaines spécialisations sont saisissables au niveau du produit ; et d'autres concernent, pour un même produit, des spécificités qui échappent aux nomenclatures statistiques. Pour une étude globale de l'économie mondiale, il est évidemment hors de question d'aller plus avant dans la recherche fine des spécialisations par produit et des « spécialisations intra-industries » (cf. Bela Balassa in [Bourguinat (dir.) 1982]) ; mais il importe de savoir que ces spécialisations existent et se trouvent au cœur de ce que nous avons pu considérer comme des doubles flux dans la même catégorie de marchandises. Derrière les principaux phénomènes de polarisation et de spécialisation/dépendance que nous avons mis en évidence, existe donc un réseau beaucoup plus fin et serré d'innombrables polarisations et rapports de spécialisation/dépendance.

Cet affinement s'accroît avec le degré d'élaboration technologique : il va jusqu'à contribuer à la structuration des productions des firmes clientes et des firmes fournisseurs, ce qui a conduit Marc Humbert à proposer le concept d'« interspécialisation structurante » (cf. le *Cahier* 1-2 1985 du Centre de développement de l'université de Rennes, p. 76).

En troisième lieu, nous nous en sommes tenus, pour l'essentiel, parce que la matière sur laquelle nous travaillons est ainsi construite, à analyser les flux interterritoriaux, les spécialisations des économies territoriales, les polarisations autour d'une économie nationale territorialisée. Or l'analyse en termes de système national/mondial hiérarchisé exigerait — nous l'avons vu dans le chapitre précédent — de prendre en compte les espaces transnationaux des firmes et de

reconstruire les comptes de ces « économies nationales/mondiales dominantes » qui structurent l'économie des autres nations et du monde : nous avancerons dans cette voie dans le chapitre 5.

Le repérage par secteurs et par pays d'origine des principales firmes mondiales était fortement les observations précédentes. Ainsi, si l'on prend, pour chaque grand secteur les douze premières firmes du monde capitaliste en 1987, elles se répartissent par pays de la façon suivante :

NATIONALITÉ DES PRINCIPALES FIRMES MONDIALES DE CHAQUE SECTEUR

[Retour à la table des tableaux](#)

	Métall. sidérurgie	Mat. électr.et électronique	Chimie	Auto- mobile	Ordina- teurs, bureautique	Agro- alimentaire	Raffin. pétrole	Aéro- nautique	Total
É.-Unis	2	2	3	3	5 + 4*	6	7	10	38 + 4*
Japon	3	4		3	3 - 1*				13 - 1*
All. Féd.	2	1	3	2	1 - 1*				9 - 1*
France	1	1	1	2	1 - 1*	1	1	1	9 - 1*
Gr-Bret.			1		1 - 1*	2,5 **	1,5 **	1	7 - 1*
	Métall. sidérurgie	Mat. électr.et électronique	Chimie	Auto- mobile	Ordina- teurs, bureautique	Agro- alimentaire	Raffin. pétrole	Aéro- nautique	Total
Italie	1		1	1	1		1		5
Hollande		1	1			0,5 **	0,5 **		3
Corée S.		3							3
Suisse			1			1			2
Canada	2								2
Espagne	1								1
Norvège			1						1
Suède				1					1
Af. du Sud						1			1
Brésil							1		1
ENSEMBLE	12	12	12	12	12	12	12	12	96

* Dans le secteur « ordinateurs, bureautique » se situent, parmi les douze premières, cinq sociétés américaines (dont IBM) plus les quatre filiales d'IBM au Japon, en RFA, en France et en Grande-Bretagne.

** Dans l'agro-alimentaire, comme dans le raffinage du pétrole, figurent parmi les douze premières mondiales une société anglo-hollandaise.

Source : *Fortune*, 25 avril et 1^{er} août 1988.

On retrouve la tripolarisation du monde capitaliste :

- États-Unis/Canada : 44 firmes,
- Communauté européenne : 31 firmes,
- Japon : 12 firmes,

avec la puissance de l'Europe, et du Japon dans les secteurs de base et l'automobile, et celle des États-Unis dans les secteurs de pointe (ordinateurs, aéronautique) mais aussi le raffinage du pétrole et l'agro-alimentaire.

Mais en même temps la prise en compte des firmes multinationales remet en cause l'interprétation des résultats qui se dégagent de l'analyse des statistiques territoriales, telles que celles du commerce international. L'exemple d'IBM est, à cet égard, significatif : apparemment, il y a, dans l'industrie des ordinateurs, parmi les douze premières firmes mondiales, cinq américaines, trois japonaises, une allemande, une française, une britannique et une italienne ; mais si l'on considère comme américaines les filiales d'IBM au Japon, en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne, on a neuf américaines, deux japonaises et une italienne.

Plus profondément, il n'est plus possible de parler simplement d'une économie nationale. Ainsi, d'une manière caricaturale pour certains pays d'Asie : ne doit-on pas examiner quel est le poids des firmes étrangères dans leur production et leur commerce ? Ne s'agit-il pas, pour certains, de zones relais ? ou même de territoires ateliers ? Le concept d'« économie nationale/mondiale » devrait permettre d'y voir plus clair ; mais sa mise en œuvre systématique nécessiterait de profondes transformations et améliorations des statistiques nationales et internationales.

Car, finalement, on reste très superficiel en analysant les flux commerciaux entre territoires nationaux ; il faut regarder de plus près la nature de chaque flux : commerce simple entre deux firmes indépendantes ou équivalentes ; ou commerce entre une firme dominante et sa sous-traitante locale ; ou commerce interne à un groupe multinational ; ou commerce maîtrisé par une firme de négoce international imposant, pour l'essentiel, ses conditions tant à ses fournisseurs qu'à ses acheteurs... Il faudrait analyser la nature du marché. Il faudrait, plus avant, étudier les formes de production, le rôle de l'État, des firmes nationales, des firmes étrangères, tant dans le pays d'exportation que dans le pays d'importation : à la limite c'est une analyse fine des rapports sociaux et économiques, dans chaque secteur de production et d'échange, et pour chaque pays concerné, qui serait nécessaire.

Au total, derrière ce qui reste de l'ancienne division du travail à deux grands groupes de produits et deux grandes catégories de pays, se dessine une nouvelle division internationale du travail plus diversifiée, plus complexe, avec une dizaine de groupes de produits et une dizaine aussi de catégories de pays ; et, s'ajoutant à ces imbrications fondamentales, toute une efflorescence d'imbrications, innombrables et diverses. Des unes comme des autres, se déconnecter n'est guère facile ; pour ne pas dire que c'est, le plus souvent, tâche impossible.

Lectures suggérées pour prolonger ou compléter ce chapitre

BALASSA Bela, *Change and Challenge in the World Economy*, MacMillan, Londres, 1985.

CEPII – Centre d'études prospectives et d'informations internationales, *Économie mondiale : la montée des tensions*, Economica, Paris 1983. *Économie mondiale 1980-1990 : la fracture ?*, Economica, Paris 1984. FOUQUIN Michel (dir.), *Industrie mondiale : la compétitivité à tout prix*, Economica, Paris, 1986.

LAFAY Gérard, *Dynamique de la spécialisation internationale*, Economica, Paris, 1979.

PROPOS D'ÉTAPE 3

[Retour à la table](#)

Il avait quelque chose de bien cadastré, le capitalisme de l'âge industriel ¹, en gros de 1830 à 1970 : avec ses économies nationales bien délimitées en leurs frontières, et donc des exportations et des importations de marchandises, des entrées et des sorties de capitaux, l'émigration et l'immigration ; et, indissociables, les statistiques de l'économie nationale, de la balance commerciale et de la balance des paiements, et les études — complémentaires — de l'économie nationale et de l'économie internationale.

Il a quelque chose de mouvant, de mêlé, d'insaisissable, le capitalisme de l'âge informationnel ² qui se met en place à partir des années 1970 : avec des économies nationales/mondiales qui se déploient à travers firmes multinationales, banques multinationales, officines aux multiples implantations, et l'imbrication, dans des espaces que décrivent mal les frontières des États souverains, de complexes systèmes d'information, décision, paiement, crédit, spéculation.

Du national naît l'international. De l'un et l'autre, le multinational, qui porte en lui une transformation du national et de l'international. Et de l'ensemble découle le mondial. Ce qui est vrai pour les marchandises matérielles l'est plus encore pour une large gamme de services, et plus encore, et plus profondément, pour l'information, et ce condensé d'information économique et financière que constitue la monnaie, avec ses constellations de flux, soldes et taux.

Ces nouveaux liens du national, de l'international et du multinational, déjà repérables pour les marchandises matérielles, deviennent essentiels, parce que consubstantiels, pour les réalités monétaires et financières : réalités profondément enracinées dans l'économie, la production, les échanges — mais trop souvent étudiés en elles-mêmes.

La crise du dollar ? Son brusque enchérissement et son progressif affaiblissement ? Indissociables de l'évolution de l'économie états-unisienne, de sa

¹ Ou, puisque tout se transforme par stratification/mutation, le capitalisme agro-mercantomanufacturo-industriel.

² Ou, puisque tout se transforme par stratification/mutation, le capitalisme agro-mercantomanufacturo-industriel-informationnel.

place dans le système mondial, des rapports de forces entre elle et les économies ouest-allemande et japonaise.

L'économie d'endettement international ? Indissociable des multiples déséquilibres nationaux/internationaux, des États-Unis, des autres pôles capitalistes et de grands pays du tiers monde. Indissociable aussi des politiques de stabilisation et de ralentissement de l'activité économique, au Nord, dans la première moitié des années 1980.

La marée de la spéculation internationale ? Indissociable de ces déséquilibres et de cet endettement croissants, de cette incertitude accentuée par les déréglementations nationales, mais aussi de la multinationalisation des banques et des organisations financières et de la prolifération des nouveaux instruments financiers.

Bref le système de paiements internationaux est une composante de l'économie mondiale. Et dans un système national/mondial hiérarchisé où s'accroissent et se transforment les réalités internationales et multinationales, il n'est pas étonnant que lui aussi se transforme en se complexifiant : la monnaie de l'économie dominante continue d'y jouer un rôle prééminent mais elle-même se multinationalise, jusqu'à « faire rejet » à l'étranger sous forme de xéno-monnaie — monnaie d'un pays créée par des crédits accordés par des banques (de ce pays ou étrangères) implantées à l'étranger et permettant d'opérer des paiements dans le monde entier.

Mais les monnaies des autres pays dominants jouent aussi leur rôle à la fois complémentaire et concurrent. Et dans certains pays aux monnaies faibles et incertaines, toute une part de l'économie fonctionne en référence — masquée ou manifeste — à la monnaie d'un autre pays, dominant bien sûr. Entre ces monnaies nationales, qui font le système de paiement international, tout un jeu complexe de compensations, soldes, crédits, taux (de change et d'intérêt), arbitrages, en fonction desquels interviennent et jouent sans cesse banques et acteurs financiers, qui de plus en plus, aujourd'hui, sont nationaux/multinationaux/mondiaux.

Dans le domaine monétaire et financier aussi — et particulièrement dans ce domaine —, le système habituellement présenté comme « international » est, en fait « national/international/multinational/mondial », et, bien sûr, hiérarchisé.

I

UNE ÉCONOMIE INTERNATIONALE/ MULTINATIONALE/MONDIALE

4

Système monétaire international et monnaies nationales dominantes

[Retour à la table](#)

Les manuels d'économie ont leurs repères : systèmes monétaires internationaux fondés sur l'étalon or, sur l'étalon de change or, sur l'étalon dollar ; changes fixes ou changes variables... Il y a bien sûr quelque chose d'indéniable dans les mécanismes ainsi décrits. Mais l'histoire du capitalisme fait apparaître que c'est toujours autour d'une monnaie nationale, celle de l'économie prédominante, avec son appareil bancaire et financier implanté dans les points principaux du réseau des échanges mondiaux, et capable d'opérer en tout point, que s'articule un système monétaire et financier mondial efficient. Plus que l'or, au XIX^e siècle, ce furent la livre sterling et la place de Londres ; plus que le système de Bretton Woods, après la Seconde Guerre mondiale, ce furent le dollar et les banques et places financières des États-Unis.

Aujourd'hui, comme entre les deux guerres, il n'y a plus d'économie hégémonique. À la lumière du passé, les experts s'interrogent : vers où allons-nous ? Vers un système à nouveau dominé par le dollar ou vers un système où les règles internationales renouvelées s'imposeraient à tous ? Ou vers un système dominé par le yen ? Ou, encore, vers un système multidevises ¹ ?

¹ Voir par exemple [BOURGUINAT 1985], [AGLIETTA 1986] et [CEPII 1986].

Ces questions ne sont pas fausses, mais elles sont probablement trop parcellaires, comme borgnes. Elles ignorent le changement qui s'opère en profondeur : avec des opérateurs présents — physiquement ou à travers la télécommunication — en chaque place importante du système financier ; avec des opérations qui s'exercent en temps continu, accompagnant — physiquement (ouverture et fermeture des banques et des bourses) et à travers la télécommunication — l'inlassable rotation du jour et de la nuit autour de notre terre ; avec la possibilité pour des grands opérateurs (bancaires, financiers, industriels, commerciaux) d'échapper aux contraintes et contrôles de « leur » puissance étatique tutélaire ; avec la faiblesse relative — si ce n'est l'estime et le respect qu'on leur doit, et sur lesquels repose en partie le fragile édifice — des banques centrales nationales, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), par rapport aux immenses masses monétaires et financières qui se créent, se traitent, se négocient en permanence dans le monde.

Beaucoup a été écrit, depuis les années 1960, sur la nécessaire réforme du système monétaire international. Et si, dans les faits et à l'écart des idées des experts, s'étaient mis en place, depuis une quinzaine d'années, les bases d'un système de paiements internationaux profondément renouvelé ?

Et puisqu'on ne doit jamais ni dissocier le monétaire et le financier de l'économique, ni négliger les aspects techniques de leur fonctionnement, ce renouveau s'enracinerait dans :

- les déficits internationaux qui se sont accentués depuis 1973 ;
- la multinationalisation des banques et des organismes financiers ;

- les progrès de l'informatique et des télécommunications qui créent des conditions nouvelles de stockage, diffusion, circulation et traitement de l'information, en temps réel, à l'échelle du monde ; ce qui multiplie les opportunités d'arbitrage et de spéculation (sur les actifs, les taux de change et les taux d'intérêt, pour le présent et le futur), d'où un foisonnement de « nouveaux instruments financiers » et une redoutable complexification de la gestion financière qui ne peut, aujourd'hui, qu'être nationale/internationale/multinationale/mondiale.

Une avalanche de déséquilibres

[Retour à la table](#)

Le phénomène est bien connu. Il s'enracine dans le délitement progressif des disciplines monétaires internationales. Délitement que beaucoup expliquent par la « crise » du système monétaire international et qui en fait accompagne la fin de la période hégémonique des États-Unis commencée avec la Seconde Guerre mondiale : la suppression de la possibilité pour les instituts d'émission de convertir

en or leurs avoirs en dollars et la double dévaluation du dollar au début des années 1970, puis l'officialisation de la flexibilité des taux de change en ont marqué les principales étapes.

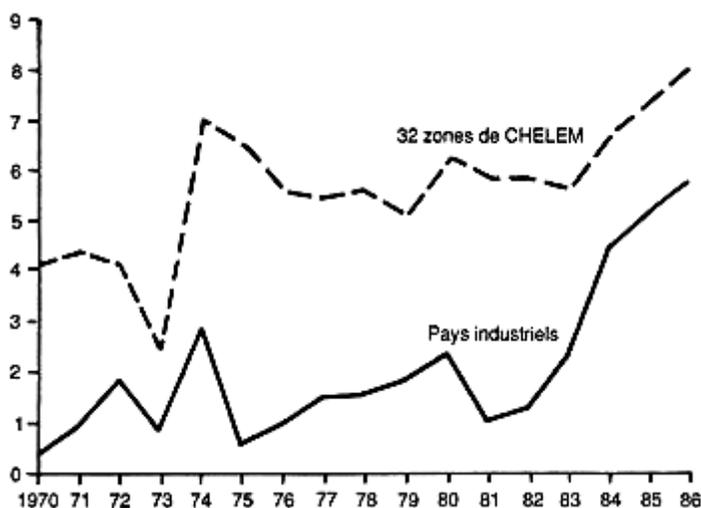
Il accompagne donc les soubresauts qui ont marqué le début de la troisième grande crise du capitalisme mondial (cf. [Beaud 1981, nouvelle éd. 1987]) et va s'accroître au fur et à mesure des développements de cette crise. Il est nourri par la montée de l'économie d'endettement, tant dans de nombreux grands pays capitalistes qu'à l'échelle internationale. Et multipliant à la fois les flux internationaux et les incertitudes, il favorise l'essor de la spéculation internationale.

Il se situe dans une période où le poids des échanges s'est fortement alourdi : les échanges de marchandises, qui représentaient 9 % du produit mondial en 1967, en représentent 14 % en 1985 ; et le poids total des opérations courantes est passé de 12 % à plus de 20 %. (A. Brender et V. Kessler, *Économie prospective internationale*, 4^e trim. 1987, p. 9.)

Dans ce cadre, l'importance des déficits courants s'est fortement accrue : déficits des zones du monde les moins industrialisées après 1973 ; et, de plus en plus, après 1981, déficits des grands pôles capitalistes.

LA CROISSANCE DES DÉFICITS COURANTS (en % des échanges courants mondiaux)

[Retour à la table des schémas](#)



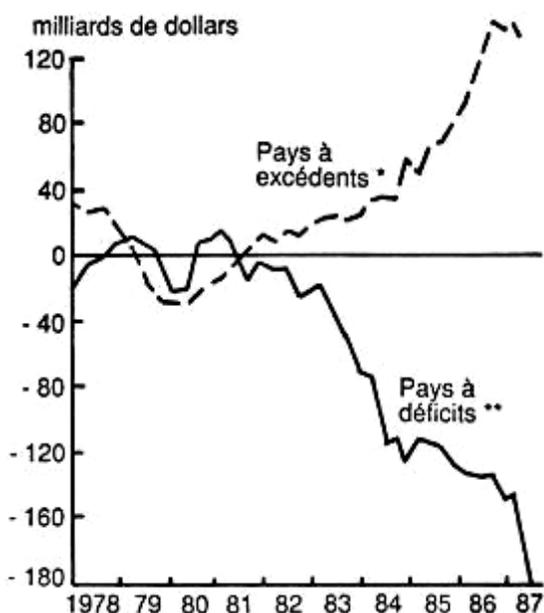
Rapport de la somme des déficits courants à la valeur des échanges courants mondiaux. Les déficits sont additionnés d'une part au niveau de l'ensemble des 32 zones CHELEM, d'autre part au niveau des zones industrielles (États-Unis, Japon, CEE et Pays alpins).

Source : CEPII, banque de données CHELEM, in A. BRENDER et V. KESSLER, *op. cit.*, p. 20.

C'est, dans les années 1980, dans les pays capitalistes développés que sont générées les plus grandes masses des déficits et des excédents : le graphique publié dans le bulletin de la Morgan Guaranty Trust Co. de New York, qui ne retient que sept grands pays capitalistes — deux pays excédentaires, Allemagne fédérale et Japon, et cinq pays déficitaires, États-Unis, France, Italie, Grande-Bretagne et Canada —, est particulièrement expressif.

**BALANCES DES PAIEMENTS COURANTS
DE SEPT PAYS CAPITALISTES**
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des schémas](#)



* Allemagne fédérale et Japon

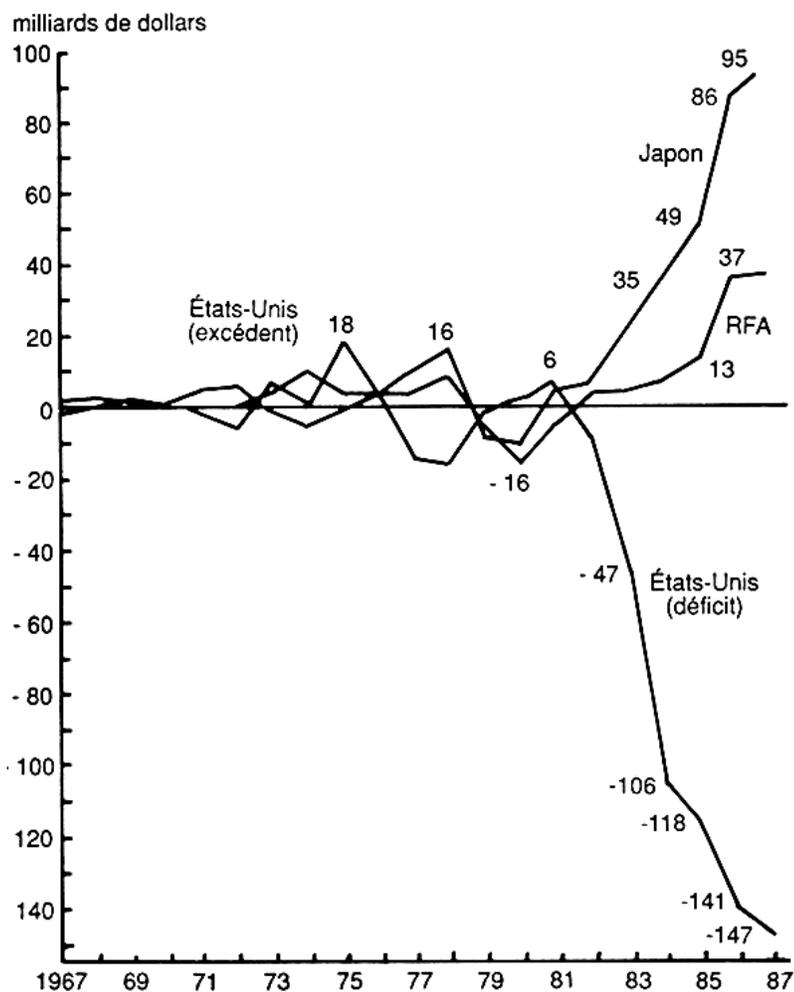
** États-Unis, France, Italie, Grande-Bretagne et Canada.

Source : *World Financial Markets*, septembre-octobre 1987, p. 6

Le déficit courant des États-Unis constitue la composante essentielle du déséquilibre mondial. Il s'est brutalement creusé en quelques années entre 1982 et 1987.

**LES BALANCES COURANTES DES ÉTATS-UNIS,
DU JAPON ET DE LA RFA**
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des schémas](#)



Source : *Le Monde*, « Bilan économique et social », 1987.

Le déficit commercial est évidemment la composante majeure du déficit courant des États-Unis ; c'est, et de loin depuis 1984, le plus grand déficit du monde. Si l'on additionne, pour 1984 (année où le déficit des États-Unis était loin d'être à son maximum) d'une part les déficits commerciaux nationaux, et d'autre part les excédents, on obtient le tableau suivant :

**SOMMES DES DÉFICITS ET EXCÉDENTS COMMERCIAUX NATIONAUX
REGROUPÉS PAR GRANDES ZONES EN 1984**
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

	Excédents	Déficits	Soldes
Pays capitalistes développés	+ 98,7	– 41,5	– 42,8
Pays en développement :			
d'Afrique	+ 11,7	– 5,2	+ 6,5
d'Asie	+ 15,4	– 13,9	+ 1,5
d'Europe	+ 3,1	– 10,1	– 7,0
du Moyen-Orient	+ 29,9	– 13,8	+ 16,1
de l'hémisphère occid.*	+ 42,0	– 3,0	+ 39,0
Total pays en développement	+ 102,1	– 46,0	+ 56,1
TOTAL GÉNÉRAL (120 pays)	+ 200,8	– 187,5	+ 13,3

* Principalement Amérique centrale et Amérique du Sud.

Source : d'après [FMI, *Annuaire de statistiques financières internationales*, 1986], p. 132-133.

Ainsi, les déficits (et les excédents) était, en 1984, supérieurs à 10 % des échanges commerciaux mondiaux. Mais il y a plus remarquable :

- l'essentiel des déséquilibres était le fait des pays capitalistes développés, responsables de 49,2 % des excédents mondiaux, et de 75,5 % des déficits ;
- l'ensemble du tiers monde était globalement excédentaire :
- chaque aire géographique du tiers monde était excédentaire.

À eux seuls, les États-Unis étaient à l'origine de 60 % de l'ensemble des déficits mondiaux cumulés ; et si le FMI avait effectivement le souci d'assurer le bon fonctionnement de l'économie mondiale et de son système de paiements internationaux, c'est sur ce pays qu'il aurait dû, depuis des années, concentrer ses missions et ses recommandations.

Le déficit commercial des États-Unis a pour contrepartie un nombre croissant d'excédents nationaux, au premier rang desquels se situent les excédents de l'Allemagne de l'Ouest et du Japon ; il s'enracine dans deux déséquilibres intérieurs : le déficit budgétaire, dont l'aggravation a caractérisé la période

Reagan ¹, et la faiblesse de l'épargne ; il est lié à la montée des endettements aux États-Unis : endettement public et endettement des ménages principalement, et s'accompagne d'un gonflement des endettements extérieurs.

Le financement extérieur, depuis 1981 — dernière année où les États-Unis ont été exportateurs nets de capitaux vers le reste du monde —, devenu un élément important de la croissance américaine.

LE FINANCEMENT EXTÉRIEUR DES ÉTATS-UNIS

[Retour à la table des tableaux](#)

	Apport net de l'épargne internationale aux États-Unis (en milliards de dollars)	Importance de cet apport en % du besoin de financement * de l'économie des États-Unis
1982	1,0	0,2
1983	33,5	5,4
1984	90,7	11,9
1985	115,9	14,9
1986	113,9	17,5

* Investissement brut et déficit du secteur public.

Source : *Paribas conjoncture*, avril 1988, p. 56.

Symétriquement, les excédents extérieurs du Japon donnent à ce pays des capacités de financement importantes. Pour les seuls investissements à l'étranger à long terme (investissements directs et achats d'actions et d'obligations), les acquisitions annuelles brutes (compte non tenu des reventes) sont passées de 6 milliards de dollars en 1980 à 66 en 1985 et 113 en 1987 ². Pour ces mêmes actifs, les avoirs bruts du Japon à l'étranger sont, à la fin de 1987, de 417 milliards de dollars et les avoirs nets (compte tenu des engagements japonais) de 241 milliards de dollars ³.

Ainsi se dégagent avec force :

- l'importance et l'aggravation des déséquilibres mondiaux dans les années 1980 ;
- le fait que l'essentiel de ces déséquilibres trouve sa source dans les pays dominants de l'économie mondiale.

¹ Déficit budgétaires du gouvernement fédéral : 74 milliards de dollars en 1980, 79 en 1981, 128 en 1982, 185 en 1984, et plus de 200 milliards de dollars en 1983, 1985 et 1986.

² *Japon in extenso*, septembre 1987, p. 27 et *Paribas conjoncture*, juin 1988, p. 87.

³ *Paribus conjoncture*, juin 1988, p. 87.

Or, là réside le point d'articulation crucial entre la sphère économique et les sphères monétaire et financière. C'est dans les déséquilibres économiques des grands pays capitalistes — et d'abord celui des États-Unis — que s'enracinent, pour l'essentiel, les désordres monétaires et financiers des années 1980. Et là réside le paradoxe suprême : c'est la puissance prédominante de la période, celle-là même qui est censée assumer la responsabilité du bon fonctionnement de l'économie internationale, qui est le principal fauteur de troubles.

Multinationalisation des banques et des organismes financiers

[Retour à la table](#)

Croissance des échanges, donc des paiements ; progression des déséquilibres, donc des crédits et de l'endettement : rôle accru des banques.

Forte progression des échanges et des paiements entre pays, comme des déséquilibres et des crédits internationaux ; rôle accru des activités internationales des banques et d'abord des plus grandes qui sont presque toutes multinationales.

Les cinq cents premières banques mondiales appartiennent pour la plupart aux trois grands pôles capitalistes : 107 sont japonaises (21 % du total) ; 94 nord-américaines (19 % du total) ; 190 ouest-européennes (38 % du total). Le poids des principales banques japonaises, qui s'est affirmé d'année en année, est particulièrement impressionnant.

Ce tableau des plus grandes banques mondiales en 1987 diffère profondément, au moins sur un point, du tableau, publié par Andreff [1987, p. 47], des banques multinationales en 1981 : sur 520, 159 étaient nord-américaines (31 % du total), 170 étaient ouest-européennes (33 % du total) et 23 seulement japonaises (4 % du total).

Il est évident que le capitalisme japonais avait, en ce domaine, un fort retard par rapport aux capitalismes européen et nord-américain au début des années 1980. Mais il l'a réduit d'une manière spectaculaire sur la double base d'un très haut niveau d'épargne intérieur et des très importants excédents courants extérieurs, qui donnent les moyens du renforcement des banques et des organismes financiers du Japon. Le stock des investissements directs japonais dans le domaine des banques et assurances, qui était de moins de 1 milliard de dollars en 1974, se montait à 2,4 milliards en 1980 et 10,8 milliards en 1986 — soit le cinquième des investissements états-unisiens dans ce même domaine [D. de Laubier, *Économie prospective internationale*, 3^e trim. 1988, p. 10]. Solidement établies à New York et à Londres, les banques japonaises sont en train de renforcer leur implantation en Europe. Selon la BRI — Banque des règlements internationaux —, leur part dans l'ensemble des activités bancaires internationales était de 35 % au troisième trimestre 1987 contre 21 % à la fin de 1983 [*idem*, p. 14].

LES 500 PLUS GRANDES BANQUES MONDIALES
(pays à économie étatique exclus) EN 1987

[Retour à la table des tableaux](#)

PAYS	Nombre de banques	PAYS	Nombre de banques
Japon	107	Luxembourg	6
États-Unis	87	Finlande	5
Allemagne de l'Ouest	44	Hollande	5
Italie	33	Iran	5
France	20	Afrique du Sud	4
Grande-Bretagne	15	Israël	4
Suisse	15	Brésil	4
Espagne	13	Kuweit	4
Taiwan	11	Mexique	4
Corée du Sud	10	Norvège	4
Autriche	9	Portugal	4
Belgique	9	Yougoslavie	4
Danemark	8	Algérie	3
Australie	7	Arabie Saoudite	3
Canada	7	Grèce	3
Inde	7	Singapour	3
Suède	7	Thaïlande	3

Sont dans la liste pour deux banques : Bahreïn, l'Indonésie, l'Irlande, la Malaisie, la Turquie, les Émirats arabes unis.

Sont dans la liste pour une banque : l'Argentine, le Chili, la Chine, l'Égypte, Hong Kong, l'Irak, la Jordanie, la Libye, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, la Syrie.

Remarque : le recul du dollar par rapport aux autres grandes monnaies (yen, deutsche mark notamment) a concouru à faire reculer les États-Unis dans ce classement (notamment par rapport au Japon et à l'Allemagne fédérale) comme dans tout autre classement de ce type.

Source : *The Banker*, juillet 1988.

Il est également évident que le renforcement du yen par rapport au dollar contribue à accentuer cette évolution et à la rendre plus marquante.

Parallèlement, la Bourse de Tokyo est devenue, avec celles de New York et de Londres, une des trois principales places mondiales — et est en passe de prendre le premier rang mondial.

LES PRINCIPALES BOURSES MONDIALES

[Retour à la table des tableaux](#)

	Nombre de sociétés cotées fin 1986	Volume de transactions* en 1987	Capitalisation boursière** fin sept. 1987
Londres	2101	320	730
New York	1516	1870	2870
Tokyo	1499	1770	2900
Paris	681	150	190
Allemagne féd.	—	240	260

* Transactions sur les marchés de valeurs mobilières, en milliards de dollars.

** En milliards de dollars.

Même remarque que celle du tableau de la page précédente, concernant les effets du recul du dollar.

Sources : [RÉGNIEZ, 1988], p. 52, et [*Économie prospective internationale*, 3^e trim. 1988, p. 18].

À la veille du krach boursier d'octobre 1987, les Bourses de New York et de Tokyo représentaient chacune environ 37 % de la capitalisation boursière mondiale ; compte tenu des différences importantes dans les tenues de ces deux marchés pendant et après le krach et des évolutions relatives du dollar et du yen, la Bourse de Tokyo représentait, en mars 1988, 43 % de la capitalisation boursière mondiale, et celle de New York seulement 32 % (*Économie prospective...*, *op. cit.*).

Les marchés japonais et états-unisiens ont en commun le fait que la part des transactions réalisées par des étrangers y est relativement limitée (un dixième environ), alors que sur les marchés européens — britannique, allemand, français —, cette part est comprise entre 35 et 40 % (parmi lesquels évidemment une forte proportion d'« autres Européens ») [Camé et Filloux 1988, p. 166].

Ces places européennes, américaines et japonaises sont les éléments majeurs d'un réseau mondial qui s'est étoffé au cours des dernières décennies, tant en Europe (Luxembourg), que dans les Caraïbes et en Amérique centrale (Îles Caïmans, Bahamas, Panama), en Extrême-Orient (Hong Kong, Singapour) et au Moyen-Orient (Bahreïn). Ce réseau est à la fois hiérarchisé et interconnecté : par exemple, « les Bahamas et les Îles Caïmans sont tout simplement des extensions de New York et, à un degré moindre, de Londres. C'est à New York et à Londres que sont en effet gérés les comptes domiciliés dans les Caraïbes » [Goldfinger 1986, p. 119].

« Dans ce réseau, les différents centres sont à la fois complémentaires et concurrents. Ils sont complémentaires dans la mesure où ils couvrent aujourd'hui

pratiquement la totalité des fuseaux horaires [...]. De la sorte, ils permettent de mener les transactions financières de façon continue [... Mais] en même temps, les centres financiers internationaux sont en compétition : ils cherchent à attirer de leur côté de nouvelles banques et des fonds supplémentaires, en créant de nouveaux marchés, de nouveaux instruments et en offrant des incitations et des conditions avantageuses aux nouveaux venus. Cette compétition est particulièrement vive entre les centres dont les zones d'attraction géographique se chevauchent : Hong Kong et Singapour, Londres et Luxembourg » [*idem*, p. 119].

Réseau à la fois diversifié (avec de plus en plus de pays concernés) et fortement hiérarchisé de banques multinationales et de places boursières ; relations instantanées entre tous les points de ce réseau, avec l'utilisation des moyens de télétransmission et de traitement de l'information les plus sophistiqués : telle est l'infrastructure du système monétaire et financier — de paiements, de placements et de spéculation — des années 1980.

Complexification de la gestion financière et spéculation internationale

[Retour à la table](#)

Les sommes en jeu sont à un niveau tel qu'il faut faire métier de financier international — ou être poète — pour les apprécier.

Selon Goldfinger [1986, p. 263], le montant mondial des paiements effectués chaque jour est de 270 milliards de dollars ; soit, sur l'année, pas loin de 100 000 milliards de dollars. Plus précis et plus récent : selon J.-Y. Haberer (*Revue d'économie financière*, juin-septembre 1988, p. 15), la compensation informatisée des paiements internationaux en dollars assurés par les grandes banques de New York atteint 300 milliards de dollars par jour ; ce qui mène aussi, sur l'année, autour de 100 000 milliards de dollars.

Autres ordres de grandeur : selon les estimations données par Haberer (*art. cit.*, 1988), Régniez [1988] et Goldfinger [1986] :

- les opérations annuelles concernant le commerce mondial (qui est de l'ordre de 2 000 milliards de dollars) tournent, compte tenu des ventes successives et opérations connexes, autour de 5 000 milliards ;
- de même les opérations sur les places boursières peuvent être aussi évaluées à 5 000 milliards de dollars ¹ ;

¹ En 1986, Selon CAMÉ et FILLOUX [1988], p. 166, 3 000 milliards de dollars pour les obligations et 400 milliards pour les actions.

- les principales masses d'opérations concernent donc les marchés des changes, les achats et ventes de devises : pour réaliser les opérations évoquées plus haut, pour s'y préparer, pour se prémunir contre des risques (de change, de taux, etc.), pour gérer au mieux les trésoreries, pour spéculer : au total, des opérations qui doivent être proches de... 100 000 milliards de dollars ¹.

Une activité financière et monétaire impressionnante ; J.-Y. Haberer (*art. cit.*, 1988) le souligne : le rapport entre le volume des monnaies achetées et vendues et les opérations liées au commerce mondial, qui était de 6 en 1979, atteint 20 en 1986. Et cette activité est le fait d'un petit nombre d'opérateurs internationaux très puissants : à New York l'opération de change moyenne est de 3,4 millions de dollars pour les transactions de banques et de 4,6 millions de dollars pour les transactions non bancaires (Haberer, *art. cit.*, p. 18).

Activité financière et monétaire internationale : avec le développement du crédit international, de la gestion internationale, des placements internationaux, de la spéculation internationale, une réalité nouvelle se met en place.

On a beaucoup parlé, ces dernières années, d'eurodollars, de pétrodollars, d'arabo-dollars, d'eurodevises et d'euromonnaies ; il serait aisé, pour chacune de ces appellations, d'en expliquer, à partir des cas spécifiques auxquels elles se sont appliquées, le contenu et donc la signification. Simplifions en allant à l'essentiel : les principales banques sont multinationales ; toutes ont des activités de paiements internationaux ; elles reçoivent donc des dépôts dans les différents types de monnaies (notamment dans celle qui est la plus utilisée, le dollar) ; elles doivent effectuer des paiements dans différents types de monnaies (notamment en dollars) ; et comme nombre de paiements impliquent que soient accordés des crédits, elles doivent ouvrir des crédits dans différents types de monnaies (notamment en dollars).

Finie la belle époque où les banques des États-Unis (Grande-Bretagne, Allemagne) accordaient des crédits en dollars (livre sterling, deutsche mark...) à des clients (nationaux ou étrangers, résidents ou non-résidents). Nous sommes entrés dans une époque où des acteurs, de plus en plus nombreux, peuvent obtenir sur des places (elles aussi de plus en plus nombreuses) des crédits dans la monnaie correspondant aux paiements (placements, spéculations...) qu'ils veulent effectuer, grâce à des banques multinationales (aux origines de plus en plus variées et aux implantations sans cesse multipliées).

Et comme c'est principalement par le crédit que s'effectue la création monétaire, chaque grande monnaie servant aux paiements internationaux se

¹ Selon J.-Y. HABERER (*art. cit.*, 1988), les opérations journalières sur les marchés des changes sont de 90 milliards de dollars à Londres, 50 à New York, 48 à Tokyo...

reproduit non seulement par les crédits accordés dans son pays par les banques placées sous le contrôle de l'autorité monétaire nationale, mais aussi par les crédits accordés à l'étranger (dans cette monnaie) par des banques de nationalités diverses. Nous sommes entrés dans l'ère des monnaies « nationales/mondiales » ou, pour faire bref — sans conserver la formule, fréquemment reprise et souvent à tort et à travers, d'« eurodollars » —, dans l'ère des *xéno-monnaies* : monnaies créées à travers des crédits accordés à l'étranger (par rapport au pays d'origine de la monnaie), par des banques dont la maison mère peut être, et est souvent, d'une nationalité différente de celle de la monnaie créée.

L'argent depuis longtemps déjà n'avait pas d'odeur. Voici que les monnaies sont en train de perdre leur enracinement national et leur nationalité...

Composante originelle de la croissance des xéno-monnaies, les « xéno-dépôts » : les avoirs d'une monnaie du pays A (à l'origine, principalement les États-Unis) que conservent des ressortissants de n'importe quel pays dans une banque située dans un autre pays que A. Et le gonflement des déficits dans les années 1970 et 1980 a évidemment favorisé l'augmentation de ces avoirs.

Composante spécifique et décisive de la croissance des xéno-monnaies, les « xéno-crédits » : les crédits accordés dans la monnaie du pays A, à des ressortissants de n'importe quel pays, par une banque située dans un autre pays que A. Et, là encore, le gonflement des déficits des années 1970 et 1980 a favorisé — et s'est en partie nourri — de la croissance de ces xéno-crédits.

La croissance est fulgurante.

Les marchés de l'eurodollar (années 1960) ou des euromonnaies (début des années 1970) ne représentaient que quelques « pour cent » des masses monétaires des cinq grands pays capitalistes. Les « prêts bancaires internationaux » — xéno-crédits — passent de moins d'un dixième en 1973 à plus d'un cinquième, en 1984, de ces masses monétaires.

Selon P. Jurgensen et D. Lebègue¹, le flux annuel de prêts bancaires internationaux nets nouveaux a été de 40 milliards de dollars en 1976, 90 en 1978, 160 en 1980, 165 en 1981 ; il est retombé en dessous de 100 milliards entre 1982 et 1985 pour remonter à 165 milliards en 1986 et 255 en 1987. Au total, le stock des créances en xéno-monnaies, qui était de 1 258 milliards de dollars à la fin de 1980, atteignait 4 157 milliards à la fin de 1987 — et, si l'on soustrait les dépôts et les prêts interbancaires, 2 220 milliards de dollars : c'est-à-dire un *montant* de dépôts, à un instant *t*, correspondent en gros aux chiffres du commerce mondial pendant toute une année...

¹ *Le Trésor et la politique financière*, Montchrestien, Paris, 1988, p. 471.

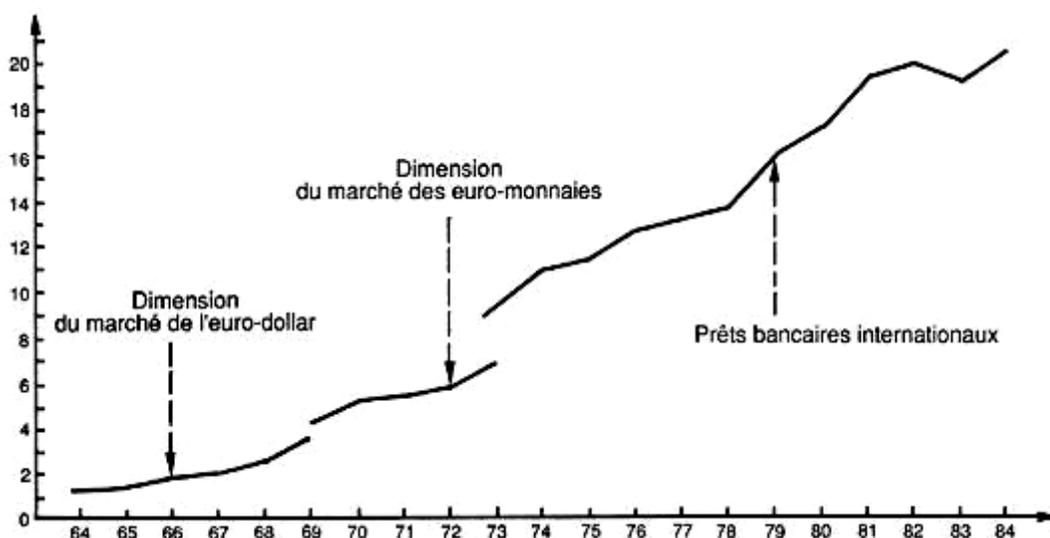
Croissance des échanges, des opérations, des règlements. Multiplication des déficits, des crédits et des disponibilités. Diversification des places financières et des configurations bancaires. Possibilité de jouer avec des gammes de plus en plus variées pour les dépôts, les crédits, les placements, les spéculations... Et voici que dans la même période les possibilités techniques de l'informatique et des télécommunications donnent la capacité d'ubiquité sur un réseau à tous les acteurs branchés sur lui.

Dans la sphère monétaire et financière, le jeu international/multinational/mondial en temps réel devient possible. Démultiplication fantastique des opportunités de pari et d'arbitrage : sur l'évolution des cours des valeurs mobilières, des taux de change, des taux d'intérêt. Jeu aux combinaisons infinies que seuls maîtrisent parfaitement de rares experts disposant de puissants outils informatiques. Mais jeu qui incite à la création de nouveaux instruments financiers, et notamment dans les domaines les plus sophistiqués des *options* et des *futures*. Et la multiplication de ces instruments sur des marchés en voie de diversification démultiplie encore les opportunités de placement et de spéculation, donc les flux de règlements...

PRÊTS BANCAIRES INTERNATIONAUX
(en % des masses)

[Retour à la table des schémas](#)

(en % des masses monétaires des cinq grands pays)



Les prêts bancaires internationaux et les prêts en euromonnaies figurent ici au titre d'approximation des crédits étrangers.

Source : Note de l'IRES, janvier 1986, p.14.

Et comme reste largement ouverte l'alimentation en flux monétaires à travers déficits et crédits, la bulle des activités monétaires et financières gonfle beaucoup plus vite que la sphère des activités marchandes, tandis qu'augmente trop lentement, laborieusement, le champ des productions susceptibles de répondre aux besoins essentiels. Distorsion fondamentale de l'économie mondiale contemporaine.

D'un côté, une bulle spéculative dont les excessifs gonflements sont brutalement purgés : ainsi lors du krach d'octobre 1987, où près de 2 000 milliards d'« avoirs sur le papier » — montant équivalent à celui du commerce mondial pendant un an — ont été gommés en quelques jours. De l'autre, des populations de plus en plus nombreuses privées de biens essentiels (eau, alimentation, santé). Et, entre les deux, une sphère capitaliste et marchande créatrice de besoins autant que de biens, et donc d'insatisfaction autant que de plaisir d'acheter et d'avoir.

Sentiment d'une fantastique machinerie jouant à l'échelle du monde, mais totalement déréglée, emballée et que personne ne maîtrise.

Ainsi bien sûr lors du krach d'octobre 1987 : on ne doit le fait qu'un engrenage catastrophique de faillites en cascade a été évité, qu'à l'ordre, donné par les autorités monétaires américaines, de laisser ouvert l'accès au crédit pour les organismes et intermédiaires qui, sinon, étaient acculés à vendre à tout va : pour éviter le pire immédiat, augmenter la dose du poison qui est en train de miner la santé du patient.

Quant aux xéno-monnaies, leurs marchés « continuent à ne connaître aucune autorité monétaire centrale, ni prêteur de dernier ressort en cas de difficulté, ce qui accroît à l'évidence la fragilité du système financier international [...]. Les acteurs de ces marchés, c'est-à-dire quelque 1 600 eurobanques ¹, sont à la fois nombreux et difficiles à contrôler ; leur comportement peut être tout à fait imprévisible lorsqu'il s'agit de petites banques prêtes à prendre tous les risques pour tirer leur propre épingle du jeu » (P. Jurgensen et D. Lebègue, *op. cit.*, p. 475). D'où le double danger d'une déflation cumulative et d'un nouveau dérapage inflationniste.

Monnaies nationales et système monétaire international

[Retour à la table](#)

De l'étalon or qui, pour l'essentiel, correspondait à un système monétaire international organisé autour de la livre sterling et du système bancaire et financier de Grande-Bretagne, au système multi-devises de l'époque de la grande crise des années 1930, qui s'est traduit par le découpage du monde en grandes zones monétaires organisées autour des grandes monnaies de la période (livre sterling,

¹ Je dirais xéno-banques (*M. BEAUD*).

dollar, franc...) ; de l'étalon de change or, mis en place à Bretton Woods, qui, pour l'essentiel, correspondait à un système monétaire organisé autour du dollar et du système bancaire et financier des États-Unis, au système de l'étalon dollar, qui a fonctionné quelques années entre la suppression unilatérale de la convertibilité du dollar en or (1971) et l'abandon, plus ou moins concerté, du régime des changes fixes (1976) ; de période en période, le « système monétaire international » — c'est-à-dire l'ensemble des modalités et des règles de paiement qui, sur la base des systèmes de prix et de monnaie nationaux, permet les règlements, les placements, les crédits et les investissements entre pays — s'est toujours adapté en fonction des réalités du système national/mondial hiérarchisé.

À puissance hégémonique, devise clé prééminente. Et avec la mise en cause de l'hégémonie économique, la mise en cause de la prééminence monétaire. Il peut y avoir des décalages, des persistances, compte tenu de l'efficacité durable d'un ensemble bancaire et financier établi. Mais la relation existe et s'observe clairement depuis un siècle et demi.

Il est donc normal que les spécialistes des questions monétaires se demandent, face aux mutations en cours, vers quel nouveau système monétaire international celles-ci nous entraînent.

Recul relatif du dollar, lié à la perte de sa position hégémonique par l'économie des États-Unis ; rôles accrus du deutsche mark et du yen, liés à l'affirmation économique, commerciale, financière de l'Allemagne fédérale et du Japon ; rôles persistants de la livre sterling et du franc suisse, compte tenu de l'implantation et du savoir-faire des appareils financiers et bancaires de la Grande-Bretagne et de la Suisse ; ensembles délimités organisés autour du rouble et du franc français ; constitution du « système monétaire européen », avec ses règles et sa relative stabilité... autour du deutsche mark.

Tout concourt pour amener à ce diagnostic : à travers les turbulences, souvent baptisées « crise du système monétaire international », commencées dès les années 1960, nous allons — après le décrochage du dollar, de l'or et sa double dévaluation, puis à travers l'adoption des changes flottants, la poussée vers la libéralisation des échanges et des changes, la déréglementation et la dérégulation — vers un nouveau « système multidevises ». C'est entre autres ce que diagnostiquent H. Bourguinat [1985 et 1987], le CEPII [1986], M. Aglietta [1986].

Ce diagnostic correspond évidemment à une partie de la réalité. Mais va-t-il au fond des choses ?

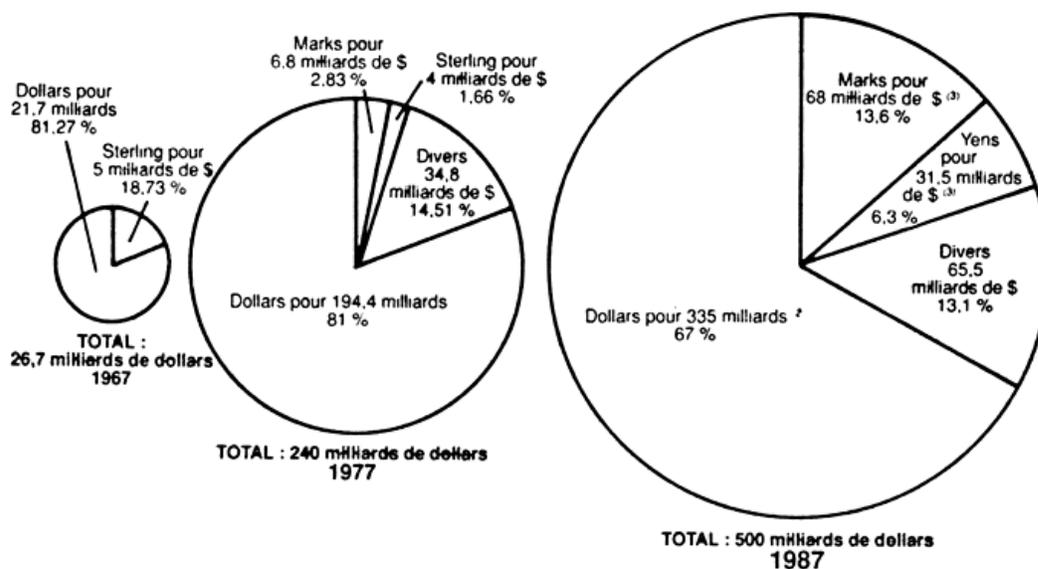
Indissociable du « système national/mondial hiérarchisé », dont il est une composante, le système monétaire international est inégalitaire et hiérarchisé. Il est donc parfaitement normal qu'on y retrouve la prédominance des États-Unis et la double affirmation de l'Allemagne fédérale et du Japon.

Dans les réserves officielles en devises à la fin de 1987, le dollar demeure au premier rang : il constitue les deux tiers de ces réserves (contre quatre cinquièmes en 1967 et 1977). Viennent ensuite le deutsche mark (14 %) et le yen (6 %). États-Unis, Allemagne fédérale, Japon : toujours les trois pays dominants du monde capitaliste.

La livre sterling n'est plus la grande monnaie de réserve qu'elle a été : en 1973, elle représentait 5,6 % des réserves de devises, mais se situe depuis entre 2 et 3 %, comme le franc suisse, le franc français, lui, ne dépassant pas la barre des 2 % ([David 1985], p. 18 et [Aglietta 1986], p. 18).

LES RÉSERVES EN DEVICES

[Retour à la table des schémas](#)



- (1) dont environ 58 milliards sous forme de dépôt en eurodollars
- (2) dont environ 65 milliards sous forme de dépôt en eurodollars
- (3) y compris dépôt en euromarks ou euro yens

Source : « Bilan économique et social 1987 » du *Monde*, p. 43.

Le dollar reste la première monnaie pour les règlements internationaux la moitié des opérations du commerce mondial sont faites sur la base de prix libellés en dollars ; et les deux tiers des opérations financières sont réalisées en dollars ([Bourguinat 1987], p. 75).

Cette prééminence du dollar est inégale selon les pays et les zones : elle est particulièrement marquée pour l'Amérique du Nord, l'Amérique latine, l'Asie, les pays producteurs de pétrole et les pays capitalistes industrialisés autres qu'européens ([CEPII 1986], p. 133-134, et [Bourguinat 1987], p. 48). En Europe, la solide tradition bancaire et les systèmes de paiement en place permettent un rôle relativement large des différentes monnaies de la région : deutschemark, livre sterling, franc suisse, franc français... Quant au Japon, il est en train de passer d'une manière fulgurante d'une forte dépendance à l'égard du dollar à une toute nouvelle et encore relative autonomie : moins de 5 % de ses exportations étaient facturées en yens en 1970 ; ce pourcentage se situe entre 35 et 40 % dans la première moitié des années 1980 ([Bourguinat 1987], p. 178).

Autre manière de faire ressortir les hiérarchies entre les monnaies nationales : on peut dresser le tableau du statut officiel d'environ 150 monnaies nationales, tel celui que présente le FMI (cf. par exemple, *Statistiques financières internationales*, juin 1988, p. F 20).

En 1988, une quarantaine de monnaies ont leurs taux officiellement établis par rapport au dollar, une quinzaine de monnaies par rapport au franc français et cinq par rapport à d'autres monnaies. D'autres (36) se définissent par rapport aux DTS (droits de tirage spéciaux) ou à un autre « panier de monnaies ». Et d'autres encore (une quarantaine) se présentent comme ayant un régime de flottement monétaire indépendant ou dirigé.

Dans les faits, il existe une hiérarchie entre les monnaies, et, au-delà du statut officiel, le dollar est le repère majeur pour la plupart des monnaies du monde.

Ajoutons que, dans certains pays, le dollar fonctionne comme une deuxième monnaie. Il le fait souvent d'une manière plus ou moins clandestine, à travers le marché noir et les trafics de devises, jusqu'à structurer parfois une véritable économie parallèle. Il le fait aussi, dans certains pays d'une manière reconnue officiellement. Ainsi en Argentine, pendant la période d'hyperinflation, le dollar a joué le triple rôle d'une monnaie : étalon de valeur, bien sûr, mais aussi réserve de valeur (les placements en dollars dans les banques étant autorisés) et intermédiaire des échanges (certaines transactions intérieures, achats immobiliers, achats de biens importés, pouvant s'opérer en dollars) ; cette « dollarisation » de l'économie s'est maintenue, et un spécialiste, Jorge Schvarzer (*El Economista*, 16 mars 1984), a pu estimer que la masse monétaire en dollars était équivalente à la masse monétaire en pesos (cf. [M. A. Sanchez, thèse 1986], p. 224 et s.).

Dans d'autres pays, il n'est pas rare qu'au terme d'une période de prohibition absolue de la détention de devises — au cours de laquelle s'est malgré tout réalisé le développement d'une économie parallèle en devises —, le pouvoir, dans un esprit de réalisme, et souvent dans une perspective d'ouverture extérieure et de

libéralisation, autorise... les dépôts en dollars et leurs utilisations pour certains placements et certaines transactions.

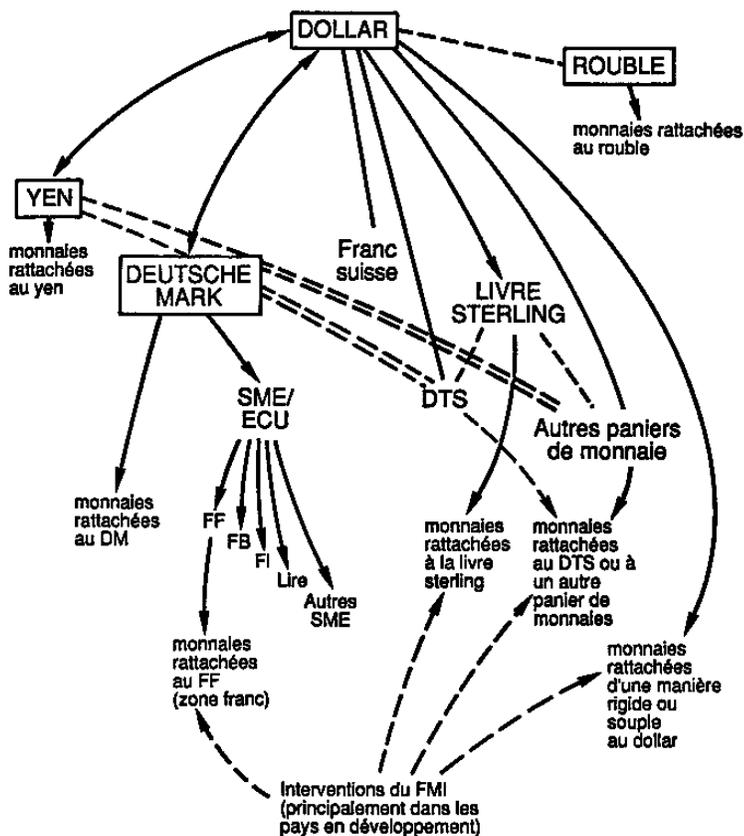
Ainsi, les monnaies des pays dominants sont non seulement les monnaies des paiements internationaux, mais aussi jouent parfois partiellement le rôle de « deuxième monnaie intérieure » dans certains pays à économie faible.

Au total, si l'on prend en compte à la fois le poids des grandes monnaies, tant comme instruments de réserve que comme instruments de paiements internationaux ; si l'on assume le fait que le dollar constitue, *volens nolens*, le pôle majeur de rattachement, directement ou indirectement, d'une manière rigide ou souple, pour une large majorité de pays, on peut dresser le schéma des relations entre monnaies dans le « système » monétaire international des années 1980.

Le schéma ci-contre (ci-dessous, mise en page, MB) a l'avantage de rendre assez bien compte des inégalités et des hiérarchies.

LE « SYSTÈME » MONÉTAIRE INTERNATIONAL DES ANNÉES 1980

[Retour à la table des schémas](#)



Il peut être lu de deux manières :

- prédominance du dollar,
- amorce d'une tripolarisation : dollar/yen/deutsche mark-ECU, ce qui correspond bien aux réalités qu'on peut observer aujourd'hui.

La seule réserve qu'on peut, qu'on doit, émettre concerne son appellation : s'agit-il encore, s'agit-il au même titre que les précédents, d'un « système » monétaire international.

Analysant les caractères que doit avoir une « monnaie véhiculaire » internationale, H. Bourguinat ¹ en dégage trois ; elle doit avoir un marché :

- large et vigoureux ;
- capable d'absorber sans risque de rupture des chocs exogènes ;
- assurant une certaine stabilité.

Mais quelle monnaie, aujourd'hui peut être présentée comme assurant une stabilité, que ce soit pour les placements, à travers le temps, ou pour les règlements internationaux ? Dans les derniers lustres, la relation du dollar aux autres grandes monnaies a plus ressemblé au mouvement du yo-yo qu'à un point stable de référence. Et réciproquement.

D'une manière convergente, M. Aglietta [1986] fait ressortir qu'un élément essentiel d'un système monétaire international, à côté du principe monétaire (degré de convertibilité et d'ouverture financière) et de l'identité de la devise clé (et de sa forme principale), est l'exercice de la contrainte monétaire. Or, si cette contrainte subsiste pour les économies secondes et dominées (contrainte de financement en devises des déséquilibres extérieurs), elle a entièrement disparu pour le dollar, tant parce que le dollar des États-Unis, détaché de l'or, n'est plus soumis à une quelconque discipline internationale, que parce que, de plus en plus, le dollar se développe comme xéno-monnaie, hors de toute contrainte nationale et internationale.

Ni stabilité, ni contrainte pour la devise dominante à l'échelle du monde sommes-nous encore en présence d'un « système » monétaire international ? Robert Triffin se pose la question ².

¹ In [*Croissance, échanges...*, 1985], p. 444.

² Mettant en question les transformations récentes, Robert TRIFFIN a intitulé un article récent : « The *IMS* (International Monetary System... or *Scandal* ?) and the *EMS* (European Monetary System) », *Quarterly Review* (Banca Nazionale del Lavoro), septembre 1987, p. 239 s.

Ne sommes-nous pas plutôt en présence d'un « mobile » — on fait ici référence aux célèbres mobiles du sculpteur Calder —, « mobile » composé de pièces inégales, reliées entre elles par des relations plus ou moins flexibles, et au sein duquel les soubresauts de l'économie mondiale provoquent de profonds mouvements.

Ceci ne remet pas en cause la présentation du schéma (p. 137), mais sa lecture : il faut le regarder non comme une pyramide, mais comme un « mobile » aux relations élastiques.

Ce mobile inclut les monnaies nationales ; il permet les relations monétaires et financières internationales ; il est largement agi par les banques, firmes et organismes financiers multinationaux ; et il fonctionne à l'échelle mondiale. C'est donc un « mobile national/international/multinational/mondial » ; en bref : un « mobile monétaire national/mondial ».

Un « mobile » monétaire national/mondial

[Retour à la table](#)

Repartons de quelques faits essentiels. Les crédits internationaux — xéno-crédits — représentent vers le milieu des années 1980 plus du cinquième des masses monétaires des cinq grands pays capitalistes.

Les dépôts internationaux, que les grandes banques multinationales entretiennent les unes chez les autres, sont, à la fin de 1987, de 2 200 milliards de dollars. À la même date, les réserves des banques centrales en devises sont d'environ 560 milliards de dollars ; et si l'on prend en compte l'or (450), les positions créditrices au FMI (45), les DTS - droits de tirage spéciaux (30), les réserves totales des banques centrales étaient de 1 100 milliards de dollars (P. Jurgensen et D. Lebègue, *op. cit.*, p. 465).

Les stocks totaux des créances en xéno-monnaies dépassent, on l'a vu, en 1987, 4 000 milliards de dollars : chiffre qu'il n'est pas sans intérêt de rapprocher de la masse monétaire américaine à la fin de 1985 :

- M1 (billets de banque et dépôts en comptes courants) : 625 milliards de dollars ;
- M2 (M1 plus une large gamme d'actifs monétaires à court terme) 2 500 milliards de dollars ;
- M3 (M2 plus une large gamme d'actifs ou de dépôts à terme) 3 200 milliards de dollars) (Richard W. Kopcke, *New England Economic Review*, mai-juin 1986, p. 5).

Ainsi, selon les grandeurs que l'on retiendra, on pourra dire que la « xéno-masse monétaire mondiale » est supérieure, ou d'un ordre de grandeur comparable, à la masse monétaire des États-Unis.

Cette masse colossale de disponibilités est créée et utilisée par le jeu d'un tout petit club mondial, qui sur des montants très élevés — astronomiques aux yeux des particuliers et des responsables de petites ou moyennes entreprises — place, prête, emprunte, s'engage, spéculé, et, très souvent, emprunte pour spéculer. Selon l'estimation d'un banquier français, une centaine de grandes banques multinationales, deux centaines de grands organismes financiers, trois centaines de firmes multinationales sont, avec quelques dizaines d'entités publiques — États et organismes internationaux —, les acteurs déterminants du système monétaire et financier mondial (J.-Y. Haberer, *Revue d'économie financière*, juin-septembre 1988).

La réalité étudiée est donc bien, d'emblée, multinationale, puisque ses principaux acteurs en sont des firmes et des banques qui agissent, pensent, calculent décident au sein d'un espace couvrant de très larges parties du monde et structurées en fonction des places financières — à la fois hiérarchisées et réparties sur tous les quartiers de la planète. Mais elle est aussi internationale puisqu'elle permet les paiements entre différents États-nations « souverains » (dont chacun a sa propre monnaie). Et elle est aussi nationale, puisque ce sont des monnaies nationales qui restent les supports des crédits et des dépôts, des placements et des paiements, et que chacun des acteurs conserve un enracinement national.

Or, la plupart des analyses contemporaines négligent ou sous-estiment les aspects nouveaux de la finance internationale ; ou encore, les aplatissent ou les marginalisent de manière à conserver les schémas de pensée traditionnels, dans lesquels les paiements entre pays s'inscrivent dans un « système monétaire international », lui-même fondé sur les relations entre des monnaies nationales — déficit/excédents, taux de change, taux d'intérêt, rapports des pouvoirs d'achat —, relations obéissant à un ensemble de règles codifiées et acceptées par les autorités monétaires nationales ; lesquelles autorités sont responsables de la « bonne administration » de leur monnaie nationale.

Certes, tout cela semble continuer comme avant, sauf que... ; sauf que les monnaies sont de plus en plus créées par les crédits de banques de nationalités diverses et implantées dans différentes places ; sauf que les taux de change flottants font qu'il n'y a plus guère de repère stable au niveau international ; sauf que la surenchère des dérèglementations nationales et l'affaiblissement des banques centrales par rapport aux puissants opérateurs internationaux font que les disciplines monétaires nationales se disloquent dans le tourbillon monétaire international ; sauf que les variations des taux (de change et d'intérêt) résultent

beaucoup plus des bourrasques financières, monétaires et spéculatives que des changements structurels dans les rapports entre économies.

Et si, sous les apparences de la simple transformation du système ancien, une réalité nouvelle était en train d'émerger ?

La monnaie clé du système de paiement mondial reste — comme cela est le cas depuis plus d'un siècle — la monnaie nationale du pays prédominant ; mais celle-ci est de plus en plus largement détenue par des banques « étrangères » et/ou « à l'étranger » (par rapport au pays dominant) et de plus en plus gérée, créée par ces banques : la monnaie (nationale) clé est de plus en plus internationale/multinationale/mondiale. La gestion financière — des grandes banques, des grands organismes financiers d'assurance et de retraite, des grandes firmes multinationales — n'est plus à deux volets, l'un national, l'autre étranger : elle est d'emblée nationale/mondiale ; c'est dans la même démarche qu'il faut arbitrer entre les différents actifs, les différentes sources de financement (obligations, banque, Bourse), les différentes monnaies, les différents pays (donc prendre des paris sur l'évolution de ces actifs, des taux de change, des taux d'intérêt) ; la gestion financière est nationale/internationale/multinationale/mondiale, de même que, de plus en plus, celle des trésors publics nationaux et des banques centrales nationales. Des économies nationales, secondes ou dominées, vivent en fait dans un système monétaire à deux ou trois monnaies et, en tout cas, ont leur monnaie prise dans un tourbillon mondial, à moins qu'elles ne se raccrochent à une monnaie dominante : avec souvent le phénomène du double cours, le cours officiel et le cours au noir (cours que parfois, comme au Brésil, la presse et la télévision publient, l'un comme l'autre, régulièrement).

Réalité nouvelle, multiforme, et, comme le SNMH où elle se développe, à plusieurs dimensions : nous sommes loin d'un « système », relativement stable et obéissant à des règles établies et acceptées ; c'est comme un mobile, où chaque pièce est en relation mouvante avec toutes les autres.

Mobile étrange : avec une pièce essentielle, le dollar ; quelques pièces majeures : deutsche mark, yen, franc suisse, livre sterling, franc français, florin hollandais... et, spécifique, le rouble ; avec aussi des pièces composites, qui ne sont que reflets convenus des précédentes, DTS et ECU ; avec enfin quelque cent cinquante monnaies, chacune souveraine et dépendante. Mais n'est-ce pas le propre d'un mobile d'être composé de pièces inégales et hétérogènes ?

Mobile complexe : les rapports entre monnaies sont les résumés de tant d'autres relations (entre les pouvoirs d'achat des monnaies et, par-delà, les taux d'inflation, les coûts de production, les productivités, les efficacités globales des systèmes productifs et, par-delà encore, les cohérences et dynamiques économiques et sociales de chaque pays) ; ils sont aussi les résultantes des relations financières et monétaires (entre les taux de rendement, les profitabilités, les taux d'intérêt...). Et

toutes ces relations sont difficiles à mesurer ; leurs impacts sur les taux de change sont impossibles à évaluer d'une manière précise ; et aucun modèle ne serait capable de définir, à partir de leur prise en compte, ce que doivent être les rapports de change de quelque cent cinquante monnaies prises deux à deux.

Si l'on ajoute que les cours de nombre de monnaies sont fixés à des taux officiels surévalués, soit par souci de prestige politique, soit par intention protectionniste ; que d'autres ont des cours multiples selon les opérations auxquelles ils s'appliquent ou les partenaires qu'ils concernent, ou du fait de l'existence de marchés gris ou noirs ; si l'on ajoute encore que les choix des oligarchies financières de tous les pays, comme les stratégies, spéculations, anticipations des principaux opérateurs internationaux et multinationaux, provoquent des mouvements de capitaux sans commune mesure avec les déficits ou déséquilibres économiques ou commerciaux, on voit que le « mobile monétaire national/mondial », qui s'est substitué à l'ancien « système monétaire international », est l'instabilité même : produit et source des déséquilibres des années 1970 et 1980...

Attachons-nous à la pièce essentielle de ce mobile : le dollar. Attention ce n'est plus — comme l'avaient été la livre sterling au XIX^e siècle et le dollar de 1947 à 1971 — la monnaie de l'économie hégémonique qui, grâce au système financier et bancaire qui le porte, est la monnaie clé d'un système international de paiement, ayant ses règles et sa discipline.

Le dollar, depuis 1976, et plus encore dans les années 1980, est un être double, à la fois monnaie de l'économie capitaliste prédominante, créée et portée par le système bancaire et financier des États-Unis, et monnaie internationale/multinationale, créée et portée par les principales banques des grands pays capitalistes à la fois dans les plus grandes places financières et en leurs diverses implantations. Monnaie-Janus en quelque sorte, mais dont les deux faces se nourrissent l'une l'autre, se renforcent ou s'affaiblissent, se créent réciproquement, mais peuvent aussi s'entre-détruire. Monnaie-vampire qui se nourrit des déséquilibres mondiaux — y compris ceux des États-Unis — et que minent ces mêmes déséquilibres.

Ce dollar-Janus est, on le sait, la monnaie d'un pays qui, depuis un lustre, s'est installé dans le déséquilibre : déficit des finances publiques et notamment du budget fédéral (qui a atteint, de 1983 à 1986, 5 % du PNB) ; insuffisance d'épargne et haut niveau de consommation ; et, au bout du compte, déficit extérieur important et endettement croissant : endettement intérieur, qui atteint des sommes astronomiques (plus de sept milliards de dollars) et endettement extérieur, qui s'alourdit d'année en année — les États-Unis s'enfonçant dans la situation de débiteur extérieur net depuis 1984.

Aucune monnaie, pas même la monnaie clé, ne peut, dans un système monétaire international, supporter sans dommage de tels déséquilibres. Et toute économie ordinaire aurait eu rapidement à se remettre en ordre, sous les injonctions de ses partenaires, de ses créanciers, de la Banque mondiale ou du Fonds monétaire international...

Mais la pièce maîtresse d'un « mobile monétaire national/mondial » peut imposer aux autres, sinon ses règles, au moins les retombées de ses propres problèmes et de ses débordements. Les autres acceptent par impuissance, dépendance, complicité ou intérêt ; et, parfois, pour plusieurs de ces raisons à la fois.

Les déséquilibres des États-Unis créent dans ce pays à la fois un besoin de financement interne et la nécessité de faire face aux engagements extérieurs : les États-Unis haussent leurs taux d'intérêt, drainant ainsi d'énormes disponibilités financières du monde entier, y compris du tiers monde. Mais cela réduit les financements et affaiblit les monnaies des autres pays capitalistes qui relèvent aussi leurs taux, et c'est l'engrenage de la hausse des taux — nominaux et réels — de 1980-1981 ; la baisse des taux nominaux de 1981-1986, du fait qu'elle accompagne le recul de l'inflation, laisse peser sur les débiteurs pendant toute cette période des taux réels élevés : facteur aggravant de la « crise de la dette » dans le tiers monde.

TAUX DES BONS DU TRÉSOR À 10 ANS AUX ÉTATS-UNIS

[Retour à la table des schémas](#)



Source : *Paribas conjoncture*, bulletin économique mensuel de la banque Paribas, avril 1988, p. 55.

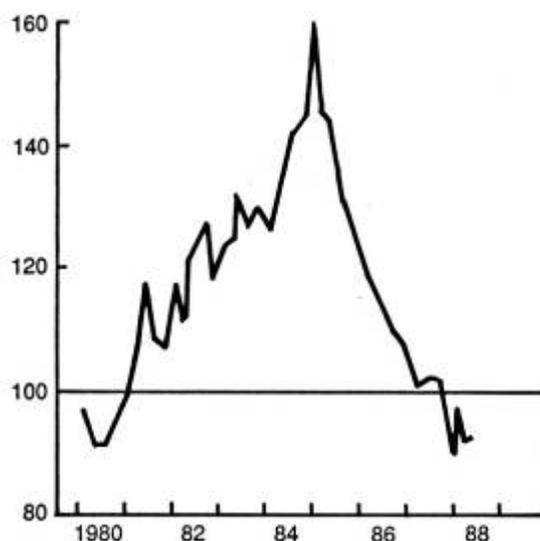
De 1979 à 1985, soutenu par des taux d'intérêt élevés et par la demande de tous ceux qui voient dans les dépôts et placements en dollars une relative sécurité dans un monde incertain, le dollar monte contre toutes les monnaies ; dans l'ensemble, sa valeur double : hausse irréaliste pour quiconque cherche dans les réalités économiques l'enracinement des phénomènes monétaires ; hausse irréaliste pour ceux qui cherchent dans la rationalité des comportements ou des anticipations l'explication des évolutions ; hausse excessive aux yeux de tous, qui à la fois amplifie le pouvoir d'achat des agents états-unisiens par rapport au reste du monde et facilite les ventes de l'étranger aux États-Unis — facteur supplémentaire jouant dans le sens de leur déficit extérieur.

Mais qui dit déficit, dit excédent, donc demande stimulée pour d'autres pays : Allemagne fédérale, Japon, autres pays d'Asie. Phénomène en un sens favorable, puisqu'il constitue un indéniable soutien à l'activité de ces pays et, par-delà, de leurs partenaires. Mais aussi phénomène négatif, puisque ces pays accumulent des avoirs, qui vont inéluctablement perdre une partie de leur pouvoir d'achat

international dès que le cours du dollar baissera, et risquent d'en perdre encore une partie si l'inflation renaît aux États-Unis.

COURS DU DOLLAR
(indice pondéré, base 1975 = 100)

[Retour à la table des schémas](#)



Source : Bank of England, in *The Economist*, 9 avril 1988, p. 71.

Et quand les autorités des États-Unis commencent à trouver excessive la marée des importations étrangères ; quand les financiers, les banques et les autorités des pays excédentaires commencent à trouver déraisonnable l'accumulation d'avoirs en dollars, l'accord finit par se faire pour tenter d'engager une descente « en douceur » du dollar. Descente difficile, tant sont imbriqués les intérêts contradictoires : amoindrissement du pouvoir d'achat des exportations — pas forcément états-unisiennes — de produits dont les prix sont libellés en dollar (pétrole notamment), ce qui ampute la capacité d'achat des pays qui les vendent (au Moyen-Orient notamment) ; moindre facilité d'exporter, vers les États-Unis ou les pays vendeurs de produits libellés en dollars, ce qui conduit ceux qui approvisionnaient ces marchés, à intensifier leurs efforts de vente sur d'autres. De 1985 à 1987, le dollar baisse de 50 % : baisse qui, pour les détenteurs d'autres monnaies, facilite — et, pour les détenteurs d'actifs en dollars, accroît l'opportunité de — l'achat d'actifs aux États-Unis (immeubles, terres, entreprises ou actions) ; et effectivement, en 1987-1988, des entreprises et banques du Japon, d'Europe et de quelques pays du tiers monde achètent massivement.

L'endettement extérieur des États-Unis se double donc d'une croissance des investissements étrangers aux États-Unis : signes, l'un comme l'autre, pour tout pays faible ou moyen, de dépendance extérieure.

La caractéristique du « mobile monétaire national/mondial » qui fonctionne dans les années 1980, c'est qu'il n'y a plus de repère fixe : tout se passe et se pense « en relation à... » ; les points de repère possibles sont multiples : taux de rendement, taux de change, taux d'intérêt, taux d'inflation ; la combinatoire en devient vite immaîtrisable, d'autant plus que les incertitudes sont inégales et variables...

D'où une incitation forte à se couvrir ou à spéculer : nourrie par les déficits des années 1970-1980 et par l'économie d'endettement qui les a rendus possibles, la spéculation des années 1980 est stimulée par la réalité même du « mobile monétaire national/mondial ». Puisque tout bouge, tout élément est en mouvement par rapport à tous les autres, tout est occasion de risque et donc d'opération préventive et/ou spéculative.

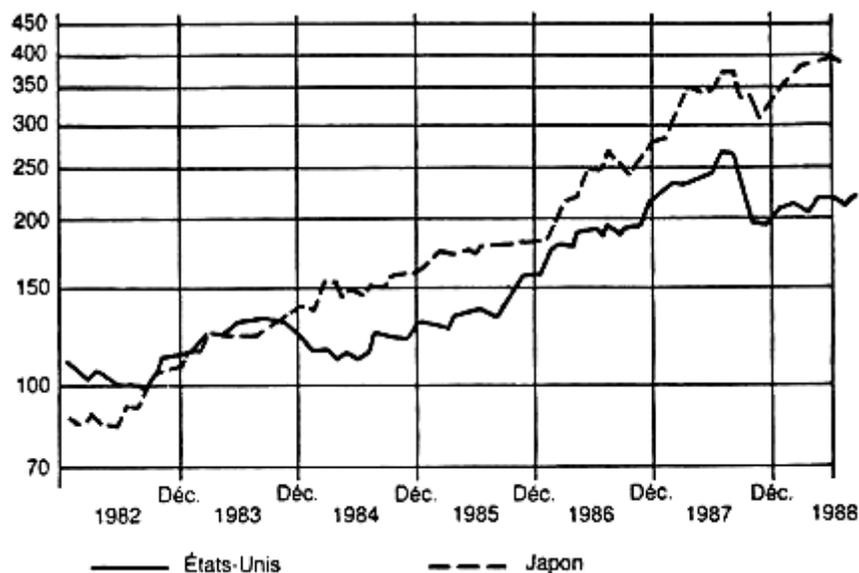
Le gonflement de la bulle spéculative a été brusquement interrompu par le krach d'octobre 1987 ; on l'a dit, 2 000 milliards de dollars de richesse papier détruits en quelques semaines ; mais, d'une part, ce n'est qu'une fraction de l'énorme gonflement de la capitalisation boursière qui s'était opéré au cours des années précédentes ; d'autre part, ce dégonflement a été inégal selon les places ; enfin il a été en partie « compensé » par la reprise boursière de 1988.

Une seule chose est sûre : si la spirale du krach a, dans l'immédiat, été stoppée, ce fut grâce à l'octroi des crédits nécessaires aux grands opérateurs américains qui risquaient d'être entraînés dans le tourbillon. Et, depuis, rien d'essentiel n'a changé : les déséquilibres mondiaux restent importants, l'endettement élevé ; l'incertitude est la principale caractéristique du « mobile monétaire national/mondial » qui nous tient lieu de système de paiements internationaux. À la fin de 1988, tous les ingrédients demeuraient rassemblés pour de nouveaux soubresauts : nouvelles flambées spéculatives, nouveau krach boursier ; dérapage inflationniste (qui allégerait les engagements des débiteurs), engrenage déflationniste (qui décimerait entreprises et activités productrices)...

Le « mobile monétaire national/mondial », qui s'est, par étape, mis en place depuis 1971, a jusqu'ici été bénéfique pour trois acteurs : pour les États-Unis pris comme un tout ; pour les économies dont l'activité s'est nourrie des déficits américains ; pour les grands opérateurs multinationaux.

INDICES BOURSIERS AUX ÉTATS-UNIS ET AU JAPON
(Indice semi-logarithmique, base 1980 = 100)

[Retour à la table des schémas](#)



Source : *Observations et diagnostics économiques*, Revue de l'OFCE, octobre 1988.

Aux États-Unis, il a permis de maintenir un haut niveau de dépenses militaires, scientifiques, technologiques, stratégiques... tout en atténuant la pression fiscale intérieure, ainsi qu'un haut niveau de dépenses de consommation, avec un faible effort d'épargne. Déséquilibres fondamentaux, reconnus par tous, et dont la charge, à terme, va se révéler coûteuse pour l'économie, comme pour les consommateurs. Déséquilibres tellement importants que leur correction passerait soit par une purge déflationniste dont personne n'est prêt à prendre la responsabilité, soit par un exceptionnel effort d'épargne (donc de réduction de la consommation), dont nul ne voit comment il pourrait être mis en œuvre.

Les économies de l'Allemagne fédérale, du Japon, de plusieurs pays d'Asie et de quelques autres tiers-nations ont eu leurs activités soutenues par les déficits des États-Unis. Elles souffriraient certainement d'une cure déflationniste trop brutale. Et celles d'entre elles qui ont accumulé des créances en dollars seraient lésées par un dérapage inflationniste aux États-Unis.

Ainsi, les premiers comme les seconds sont pris dans une solidarité du « comment éviter le pire » après avoir partagé les bénéfices d'un laxisme qui arrangeait chacun.

Restent les grands opérateurs multinationaux. Ils sont les mieux armés pour faire face à toutes les tempêtes : engrenage déflationniste ou dérapage inflationniste, coup de tabac aux États-Unis, en Europe ou en Asie. Chacun y laissera des plumes, mais la plupart sont suffisamment diversifiés et multinationalisés pour retrouver des bases solides au lendemain d'un nouveau krach — et même s'il ne se limite pas au domaine boursier —, voire d'un nouveau typhon, soit inflationniste, soit déflationniste...

Et leur souci de s'en tirer au mieux, chacun pour soi, risque de les conduire à précipiter et à aggraver le tourbillon d'une crise que tout contribue à rendre inévitable.

Au moins tant que nous resterons dans un régime monétaire international caractérisé, pour les principaux acteurs, par une responsabilité tellement limitée qu'on approche d'une irresponsabilité sans limite.

Il y a un demi-siècle, John Maynard Keynes écrivait : « S'il nous est permis de désigner par le terme spéculation l'activité qui consiste à prévoir la psychologie du marché et par le terme entreprise celle qui consiste à prévoir le rendement escompté des actifs pendant leur existence entière, on ne saurait dire que la spéculation l'emporte toujours sur l'entreprise. Cependant le risque d'une prédominance de la spéculation tend à grandir à mesure que l'organisation des marchés financiers progresse. [...] Les spéculateurs peuvent être aussi inoffensifs que des bulles d'air dans un courant régulier d'entreprise. Mais la situation devient sérieuse lorsque l'entreprise n'est plus qu'une bulle d'air dans le tourbillon spéculatif. Lorsque dans un pays le développement du capital devient le sous-produit de l'activité d'un casino, il risque de s'accomplir en des conditions défectueuses ¹... »

Aujourd'hui, ce n'est pas dans un pays — c'est à l'échelle du monde.

¹ Cité in *Revue française de gestion*, juin-août 1988, dans l'introduction au dossier sur « Le trésorier d'entreprise et les marchés financiers : les leçons d'un krach ».

**Lectures suggérées
pour prolonger ou compléter ce chapitre**

AGLIETTA Michel, *La fin des devises clés*, La Découverte, Paris, 1986.
BOURGUINAT Henri, *Les vertiges de la finance internationale*, Economica, Paris, 1987.

CAMÉ François, FILLOUX Frédéric, *Le jour le plus bas*, J.-C. Lattès, Paris, 1988.
CEPII — Centre d'études prospectives et d'informations internationales, *L'après-dollar*, Economica, Paris, 1986.
GOLDFINGER Charles, *La géofinance*, Seuil, Paris, 1986.

PROPOS D'ÉTAPE 4

(avec reprise théorique)

[Retour à la table](#)

Économie mondiale.

Que le mot existe n'implique pas l'existence de la réalité qu'il désigne. Et l'emploi fréquent de ce mot n'implique pas non plus l'importance de cette réalité. Mais ce sont là — expressions du concret immédiat — des signes, des symptômes.

Jamais la réalité ne se donne d'elle-même. Mais jamais non plus notre cerveau, notre intelligence ne demeurent inertes face aux innombrables signaux que nous recevons d'elle. Et ces signaux, jamais nous ne les recevons à l'état pur : c'est à travers les prismes de nos représentations, de nos grilles de lecture, que nous les percevons et les interprétons. Dès lors, l'effort de connaissance consiste à élaborer, de la réalité que nous pouvons percevoir, la représentation la plus adéquate.

Représentation : image, notion, concept, théorie, modèle, il s'agit toujours d'une transposition, en mots ou symboles, de la réalité que nous observons, ou, plus exactement, de la reconstruction/interprétation que nous avons opérée des signaux que nous en avons reçus.

Représentation adéquate — c'est-à-dire permettant au mieux d'interpréter, d'« expliquer », de prévoir ou d'anticiper les phénomènes dont nous voulons rendre compte, et donc, pour certains d'entre eux, d'agir sur eux ou d'en avoir la maîtrise.

Représentation élaborée : c'est-à-dire, sur la base de l'observation et de l'expression du concret immédiat, reconstruite, épurée, rendue plus rigoureuse, et finalement ré-exprimée sous une forme conceptuelle, relecture abstraite du concret devant permettre des progrès dans l'observation et l'interprétation de la réalité.

Ces quelques remarques devraient nous aider à clarifier ce que recouvre la formule « économie mondiale ». Cette formule, à l'évidence, est plus une notion d'usage courant qu'un concept élaboré ; mais elle recouvre une réalité de plus en plus pesante — pour les États-nations, les groupes sociaux, les familles et les individus — dans le monde contemporain ; une réalité qui a pris à travers les siècles, et prend maintenant à travers les décennies, de plus en plus d'importance et

de densité : en témoigne le fait qu'elle est de plus en plus évoquée dans le discours quotidien, dans l'information que diffusent les médias, et plus encore, que les spécialistes d'un nombre de plus en plus grand de champs et de disciplines sont amenés à la faire intervenir dans leurs analyses.

Avec les théories keynésiennes et les comptabilités nationales, les théories de la croissance et de l'inflation, la sophistication des politiques économiques, la connaissance des « économies nationales » avait accompli d'indéniables progrès ; mais voici que la vague de fond de l'internationalisation, de la multinationalisation et de la mondialisation transforment profondément la réalité même des économies nationales, rendant par là même largement caduques les constructions théoriques destinées à en rendre compte.

Et nous avons été pendant des lustres à nous efforcer de comprendre les phénomènes observables, à établir des diagnostics et à préconiser des politiques, en utilisant des outils conceptuels très largement inadaptés. Et nous allons longtemps encore — inertie des idées et des systèmes de représentation — utiliser des mots, des statistiques, des théories inadéquats.

L'économie mondiale est une réalité complexe.

Réalité dont l'importance croît dans le mouvement historique du temps présent ; réalité dont l'analyse n'a pas été suffisamment poussée et sur laquelle nous avons des images multiples et disparates¹ : réalité complexe. Le problème n'est pas de retenir, parmi toutes les représentations existantes, la bonne image, mais de rechercher comment est constituée la réalité étudiée et donc comment se situe, par rapport à elle, chacun des aspects ou des éléments auxquels ces images correspondent.

C'est ce que nous avons commencé à faire, dans cette première partie, en cherchant à réarticuler — en travaillant sur les flux commerciaux internationaux, les firmes multinationales, les spécialisations et dépendances nationales ou le « système » de paiements internationaux — la prise en compte du national, de l'international, du multinational et du mondial.

Mais sans doute, ne sera-t-il pas inutile d'avancer un peu plus dans l'élaboration.

Parler d'économie mondiale signifie qu'on sait, dans les activités des sociétés humaines, distinguer un champ particulier : celui de l'économie. Or, le sait-on² ?

¹ Voir en introduction le « kaléidoscope » de l'économie mondiale.

² Comme toute question fondamentale, cette question pourra, aux yeux de certains, paraître futile ou inutile ; qu'ils passent donc quelques pages...

Les définitions de l'économie sont disparates (et jamais entièrement satisfaisantes) : production, répartition et utilisation des biens et services (encore faut-il tenir compte du cadre et des conditions de ces fonctions) ; activités visant à la satisfaction des besoins (mais pas tous les besoins) ; production et distribution des richesses (et pourquoi pas de la misère et de la pauvreté ?) ; activités visant à la réalisation du bien-être (une fois exclues d'autres sources de bien-être, par exemple la sagesse) ; activités reposant sur le travail humain (exclusion faite de larges fractions de celui-ci, notamment le travail domestique) ; activités s'insérant dans la logique de l'échange marchand (mais nombre d'activités non marchandes sont maintenant traitées comme appartenant au champ de l'économique) ; art ou science du choix rationnel (mais un tel choix ne peut-il pas s'appliquer à toutes les décisions humaines ?)...

De même, il est bien difficile de séparer, dans la réalité sociale, base et superstructure, ou de « saucissonner » la société en instances, sauf à devoir reconnaître, à un moment ou à un autre, que le politique et l'idéologique sont dans l'économique, et inversement...

Et pourtant, il est clair que la distinction d'un champ spécifique de l'économie est non seulement courante, mais aussi opératoire. À ce point, seul un retour sur l'histoire peut nous éclairer.

La prise en compte d'un champ particulier de l'économie est relativement récent : quelques siècles.

En survolant l'histoire récente de la pensée dans les sociétés européennes, on voit progressivement émerger des thèmes qui peuvent aujourd'hui être qualifiés d'économiques : argent et enrichissement (Grèce antique), prêt à intérêt et usure (Pères de l'Église), richesse du Prince, balance commerciale et prospérité de la nation (mercantilistes), productivité de différentes activités — agricoles, industrielles et de services —, rôles des « avances » c'est-à-dire de l'investissement (physiocrates, Turgot, premiers classiques)...

C'est au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles qu'est distingué, dans le regard sur la réalité, le domaine de l'économie ; et comment ne pas établir un lien entre cette modification du regard et la transformation de la réalité ? Les activités marchandes progressent d'une manière intensive depuis plusieurs siècles ¹ ; enraciné dans ce terreau des activités marchandes et contribuant à leur généralisation, le capitalisme, en formation depuis plusieurs siècles, est en cours d'affirmation et de renforcement — d'abord en Hollande, puis en Angleterre ² ; avec la constitution de

¹ Voir [BRAUDEL 1979].

² Cf. [BEAUD 1981, nouvelle éd. 1987].

l'État-nation moderne et le rôle croissant de l'État, s'affirme la logique de l'étatisme ¹.

Activités marchandes, capitalisme : c'est avec l'élargissement de ces logiques de production et de répartition des richesses que s'opère la distinction entre le champ de l'économie et les autres. Est-ce le fait que la recherche de l'enrichissement (individuel ou familial) puis celle du profit deviennent buts en soi ? Est-ce la marchandisation généralisée et la monétarisation de toutes les activités ? Est-ce la salarisation ? Est-ce, à travers tous ces phénomènes, la séparation de plus en plus profonde entre production de biens ou services et satisfaction des besoins ? Le fait est qu'un flot croissant d'activités — production, répartition, distribution, commercialisation, consommation, épargne, investissement — est reconnu comme spécifique et qualifié d'économique. Et dès lors que cette distinction a été opérée, il est devenu courant, même si la démarche était contestable, de réexaminer les formations sociales antérieures en cherchant à y spécifier le champ de l'économie.

Sur la constitution de l'économie en champ distinct, nous voudrions avancer l'hypothèse suivante : jusqu'aux XV^e et XVI^e siècles, même si elles s'organisaient sous des formes spécifiques, l'ensemble des activités de chaque formation sociale restait subordonné à la logique de reproduction de celle-ci ; mais à partir des XV^e et XVI^e siècles, se développe, avec la généralisation des activités marchandes et le capitalisme, un mode d'organisation des activités productrices et marchandes qui continue certes à concourir à la reproduction des formations sociales où il se développe, mais qui a sa propre logique de reproduction.

Ainsi coexistent depuis lors deux logiques de reproduction :

- celle des formations sociales, qui se fait de plus en plus largement à travers les activités marchandes et capitalistes ;
- et celle du capitalisme, qui contribue de plus en plus à la reproduction d'un nombre croissant de formations sociales.

Deux logiques de reproduction donc, et deux logiques à la fois distinctes et imbriquées.

Reproduction : en utilisant à maintes reprises cette expression, nous nous situons dans la mouvance du courant de réflexion sur la complexité et l'autoreproduction, qu'en France E. Morin, R. Passet et Y. Barel ont, dans le champ des sciences sociales, contribué à faire progresser.

¹ Cf. [BEAUD 1982, nouvelle éd. 1985].

Il n'est pas question, ici, de présenter la pensée de ces auteurs, mais simplement d'en tirer quelques références, qui nous permettront d'évoquer les éléments d'analyse sur lesquels nous nous appuyons.

Parlons de ce raccourci que nous offre Edgar Morin : « La particule est, non pas une brique première, mais une frontière sur une complexité peut-être inconcevable ; le cosmos est, non une machine parfaite, mais un processus en voie de désintégration et d'organisation à la fois. Enfin, il est apparu que la vie est, non pas une substance, mais un phénomène d'auto-éco-organisation extraordinairement complexe qui produit de l'autonomie. Dès lors, il est évident que les phénomènes anthropo-sociaux ne sauraient obéir à des principes d'intelligibilité moins complexes que ceux désormais requis pour les autres sciences. Il nous faut affronter la complexité anthropo-sociale, et non plus la dissoudre ou l'occulter ¹. »

Pour affaiblir nos résistances et nos rigidités de pensée, recourons à la paraphrase : l'activité économique (de l'individu, de l'entreprise, de la nation) est « non pas une brique première, mais une frontière sur une complexité peut-être inconcevable » ; et la sphère des activités humaines, peut-être l'économie mondiale, « un processus en voie de désintégration et d'organisation à la fois » ; et l'économico-social, « un phénomène d'auto-éco-organisation extraordinairement complexe qui produit de l'autonomie ».

Dans tous les cas, nous avons à « affronter la complexité » anthropo-socio-économique, « et non plus la dissoudre ou l'occulter »...

Dans le droit fil de la pensée de Morin, poursuivons, en compagnie d'Yves Barel — un des rares à avoir affronté cette « complexité anthropo-sociale » : « Plutôt que de chercher le simple derrière le complexe, il vaut mieux partir de la complexité comme le fait premier et dernier, et s'interroger sur les formes variées de production et de reproduction de cette complexité [...]. Pour savoir si un assemblage, un ensemble, une entité complexe et différenciée est ou non un système, il faut se poser la question : cet ensemble est-il capable d'autoreproduction ? Si oui, on a affaire à un système [...]. L'autoreproduction est la propriété d'un système, non pas d'assurer seul sa reproduction, mais de participer activement à sa propre reproduction ². »

Un pas de plus — mais nous avançons, il faut bien le dire, chaussés de bottes de sept lieues : « L'intérêt du concept de reproduction sociale est de permettre l'élaboration d'un certain nombre d'hypothèses sur la nature du changement et de la relative permanence des sociétés et sur la nature des contradictions sociales, ainsi que de suggérer un mode de structuration des sociétés à partir des principaux

¹ Edgar MORIN, *Thèses pour la pensée complexe*, texte dactylographié, Paris, s.d., p. 7.

² Yves BAREL, *Le paradoxe et le système (Essai sur le fantastique social)*, PUG, Grenoble, 1979, p. 217-218.

processus de reproduction et systèmes socio-culturels qui les constituent [...]. Le changement, y compris sous la forme de discontinuité, est au cœur de la reproduction sociale ¹. »

Reproduction, laquelle inclut le changement ; capacité d'autoreproduction, c'est-à-dire « de participer activement à sa propre reproduction » ; entité complexe et différenciée capable d'autoreproduction : une telle entité, Yves Barel la nomme « système » ; je préfère, pour ma part, la nommer « totalité », réservant l'appellation « système » à l'abstraction, à la représentation conceptuelle d'une totalité ou d'une composante structurante d'une totalité.

Dès lors, peut-on dire que l'économie mondiale constitue une totalité ? Est-elle capable de participer activement à sa propre reproduction ?

Notre réponse est non. Car nous repérons, dans la réalité économique et sociale, deux « totalités » disposant de cette capacité de participer activement à leur propre reproduction : les formations économiques et sociales, sous les formes diverses qu'elles ont prises depuis l'aurore de l'humanité ; et le capitalisme, avec sa dynamique d'accumulation et de reproduction élargie.

Deux « totalités », donc : les formations sociales, et le capitalisme. Des formations sociales pour lesquelles le cadre national constitue un niveau essentiel de reproduction. Le capitalisme qui, après s'être constitué sur une base nationale, se reproduit aujourd'hui de plus en plus à l'échelle mondiale. Le niveau national demeurant essentiel dans les dynamiques de ces totalités et pour leurs articulations.

Dès lors, l'économie nationale, l'économie internationale, la firme multinationale, et aussi l'économie mondiale sont en fait constituées et reproduites sous les influences combinées, contradictoires ou convergentes, des reproductions de ces deux totalités : les formations économiques et sociales et le capitalisme.

Au total, si l'on accepte notre démarche, on peut étudier, sous l'angle de l'autoreproduction :

- soit des formations sociales (qui ont le plus souvent adopté la forme de l'État-nation), et donc les « formations sociales nationales » ;
- soit le capitalisme (qui, constitué sur des bases nationales, se déploie de plus en plus à l'échelle mondiale, à partir de ses bases nationales, à travers la double dynamique de l'internationalisation et de la multinationalisation), et donc le capitalisme national/mondial.

¹ YVES BAREL, *La reproduction sociale (Systèmes vivants, invariance et changement)*, Anthropos, Paris, 1973, p. 18.

L'économie mondiale, elle, n'a pas une logique de reproduction propre : c'est l'ensemble des activités économiques, concourant (tant bien que mal) à la reproduction des formations sociales (principalement nationales) et que structure la dynamique capitaliste (qui, elle, est à la fois nationale, internationale, multinationale et mondiale). Elle est soumise au jeu de ces deux logiques de reproduction dont nous avons vu qu'elles étaient à la fois distinctes et imbriquées.

Et pour mener à bien, dans son ensemble, l'analyse de l'économie mondiale dans les années 1980, il faudrait être en mesure d'articuler les deux analyses à la fois distinctes et indissociables, d'une part, de la dynamique de reproduction locale/nationale/internationale/multinationale/mondiale du capitalisme et, d'autre part, des dynamiques locales/nationales de reproduction des formations sociales, en tenant compte des relations d'échange, de coopération et dominations qui s'établissent entre elles. Car, finalement, l'économie mondiale, loin d'être la simple somme des activités économiques qui s'opèrent sur la terre ou la juxtaposition des économies nationales, est l'ensemble de ces activités et de ces économies, tel qu'il est structuré/disloqué sous l'impulsion des deux logiques (distinctes et imbriquées) de reproduction.

L'implication de cette démarche n'est pas mince :

- il n'est pas possible de mener une analyse de l'économie mondiale sans une bonne mise en perspective de la dynamique du capitalisme à l'échelle mondiale et la prise en compte de la réalité des formations sociales, nationales notamment ;
- de même, il n'est pas possible de mener une analyse d'une réalité nationale sans prise en compte de cet ensemble, notamment grâce à la grille de lecture du SNMH ;
- et enfin, il n'est possible de mener aucune de ces analyses sans un minimum de perspective historique (qui sous-tend en permanence notre présentation des structures de l'économie mondiale contemporaine).

Et si nous allons, dans la deuxième partie de ce livre, analyser principalement les économies nationales, c'est parce qu'elles constituent une articulation essentielle entre les formations sociales nationales et le capitalisme mondial, et donc une dimension essentielle de l'analyse de l'économie mondiale.